



Nations Unies

ICCD/CRIC(14)/5



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
8 septembre 2015
Français
Original: anglais, espagnol et
français

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Quatorzième session

Ankara (Turquie), 13 - 22 octobre 2015

Point 2 e) de l'ordre du jour provisoire

Mise en œuvre efficace de la Convention aux niveaux national, sous-régional et régional

Moyens de garantir des investissements supplémentaires : relations avec les mécanismes financiers

Rapport du Fonds pour l'environnement mondial sur ses stratégies, programmes et projets de financement des surcoûts convenus des activités se rapportant à la désertification

Résumé

Le Mémoire d'accord entre la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNULD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), adopté dans la décision 6/COP.7, prévoit que le FEM soumettra par l'intermédiaire du secrétariat un rapport à chaque session ordinaire de la Conférence des Parties (CdP) sur ses stratégies, programmes et projets de financement des surcoûts convenus des activités se rapportant à la désertification.

L'annexe à la décision 11/COP.9 stipule que le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC), lors de sessions qui se tiendront conjointement avec la CdP, aidera cette dernière à faire le point sur la collaboration avec le FEM, y compris en 2013 et à tout autre moment déterminé par la CdP.

Ce document contient le rapport du FEM. Il est reproduit tel quel et sans avoir été revu par les services d'édition, aux fins d'examen par le CRIC et pour éclairer tout projet de décision susceptible d'être soumis par le CRIC à l'examen de la CdP.

GE.15-15213 (F)



Merci de recycler



Investir dans la gestion responsable des sols
RAPPORT DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
À LA DOUZIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES
À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES
SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION

Août 2015

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	3
SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	5
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	6
1. INTRODUCTION	15
2. SUITE DONNÉE PAR LE FEM AUX DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES	16
3. ÉTAT DU PORTEFEUILLE DE PROJETS DU FEM DANS LE DOMAINE D'INTERVENTION « DÉGRADATION DES SOLS »	18
Tendances de la programmation.....	19
Objectifs par domaine d'intervention.....	20
Programmation recoupant plusieurs domaines d'intervention	23
Tendances géographiques.....	24
4. LA GESTION DURABLE DES SOLS COMME COMPOSANTE TRANSVERSALE ET SYNERGIQUE D'AUTRES GUICHETS DE FINANCEMENT DU FEM.....	28
Possibilités de financement de la GDS par le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial en vue de l'adaptation aux changements climatiques	29
Synergies entre la GDS et les activités financées par le Fonds pour l'adaptation	30
5. ÉTAT D'AVANCEMENT DES RÉFORMES DE LA PROGRAMMATION ENTREPRISES PENDANT FEM-5	31
Programmation des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des sols » .	31
Degré d'utilisation des ressources allouées en application du Système transparent d'allocation des ressources	32
Activités habilitantes	34
Mécanisme d'incitation GDF/REDD +	35
Stratégie de renforcement des capacités transversales	35
Programme de microfinancements	36

6. ORIENTATIONS DE LA PROGRAMMATION PENDANT FEM-6.....	37
7. SUIVI ET ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE	39
Rapport de suivi annuel (exercice 13)	39
Rapport de suivi annuel (exercice 14)	40
Mission de suivi du portefeuille et d'acquisition des connaissances	41
8. CONCLUSION	44
ANNEXES – ENGLISH VERSION ONLY	45
ANNEX 1A. GEF-5 LDFA RESULTS-BASED MANAGEMENT FRAMEWORK.....	45
ANNEX 1B. GEF-6 LDFA RESULTS-BASED MANAGEMENT FRAMEWORK.....	47
ANNEX 2. LDFA PROJECT PORTFOLIO APPROVED IN FY2014 AND FY2015	51
ANNEX 3. PROJECTS WITH ACTIVITIES IN PRODUCTION LANDSCAPES APPROVED UNDER LDCF AND SCCF IN FY2012 AND FY2013	62
ANNEX 4. PROJECTS APPROVED UNDER THE ADAPTATION FUND IN FY2014 AND FY2015.....	67
ANNEX 5. DESCRIPTION OF APPROVED PROGRAMS AND PROJECTS.....	68

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BAfD	Banque africaine de développement
BAuD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CNULD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
CRIC	Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention
EX	Exercice
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIP	Fiche d'identité de projet
Fonds pour les PMA	Fonds pour les pays les moins avancés
Fonds spécial	Fonds spécial pour les changements climatiques
GDF	Gestion durable des forêts
GDS	Gestion durable des sols
PAN	Programme d'action national
PANA	Programme d'action national pour l'adaptation
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PRAIS	Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre de la Convention
REDD	Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts
STAR	Système transparent d'allocation des ressources

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Le présent rapport a été établi par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour la douzième session de la Conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification qui se tiendra du 12 au 23 octobre 2015 à Ankara (Turquie). Il s'agit du cinquième rapport que le FEM présente à la Conférence des parties en application des dispositions du Protocole d'accord conclu entre le Secrétariat de la CNULD et le Secrétariat du FEM. C'est également le troisième rapport présenté par l'institution depuis la modification apportée à l'Instrument du FEM en vue d'inclure la CNULD parmi les conventions pour lesquelles le Fonds fait office de mécanisme financier.
2. Il fournit des informations sur les activités de gestion durable des sols (GDS) menées par le FEM dans le cadre de son domaine d'intervention « dégradation des sols », précisément pour lutter contre la désertification et le déboisement, pour la période comprise entre juillet 2013 et juin 2015. Conformément aux dispositions du Protocole d'accord, les activités menées dans les autres domaines d'intervention du FEM et les guichets de financement ayant trait à la GDS sont également présentées. La période considérée coïncide avec la quatrième année entière (dernière) du cinquième cycle de refinancement du FEM (FEM-5) et la première année entière du sixième cycle de refinancement du FEM (FEM-6). Le passage du cinquième cycle de refinancement (FEM-5) au sixième (FEM-6) étant intervenu au cours de la période considérée, le rapport comporte également des informations complémentaires sur les réformes touchant les politiques et la programmation en rapport avec le rôle de mécanisme financier que joue le FEM pour la Convention.
3. Le rapport vient également compléter les informations fournies par le biais du Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre de la Convention (PRAIS), lesquelles sont intégrées à la synthèse globale présentée au Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention à sa treizième session. Les données présentées par le biais du PRAIS étaient fondées sur le rapport du FEM à la 11^e Conférence des parties, qui portait sur la période 2011 à 2013. De ce fait, les détails fournis dans le présent rapport à la 12^e Conférence des parties ne sont pas pris en compte dans les données du PRAIS.

Suite donnée par le FEM aux directives de la Conférence des parties

4. Au cours de la période considérée, des progrès ont été enregistrés dans la suite donnée aux décisions prises à la 11^e Conférence des parties sur la collaboration avec le FEM. Le paragraphe 38 et le Tableau 2 récapitulent ces décisions et la suite qui leur a été donnée par le Secrétariat du FEM ainsi que les mesures prises à cet égard.

Programmation des orientations de FEM-6 dans le domaine d'intervention « dégradation des sols »

5. Le mandat du FEM qui consiste à investir dans l'amélioration de l'environnement mondial par les zones d'activité productive est directement lié à son rôle de mécanisme de financement de la CNULD. Le domaine d'intervention « dégradation des sols » offre le cadre dans lequel les pays

réunissant les conditions requises utilisent les ressources du FEM pour mettre en œuvre la Convention et sa Stratégie décennale (2008-2018). La stratégie du domaine d'intervention « dégradation des sols » au titre de FEM-6 appuie directement trois des quatre objectifs stratégiques (OS) de la CNULD, consistant à produire des effets bénéfiques à long terme pour les populations touchées (OS-1), les zones touchées (OS-2) et l'environnement mondial (OS-3). La stratégie du domaine d'intervention est alignée sur la stratégie à moyen terme du FEM, dénommée FEM 2020, et sa démarche axée sur les facteurs causaux pour traiter les questions environnementales de la planète.

6. Le montant indicatif total des ressources du domaine d'intervention pour la programmation au titre de FEM-6 est de 431 millions de dollars. Un montant de 346 millions de dollars est affecté à des pays à titre individuel sur la base du STAR, et sera programmé en vue de réaliser les objectifs du domaine d'intervention « dégradation des sols » indiqués dans le cadre de gestion à objectifs de résultat (voir l'Annexe 1b). En outre, 85 millions de dollars mis en réserve pour aider les pays à honorer leurs obligations découlant de la convention, appuyer les projets régionaux et mondiaux, le programme intégré pilote « *Promotion de la durabilité et de la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne* » et la contribution au programme de GDF.

7. Sur la base du mandat du FEM dans le domaine d'intervention et des possibilités d'impact aux effets transformateurs, l'objectif sera de consacrer 120 millions d'hectares à la GDS dans le monde. Cette estimation correspond à la superficie potentielle de paysages agricoles, pastoraux et forestiers concernés dans les régions touchées par la dégradation des sols. Pour y parvenir, les investissements pendant FEM-6 seront guidés par quatre objectifs énumérés au paragraphe 11 ci-après, pour avoir les effets positifs convenus sur l'environnement mondial et les avantages économiques et sociaux au plan national, conformément aux réalisations et indicateurs du Cadre de résultats (voir Annexe 1b).

Principales caractéristiques du portefeuille « dégradation des sols » (juillet 2013 à juin 2015)

Ensemble de projets et financements programmés par le FEM

8. Au cours de la période considérée, 74 projets au total ont été approuvés aux fins de financement sur les ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols », 53 de ces projets ont été approuvés à la dernière année de FEM-5 et 21 à la première année de FEM-6, comme l'indique le Tableau 1. Les financements du FEM pour ces projets se sont élevés au total à 527,7 millions de dollars et ont mobilisé 2,45 milliards de dollars de cofinancement. Les pays ont utilisé ces ressources dans le cadre de 27 projets du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour un montant de 68,6 millions de dollars (30 %) et de 47 projets plurisectoriels pour un montant de 459,1 millions de dollars des ressources du FEM.

Tableau 1: Programmation des ressources du FEM au cours de la période considérée (juillet 2013 to juin 2015)

Période	Type de projet	Nombre de projets	Ressources du FEM (millions de dollars)	Cofinancement (millions de dollars)
Juillet 2013 – juin 2014 (Dernière année de FEM-5)	Projets liés à la dégradation des sols	25	51,2	171,9
	Activités multisectorielles	28	135,9	504,9
Juillet 2014 – juin 2015 (Première année de FEM-6)	Projets liés à la dégradation des sols	2	17,4	73,8
	Activités multisectorielles	19	323,1	1 702,2
	Total	74	527,7	2 452,7

9. Le montant total de 527,7 millions de dollars de ressources programmées du FEM comprend 227,4 millions de dollars de ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols », dont un montant de 68,6 millions de dollars (30 %) utilisé par des projets monosectoriels du domaine d'intervention et 158,8 millions de dollars ont été utilisés par des projets multisectoriels. Le montant de 158,8 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention investi dans le cadre de projets multisectoriels était lié aux de 300,3 millions de dollars mobilisés dans d'autres domaines d'intervention, notamment « diversité biologique » (164,6 millions de dollars), « changements climatiques » (57,5 millions de dollars), « eaux internationales » (11,7 millions de dollars) et programme d'incitation de GDF/REDD+ (63,5 millions de dollars)¹.

Objectifs par domaine d'intervention

10. La stratégie du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour FEM-5 (2010–2014) comprenait les quatre objectifs suivants :

- a) **DS-1 : Systèmes d'agriculture et d'élevage extensif** : Maintenir ou améliorer le flux des services fournis par les agroécosystèmes qui préservent durablement les moyens de subsistance des populations locales ;
- b) **DS-2 : Paysages forestiers** : Produire des flux durables des services fournis par les écosystèmes forestiers dans les zones arides, semi-arides et subhumides, en préservant durablement les moyens de subsistance des populations tributaires des forêts ;
- c) **DS-3 : Gestion intégrée des paysages** : Réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles du fait des utilisations concurrentes des sols à l'échelle paysagère ; et

¹ REDD-plus : Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement ; et rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement.

- d) **DS-4 : Gestion évolutive et acquisition de connaissances** : Renforcer la capacité du FEM et des parties à la CNULD à appliquer les outils de gestion évolutive dans la GDS/GDF/GIRN.

11. La nouvelle stratégie du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour FEM-6 (2014–2018) comprend les quatre objectifs suivants :

- a) **DS-1: Systèmes d'agriculture et d'élevage extensif** : Maintenir ou améliorer le flux des services fournis par les agroécosystèmes pour préserver la production alimentaire et les moyens de subsistance ;
- b) **DS-2 : Paysages forestiers** : Produire des flux durables des services fournis par les écosystèmes forestiers, en préservant durablement les moyens de subsistance des populations tributaires des forêts ;
- c) **DS-3 : Gestion intégrée des paysages** : Réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles du fait des utilisations concurrentes des sols à l'échelle paysagère ; et
- d) **DS-4 : Optimiser les impacts aux effets transformateurs** : Préserver les ressources terrestres et les services agrosystémiques par l'internalisation de la GDS à grande échelle.

12. Les ressources de tous les domaines d'intervention utilisées au cours de la période considérée, à l'exception de celles qui étaient affectées aux financements pour la préparation de projets, étaient consacrées à la réalisation des objectifs des domaines d'intervention au titre de FEM-5 et FEM-6. Étant donné que les objectifs des domaines d'intervention pour FEM-5 et FEM-6 sont légèrement différents, le présent document rend compte séparément ci-après de chaque cycle de reconstitution :

- a) Au cours de la dernière année de FEM-5 (juillet 2013–juin 2014), DS-1 a représenté 19,5 millions de dollars, DS-2 est intervenu pour 13,4 millions de dollars, DS-3 a représenté la plus forte utilisation, avec 39,1 millions de dollars et DS-4 a absorbé 13,3 millions de dollars.
- b) La première année de FEM-6 (juillet 2014–juin 2015), DS-1 a représenté 48,9 millions de dollars, DS-2 est intervenu pour 7,8 millions de dollars, DS-3 a représenté 51,4 millions de dollars et DS-4 a compté pour 22,1 millions de dollars.

13. L'utilisation des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » au cours de la première année de FEM-6 se chiffre au total à 130,2 millions de dollars, plus une part supplémentaire des financements pour la préparation de projets de 0,7 million de dollars pour ce domaine d'intervention. Le niveau de programmation représente 30 % de l'allocation totale du domaine d'intervention pour FEM-6 (431 millions de dollars), ce qui constitue un point de départ satisfaisant du cycle de reconstitution.

Répartition géographique

14. Cinquante (50) pays en Afrique, Asie, Europe centrale et de l'Est (ECA) et Amérique latine et Caraïbes (LAC) ont utilisé 90,7 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention

« dégradation des sols » pour 58 projets. Les régions Afrique (31,2 millions de dollars) et Asie (29,6 millions de dollars) ont représenté le montant le plus élevé des ressources du domaine d'intervention programmées, suivies de la région ECA (20,2 millions de dollars) et de LAC (9,7 millions de dollars).

15. Le montant supplémentaire de 136,7 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » a été programmé à l'appui de neuf projets mondiaux et de sept projets régionaux qui visent à investir dans des actions coordonnées entre de multiples pays ou à s'attaquer à des questions bien déterminées de GDS. Un seul programme régional, « *Sécurité alimentaire pérenne et résistante aux chocs climatiques en Afrique subsaharienne—Une approche intégrée pilote (AIP-PROGRAMME)* » se distingue par l'utilisation de plus de 75 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols ». Ce programme permet aux petits exploitants d'augmenter durablement les rendements et de renforcer ainsi la sécurité alimentaire pour des millions de pauvres, tout en évitant la désertification, en améliorant l'état des terres et en fixant le carbone. Le programme est coordonné par le FIDA et exécuté en partenariat avec le PNUE, la FAO, le PNUD, la Banque mondiale, la CI et l'ONUDI. Il vise à renforcer les mécanismes institutionnels et à transposer en grandeur nature la gestion durable des sols dans 12 pays en Afrique subsaharienne, à savoir, Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Niger, Nigeria, Sénégal, Swaziland, Tanzanie et Ouganda.

Exploitation des synergies au moyen d'autres guichets de financement du FEM

16. Sur les 47 projets intersectoriels du portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour la période considérée, 26 projets ont mobilisé des financements du programme GDF/REDD+, se chiffrant à 63,5 millions de dollars.

17. Au cours de la période considérée, 17 projets au titre du Programme de renforcement des capacités transversales ont été financés, pour une contribution totale du FEM de 18,6 millions de dollars et des cofinancements de 28,5 millions de dollars. Le portefeuille comprend 17 projets de pays individuels tous financés durant la dernière année de la période de reconstitution de FEM-5 (EX14).

18. Les pays touchés peuvent aussi mettre à profit les synergies avec l'adaptation au changement climatique et promouvoir une GDS résistante à la modification du climat, en faisant appel aux ressources de trois fonds pour l'adaptation gérés par le FEM : le Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA) et le Fonds spécial pour les changements climatiques (Fonds spécial) établis en application de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Fonds pour l'adaptation établi en application du Protocole de Kyoto à la CCNUCC.

19. Au cours de la période considérée, 24 projets ayant des liens avec des systèmes de production ont été financés au titre du Fonds pour les PMA. Les projets visent à satisfaire les besoins urgents et immédiats en matière d'adaptation de 18 pays d'Afrique et de six pays d'Asie, en utilisant au total

171,6 millions de dollars et en mobilisant 547,5 millions de dollars de cofinancement, la demande de ce type de projets étant sensiblement plus élevée².

20. Quatre projets directement liés à la gestion des ressources naturelles ont été financés au titre du Fonds spécial pour un montant total de 25 millions de dollars, auquel s'ajoutent 114,8 millions de dollars de cofinancement. Les projets sont situés au Maroc, en Égypte, au Costa Rica et au Turkménistan.

21. Treize projets qui ont des liens directs avec la GDS ont été financés par le Fonds pour l'adaptation. Les projets, bénéficiant d'un financement total de 101,1 millions de dollars, sont situés dans les pays suivants : Guatemala, Rwanda, Ouzbékistan, Seychelles, Myanmar, Afrique du Sud, Kenya, Costa Rica, Inde, Ghana, Mali, Jordanie et Maroc.

État d'avancement des réformes entreprises pendant FEM-5

Programmation des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des sols »

22. Sur le montant total de 385 millions de dollars alloué au domaine d'intervention « dégradation des sols » pendant FEM-5, 350,9 millions de dollars (91,1%) ont été programmés sur la période quadriennale allant de juillet 2010 à juin 2014. Ce chiffre correspond à l'ensemble des financements utilisés par les pays à l'appui de projets monosectoriels, de projets multisectoriels, d'activités habilitantes et du Programme de microfinancements. Il comprend également les investissements dans le cadre de projets mondiaux et régionaux, qui visent à financer des activités nationales sur la GDS. Le chiffre final pour FEM-5 comprend les coûts de gestion de projets, les allocations pour frais des entités d'exécution et la part du domaine d'intervention « dégradation des sols » qui a été utilisée pour les financements de la préparation de projets. Le pourcentage d'utilisation des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols », de 91,1 %, est conforme au pourcentage d'utilisation global de 91,8 % de la reconstitution de FEM-5.

Utilisation des allocations nationales et ressources réservées

23. Sur le total de 324 millions de dollars alloué aux pays dans le cadre du Système transparent d'allocation des ressources (STAR) au titre du domaine d'intervention « dégradation des sols », 312,3 millions de dollars (96,4 %) ont été utilisés. Sur les 63 pays réunissant les conditions requises pour la règle d'allocation souple du STAR, 60 ont utilisé leurs allocations en totalité ou en partie, soit pour un projet monosectoriel du domaine d'intervention soit pour un projet multisectoriel. Sur

² Du fait des difficultés de ressources du Fonds pour les PMA, les possibilités de financement des activités de GDS par ce guichet n'ont pas pu se réaliser pleinement. Par exemple, à la fin de la période considérée, le 30 juin 2015, le Secrétariat du FEM avait techniquement validé des propositions du Fonds pour les PMA pour un montant total de demandes de financement de 235,68 millions de dollars. Ces projets attendaient que des fonds supplémentaires deviennent disponibles dans le Fonds pour les PMA. Alors que les projets validés au plan technique restaient à la phase de conception et devaient encore définir des cibles chiffrées précises, au moins 13 d'entre eux, avec des ressources demandées sur le Fonds pour les PMA se chiffrant à 91,88 millions de dollars, intégreraient des activités de GDS.

les 61 millions de dollars de ressources réservées du domaine d'intervention « dégradation des sols », 38,8 millions de dollars (63,3%) ont été programmés dans le cadre de FEM-5.

Financement des activités habilitantes

24. Au total, 133 des 144 pays réunissant les conditions requises ont sollicité des ressources du FEM à l'appui d'activités habilitantes en se prévalant de l'un des trois modes de financement : accès direct (11 pays), agence du FEM (34 pays) et projet-cadre (88 pays). Le montant total des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » demandées par tous les pays, tous modes de financement confondus, est de 11,8 millions de dollars, dont environ 70 % pour la mise en conformité des programmes d'action nationaux avec la Stratégie décennale et le Plan d'action de la CCNUCC et 30 % pour le processus de notification et d'examen. En outre, le *Global Support Programme: Increasing the Quantity and Improving the Quality of Information for the Review of Implementation of the UNCCD Implementation* a bénéficié d'un financement de 2,2 millions de dollars. Le projet a facilité le processus de notification par les pays au 5^e cycle du processus de notification et d'examen de la CNULD.

Programme de microfinancements

25. Le Programme de microfinancements joue un rôle de premier plan consistant à aider les pays à mobiliser la société civile pour la mise en œuvre des Conventions pour lesquelles le FEM fait office de mécanisme de financement. À cet égard, il est utile de mettre en évidence l'ampleur de la programmation des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » par les pays au cours de FEM-5. Le Programme de microfinancements a programmé au plan mondial un montant total de 255,2 millions de dollars des ressources du FEM au titre de FEM-5 sur les fonds alloués en dehors des domaines d'intervention compte tenu ou non du STAR. Les fonds alloués sur la base du STAR approuvés pour le Programme de microfinancements au titre de FEM-5 se sont élevés au total à 125,4 millions de dollars, dont 29,9 millions de dollars fournis par 66 pays sur leurs allocations du domaine d'intervention « dégradation des sols » dans le cadre du STAR. Les pays ont ainsi manifesté leur appui au Programme de microfinancements et au recours à ce mode de financement pour répondre aux préoccupations liées à la CNULD.

Suivi et évaluation du portefeuille

Le suivi et l'évaluation du portefeuille sont une activité importante au niveau du domaine d'intervention, et se fondent sur les projets en cours d'exécution. Pour la période considérée, le suivi et les évaluations des projets du domaine d'intervention « dégradation des sols » ont été réalisés pour les deux Rapports de suivi annuel (EX13 et EX14) et aussi sur la base d'une mission de suivi et d'étude en Inde.

Rapport de suivi annuel EX 13

26. Le Rapport de suivi annuel de l'exercice 13 a porté sur une analyse d'une cohorte de 23 projets de ce domaine d'intervention à mi-parcours et au stade d'achèvement. Les investissements du FEM dans la cohorte analysée des projets ont porté sur un peu plus de 1,3 million d'hectares de zones d'activité productive (agriculture, terrains de parcours et paysages forestiers). Une superficie

globale de 536 288 ha de ces zones au total est placée sous GDS, dont 190 793 ha couverts par des projets de FEM-3 et 345 495 ha par des projets de FEM-4. La superficie globale placée sous GDS comprend des terres consacrées à la production agricole (255 519 ha), à l'élevage (171 677 ha) et à la régénération/réhabilitation de paysages forestiers (45 461 ha). Il a été indiqué que mise en œuvre des projets inclus dans la cohorte de l'exercice 13 a profité directement à 815 800 personnes.

Rapport de suivi annuel EX 14

27. Au titre de l'exercice 14, le rapport de suivi annuel a évalué des données de 21 projets rapportées à mi-parcours et à l'achèvement. Les investissements du FEM ont contribué à la gestion durable de près de 1,2 million d'hectares de zones d'activité productive (agriculture, terrains de parcours et paysages forestiers) dont 367 966 ha dans le cadre de FEM-3 et 780 998 ha dans le cadre de FEM-4. Ce résultat a été obtenu en grande partie grâce à la promotion d'un environnement favorable pour la GDS par le biais de politiques et de plans sectoriels, d'un nouveau cadre institutionnel et d'un cadre d'action pour la gestion intégrée des écosystèmes et la conservation de la diversité biologique, et des mécanismes incitatifs comme le paiement des services écosystémiques dans les bassins versants. Dans l'optique du développement, la cohorte de l'exercice 14 a également fait état d'un nombre estimatif de 904 220 bénéficiaires directs, dont 735 000 en Afrique et 169 220 en Asie. Dans ces deux régions, les projets ont fait intervenir les populations locales, les petits exploitants agricoles et les collectivités locales en tant que principales parties prenantes pour la promotion d'une diversité d'interventions de GDS.

Mission de suivi du portefeuille et d'étude

28. Le FEM a effectué une mission d'étude en Inde en novembre 2013. Le Secrétariat du FEM a choisi le *Programme de partenariat avec le pays – Gestion durable des sols et des écosystèmes* en tant que moyen d'enrichir davantage la communication de l'information sur le mandat du domaine d'intervention dans le cadre du portefeuille et sur l'effet catalyseur des interventions du FEM dans le contexte général de la gestion des ressources naturelles.

29. La mission d'étude a permis d'acquérir, dans le cadre du *Programme de partenariat avec le pays – Gestion durable des sols et des écosystèmes*, des connaissances considérables sur les principes et les modes d'application. La synthèse de ceux-ci avec les résultats des précédentes missions d'étude du FEM, organisées dans le domaine d'intervention « dégradation des sols », a été présentée à la quatrième session spéciale du Comité de la science et de la technique (CST S-4) tenue à Cancún en 2015 et publiée dans une récente publication du FEM intitulée : « Combating Land Degradation in Production Landscapes—Learning from GEF Projects Applying Integrated Approaches ».

30. L'ensemble du *Programme de partenariat avec le pays – Gestion durable des sols et des écosystèmes* intègre une diversité de démarches pour faire face aux facteurs causaux de la dégradation des sols et des écosystèmes qui sont conformes à la mission globale du FEM en matière de viabilité au plan écologique. À cet égard, le FEM et le gouvernement indien ont établi, par le biais de ce programme, un mécanisme important pour tirer parti des futures possibilités d'améliorer

la viabilité et la capacité de résistance du système de production dans les zones arides, avec de fortes chances d'avoir des effets transformateurs à grande échelle. Les plans d'un nouveau projet dans les bassins versants de l'Uttarakhand et la nécessité d'élargir l'application de la technologie mobile dans le cadre des partenariats public-privé témoignent de l'importance du FEM en tant que catalyseur des investissements dans l'environnement mondial.

Conclusion

31. La période considérée a été le témoin de nouvelles avancées et réalisations pour ce qui est du rôle du FEM en tant que mécanisme financier de la CNULD, et plus particulièrement des activités de l'institution dans le domaine d'intervention « dégradation des sols ». Le portefeuille de ce domaine d'intervention continue de comporter un nombre important de projets portant sur toutes les régions géographiques et un large éventail de zones agroécologiques et de questions thématiques, d'où de fortes chances d'avoir des effets transformateurs sur toutes les régions touchées grâce à la GDS. Les 132 projets au total financés sur tous les guichets de financement du FEM au cours de la période considérée (74 du domaine d'intervention « dégradation des sols », 17 du programme de renforcement des capacités transversales, 24 du Fonds pour les PMA, 4 du Fonds spécial et 13 du Fonds pour l'adaptation) se sont chiffrés à 844 millions de dollars, et ont en outre mobilisé 3,14 milliards de dollars de cofinancement. Le nouvel accent mis dans le cadre de FEM-6 sur l'optimisation des effets transformateurs, en particulier par le biais du programme intégré pilote « *Promotion de la durabilité et de la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne* », offre au FEM et aux instances de la CNULD l'occasion de resserrer leur collaboration sur des initiatives visant à étendre l'application de la GDS au-delà du site de projets, conformément à la stratégie à moyen terme du FEM.

1. INTRODUCTION

32. Le domaine d'intervention « dégradation des sols » est le guichet de financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour les projets et programmes de lutte contre la dégradation des sols, qui appuie directement la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). Les activités dans ce domaine d'intervention exploitent les synergies avec la Convention sur la diversité biologique (CDB), la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et les instruments internationaux applicables qui portent sur l'utilisation durable des ressources d'eaux internationales. Elles soutiennent également de manière indirecte l'application de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts du Forum des Nations Unies sur les forêts.

33. L'objectif de la stratégie du FEM dans ce domaine d'intervention est de contribuer à stopper et à inverser la tendance actuelle à la dégradation des sols, due notamment à la désertification et au déboisement. Elle y parvient en investissant dans des projets qui favorisent et appuient les bonnes pratiques favorisant une gestion durable des sols (GDS), et susceptibles d'avoir des effets positifs sur l'environnement mondial tout en soutenant le développement économique et social au niveau local et national. En outre, la stratégie du domaine d'intervention favorise et appuie l'application de politiques, de lois et de règlements efficaces, le renforcement des capacités institutionnelles, l'échange des connaissances et les mécanismes de suivi pour la promotion de la GDS.

34. Le portefeuille des projets et programmes du FEM exécutés conformément à la stratégie du domaine d'intervention « dégradation des sols » se fonde sur le mécanisme de gestion à objectifs de résultat qui comporte des objectifs ciblant des résultats, des produits et des indicateurs. Les mécanismes de FEM-5 et FEM-6 comprennent chacun quatre objectifs ciblant des résultats et des produits (voir les Annexes 1a et 1b). La stratégie de FEM-6 tire parti du cycle de reconstitution de FEM-5 et met l'accent sur l'optimisation des effets transformateurs par l'internalisation et l'application à grande échelle de la GDS dans les mécanismes de développement au niveau national. La stratégie du domaine d'intervention « dégradation des sols » appuie également la stratégie à moyen terme du FEM, dénommée FEM 2020, qui met l'accent sur la nécessité de lutter contre les causes profondes de la dégradation de l'environnement mondial par une approche axée sur les facteurs causaux et la recherche des synergies. Tous les projets et programmes visent à contribuer à la production des effets bénéfiques pour l'environnement mondial et aux avantages socioéconomiques convenus comme suit :

- a) Effets bénéfiques pour l'environnement mondial convenus :
 - i. Amélioration de la fourniture des biens et services assurés par les agroécosystèmes et les écosystèmes forestiers.
 - ii. Réduction des émissions de gaz à effet de serre résultant de l'agriculture, du déboisement et de la dégradation des forêts, et fixation accrue du carbone.

iii. Réduction de la vulnérabilité des agroécosystèmes et des écosystèmes forestiers face au changement climatique et à d'autres effets des activités anthropiques.

b) Avantages économiques et sociaux attendus au niveau national :

- i. Viabilité à long terme des modes de subsistance des populations tributaires de l'utilisation et de la gestion des ressources naturelles (sols, eau et biodiversité).
- ii. Réduction de la vulnérabilité aux effets du changement climatique des populations tributaires de l'utilisation et de la gestion des ressources naturelles dans l'agriculture et les écosystèmes forestiers.

35. Ce rapport présente la situation du portefeuille des projets et des programmes du FEM pour le domaine d'intervention « dégradation des sols », portant sur la période de juillet 2013 à juin 2015. Cette période coïncide avec la dernière année de FEM-5 et la première année entière de FEM-6. De ce fait, le rapport récapitule les réalisations de FEM-5 et renseigne sur la programmation et les mesures de politique publique prises au titre de FEM-6, plus particulièrement concernant le domaine d'intervention « dégradation des sols ».

36. Le présent rapport met l'accent sur la programmation des ressources de FEM-5 et de FEM-6 autour du domaine d'intervention « dégradation des sols » et d'autres guichets de financement qui appuient la GDS. Il présente également les activités liées au financement de la GDS par d'autres guichets du FEM, notamment les projets recoupant plusieurs domaines d'intervention, « diversité biologique », « changements climatiques » et « eaux internationales » ; les financements de base pour le Programme de microfinancements ; le Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA) et le Fonds spécial pour les changements climatiques (Fonds spécial) ; et le Fonds pour l'adaptation. Des données détaillées sur les tendances de la programmation sont présentées pour les objectifs des domaines d'intervention, les projets recoupant plusieurs domaines d'intervention et les régions géographiques.

37. Outre la synthèse des tendances de la programmation, le rapport présente également dans le détail les décisions prises par la Conférence des parties et l'état d'avancement de la suite donnée et des mesures prises par le Secrétariat du FEM, et fait le point sur la mise en œuvre des réformes de FEM-5, notamment l'utilisation du Système transparent d'allocation des ressources (STAR) et le financement des activités habilitantes au titre de la CNULD. Il fait également une synthèse par domaine d'intervention du Rapport de suivi annuel du FEM pour les EX13 et EX14, notamment les réalisations et les enseignements émergeant de l'exécution des projets du FEM par les pays pouvant bénéficier de son aide et ses partenaires du monde entier.

2. SUITE DONNÉE PAR LE FEM AUX DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

38. Au cours de la période couverte par le présent rapport, des progrès ont été réalisés s'agissant de la suite à donner aux décisions prises à la 11^e Conférence des parties à la CNULD en Namibie

sur la collaboration avec le FEM. Les décisions et la suite donnée ainsi que les mesures prises par le Secrétariat du FEM sont présentées au Tableau 2.

Tableau 2 : Suite donnée par le FEM aux orientations figurant dans les décisions adoptées par la 11^e Conférence des parties à la CNULD

Décision de la Conférence des parties	Suite donnée par le FEM
<i>Invite</i> les donateurs qui vont contribuer à la sixième reconstitution des ressources du Fonds pour l'environnement mondial à s'efforcer d'en faire une opération solide, notamment dans le domaine d'intervention « dégradation des sols »	Les donateurs ont répondu par une reconstitution robuste des ressources de FEM-6, notamment une allocation de 431 millions de dollars au domaine d'intervention « dégradation des sols ».
<i>Engage</i> les Parties à aligner leur programmation des ressources du Fonds pour l'environnement mondial à l'échelon national, en tenant compte des priorités des programmes d'action sous-régionaux et régionaux pour justifier d'une aide supplémentaire en faveur d'actions concertées à l'échelon régional	Les orientations stratégiques de FEM-6 comportent plusieurs programmes indicatifs pour la programmation coopérative et transfrontalière par pays, y compris des options d'intégration entre domaines d'intervention.
<i>Invite</i> les Parties à tirer parti des ressources financières du Fonds pour l'environnement mondial dans la mise en œuvre d'activités visant à atteindre les objectifs de la Convention, en tenant compte des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) ayant trait à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécheresse, y compris les possibilités d'exploiter les synergies grâce au recours aux mécanismes d'incitation pertinents du Fonds pour l'environnement mondial dans les divers domaines d'intervention	Le FEM et le Secrétariat de la CNULD ont publié une brochure conjointe intitulée « Transforming Land Management Globally - Q&A About Land In The 6 th GEF Replenishment Phase (GEF-6) » qui vise à aider les pays à mieux évaluer les options de programmation des ressources du FEM au titre du domaine d'intervention « dégradation des sols », et en rapport avec d'autres domaines d'intervention. Ce guide comporte des renseignements sur le cycle de projet du FEM et ses politiques opérationnelles. http://www.unccd.int/Lists/SiteDocumentLibrary/Publications/2015_GEF_ENG.pdf
<i>Invite également</i> le Fonds pour l'environnement mondial, au cours de son sixième cycle de reconstitution des ressources, à soutenir le développement des capacités à l'échelon national des pays parties touchés, selon que de besoin, et à prendre des mesures concertées aux niveaux national, régional et international pour surveiller la dégradation des terres et restaurer les terres dégradées dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, si la demande lui en est faite et parmi d'autres activités	L'allocation de FEM-6 prévoit l'attribution aux pays réunissant les conditions requises des fonds pour le financement d'activités habilitantes. Les Secrétariats du FEM et de la CNULD se concertent sur le plan et les procédures de financement d'activités habilitantes au cours de FEM-6. L'établissement des priorités tiendra compte des décisions de la Conférence des parties et les priorités seront alignées sur les délais impartis aux pays parties pour honorer leurs obligations.
<i>Encourage</i> les pays parties à la Convention réunissant les conditions requises à recourir au programme du Fonds pour l'environnement mondial pour le développement des capacités en vue de pourvoir aux besoins en capacités en rapport avec les conventions de Rio	L'orientation stratégique de FEM-6 inclut un programme sur le renforcement des capacités, qui permet aux pays de répondre à ce besoin.
<i>Invite</i> le Fonds pour l'environnement mondial à envisager de promouvoir la participation du secteur privé en vue d'obtenir des effets positifs multiples pour l'environnement mondial et d'améliorer les moyens de subsistance, grâce à des initiatives et programmes de gestion durable des terres d'inspiration nationale	Le processus de reconstitution et les orientations stratégiques de FEM-6 tiennent dûment compte du rôle de premier plan joué par le secteur privé, notamment par le biais d'instruments autres que les aides financières directes. La promotion de l'engagement du secteur privé est aussi alignée sur la stratégie à moyen terme de FEM 2020.
<i>Invite également</i> les Parties réunissant les conditions requises qui n'ont pas encore sollicité des ressources du Fonds pour l'environnement mondial pour des activités habilitantes au titre de la Convention sur la lutte contre la désertification à les demander, en se rappelant que le cinquième cycle de reconstitution des ressources du Fonds s'achève en juin 2014, après quoi ces ressources ne seront plus disponibles	133 des 144 pays réunissant les conditions requises sont parvenus à mobiliser les ressources du FEM pour les activités habilitantes avant la fin de FEM-5. Ce résultat améliore sensiblement la réponse des pays concernant les obligations en matière d'établissement de rapports et d'alignement des programmes d'action nationaux sur la stratégie décennale de la CNULD.
<i>Invite en outre</i> le Fonds pour l'environnement mondial à continuer de simplifier et préciser les procédures d'accès au financement pour la mise en œuvre de la Convention, y compris pour l'alignement des programmes d'action nationaux sur le plan-cadre stratégique décennal visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention (2008-2018) et la présentation en temps voulu de rapports	Le Secrétariat du FEM a publié un guide et une « introduction » sur le financement de la gestion durable des sols pour le sixième cycle de reconstitution du FEM (FEM-6). Ces documents sont à présent distribués à grande échelle par voie électronique et sous forme imprimée et sont aussi utilisés pour des exposés et des séances d'information lors des différentes manifestations concernant la Convention. https://www.thegef.org/gef/node/11071

Décision de la Conférence des parties	Suite donnée par le FEM
<i>Invite</i> les donateurs qui vont contribuer à la sixième reconstitution des ressources du Fonds pour l'environnement mondial à s'efforcer d'en faire une opération solide, notamment dans le domaine d'intervention « dégradation des sols »	Les donateurs ont répondu par une reconstitution robuste des ressources de FEM-6, notamment une allocation de 431 millions de dollars au domaine d'intervention « dégradation des sols ».
<i>Invite</i> le Fonds pour l'environnement mondial à poursuivre ses efforts visant à informer les pays parties réunissant les conditions requises des procédures mentionnées au paragraphe 8 ci-dessus, et à renforcer leurs capacités	Le FEM continue également d'organiser ses ateliers de coordination élargie en tant que moyen de renforcer les capacités et d'améliorer les connaissances sur les politiques et les procédures. Les ateliers de coordination élargie au titre de FEM-6 se poursuivent et le Secrétariat du FEM s'efforce de mobiliser la représentation de tous les points focaux nationaux de la CNUDL.
<i>Demande</i> aux secrétariats du Fonds pour l'environnement mondial et de la Convention d'engager des consultations sur les moyens de faire cadrer le décaissement des fonds pour des activités habilitantes avec les délais fixés pour l'alignement et le cycle d'établissement de rapports et d'examen	Par la communication officielle datée du 18 mars 2015, le Secrétariat du FEM a proposé au Secrétariat de la CNUDL les dispositions de FEM-6 pour appuyer les pays parties réunissant les conditions requises dans l'exécution des activités habilitantes au cours de FEM-6. Le Secrétariat du FEM a également proposé de commencer sans plus tarder le financement des activités habilitantes en vue d'harmoniser les décaissements avec les dates limites de la CNUDL. Compte tenu de cette proposition, la consultation devrait se poursuivre, en tenant également compte des orientations de la 12 ^e Conférence des parties.
<i>Invite</i> le Fonds pour l'environnement mondial à continuer de sensibiliser aux questions relevant de la Convention sur la lutte contre la désertification, y compris à travers sa stratégie de communication	Le Secrétariat du FEM a continué de partager régulièrement sur son site web et au travers de ses publications des témoignages, des pratiques exemplaires et des enseignements tirés des projets sur la dégradation des sols. En outre, une édition spéciale du bulletin phare du Secrétariat du FEM, « Greenline » a été consacrée à la GDS. <i>Mise à jour : Le FEM a publié une série d'articles sur ses programmes en vue de sensibiliser à la GDS, en mettant en particulier l'accent sur les sols pour célébrer 2014 en tant que l'Année internationale du sol.</i>
<i>Prie</i> le Secrétaire exécutif, agissant en concertation avec l'Administrateur du Fonds pour l'environnement mondial, d'établir un projet de modifications à apporter au mémorandum d'accord actuel entre la Convention et le Fonds pour l'environnement mondial, et de rendre compte à la Conférence des Parties, à sa douzième session, des projets de modification proposés sur cette question	Le mémorandum d'accord a été révisé et actualisé pour tenir compte des décisions de la Conférence des parties. Le projet de mémorandum d'accord a été examiné et validé par les Secrétariats du FEM et de la CNUDL aux fins de présentation à la Conférence des parties.

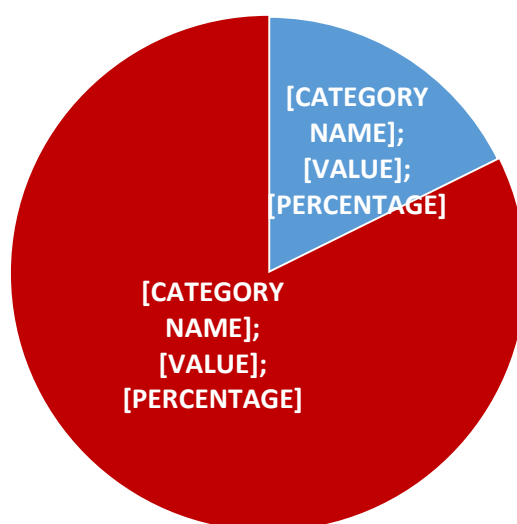
3. ÉTAT DU PORTEFEUILLE DE PROJETS DU FEM DANS LE DOMAINE D'INTERVENTION « DÉGRADATION DES SOLS »

39. L'ensemble du portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des sols » consiste en projets utilisant les ressources du FEM uniquement au titre de ce domaine d'intervention (c'est-à-dire les projets monosectoriels) ou en combinaison avec des ressources d'autres domaines d'intervention (c'est-à-dire les projets multisectoriels). Au cours de la période considérée, 74 projets au total ont été approuvés aux fins de financement sur les ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols ». Les financements du FEM en faveur de ces projets se sont chiffrés au total à 527,7 millions de dollars, auxquels s'ajoute un montant de 2,45 milliards de dollars à titre de cofinancement, ce qui représente un ratio de 1:4.6 (Fig. 1).

40. Sur le total des ressources du FEM, un montant de 227,4 millions de dollars était constitué des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » utilisées au titre soit de projets monosectoriels du domaine d'intervention soit de projets multisectoriels portant sur la Diversité biologique, les Changements climatiques, les Eaux internationales, le Programme d'incitation à la

gestion durable des forêts (GDF/REDD+) et le Programme de microfinancements. Le portefeuille comporte 27 projets monosectoriels utilisant 68,6 millions de dollars (30 %) et 47 projets multisectoriels utilisant 459,1 millions de dollars des financements du FEM, y compris 158,8 millions de dollars (70 %) des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » prévus pendant la période. Le montant d'un projet monosectoriel du domaine d'intervention « dégradation des sols » est de 2,5 million de dollars en moyenne, contre 9,8 millions de dollars pour un projet multisectoriel. Mais il y a lieu de relever que chaque dollar des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » prévu pour les projets multisectoriels a permis de mobiliser 1,9 dollar d'autres domaines d'intervention du FEM pour réaliser de multiples objectifs, notamment ceux du domaine d'intervention « dégradation des sols ».

Figure 1: Montant total de l'aide du FEM et cofinancement (en millions) pour tous les projets utilisant les ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » (juillet 2013 à juin 2015)



Tendances de la programmation

41. Le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour la période considérée comprend 47 projets de grande envergure, dont deux projets d'activités habilitantes. 21 sur 27 projets de moyenne envergure sont des projets monosectoriels utilisant 28,9 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention, seuls six des 47 projets de grande envergure étaient des projets monosectoriels utilisant 25,6 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols ». Les projets d'activités habilitantes ont représenté 3,3 millions de dollars sur les ressources du domaine d'intervention. Ces tendances sont examinées plus en détail aux chapitres qui suivent, y compris la programmation des interventions du domaine d'intervention « dégradation des sols » par objectif, région, et en relation avec d'autres domaines d'intervention du FEM et le mécanisme d'incitation de GDF/REDD+.

42. Comme le montre le Tableau 2, au cours de la période considérée, 74 projets au total ont été approuvés aux fins de financement sur les ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols », 53 d'entre eux étant des projets approuvés la dernière année de FEM-5 et 21 la première année de FEM-6. Les financements du FEM pour ces projets se sont chiffrés au total à 527,7 millions de dollars, avec un montant supplémentaire de 2,45 milliards de dollars à titre de cofinancement. Ces ressources ont été utilisées par les pays par le biais de 27 projets monosectoriels du domaine d'intervention « dégradation des sols » utilisant 68,6 millions de dollars (30 %) et 47 projets multisectoriels qui ont utilisé 459,1 millions de dollars de ressources du FEM.

Tableau 3: Programmation du FEM pendant la période considérée (juillet 2013 à juin 2015)

Période	Type de projet	Nombre de projets	Ressources du FEM (millions de dollars)	Co-financement (millions de dollars)
Juillet 2013 – juin 2014 (Dernière année de FEM-5)	Projets monosectoriels liés à dégradation des sols	25	51,2	171,9
	Projets multisectoriels	28	135,9	504,9
Juillet 2014 – juin 2015 (Première année de FEM-6)	Projets monosectoriels liés à la dégradation des sols	2	17,4	73,8
	Projets multisectoriels	19	323,1	1 702,2
	Total	74	527,7	2 452,7

Objectifs par domaine d'intervention

43. La stratégie du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour FEM-5 (2010 – 2014) comporte quatre objectifs. Le mécanisme détaillé de gestion à objectifs de résultat assorti de résultats et d'indicateurs figure en Annexe 1a.

- a) **DS-1 : Systèmes d'agriculture et d'élevage extensif** : Maintenir ou améliorer le flux des services fournis par les agroécosystèmes qui préservent durablement les moyens de subsistance des populations locales ;
- b) **DS-2 : Paysages forestiers** : Produire des flux durables des services fournis par les écosystèmes forestiers dans les zones arides, en préservant durablement les moyens de subsistance des populations tributaires des forêts ;
- c) **DS-3 : Gestion intégrée des paysages** : Réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles du fait des utilisations concurrentes des sols à l'échelle paysagère ; et
- d) **DS-4 : Gestion évolutive et acquisition de connaissances** : Renforcer la capacité du FEM et des parties à la CNULD à appliquer les outils de gestion évolutive dans la GDS/GDF/GIRN.

44. La nouvelle stratégie du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour FEM-6 (2014 - 2018) comporte quatre objectifs. Le mécanisme détaillé de gestion à objectifs de résultat assorti de résultats et d'indicateurs figure en Annexe 1b.

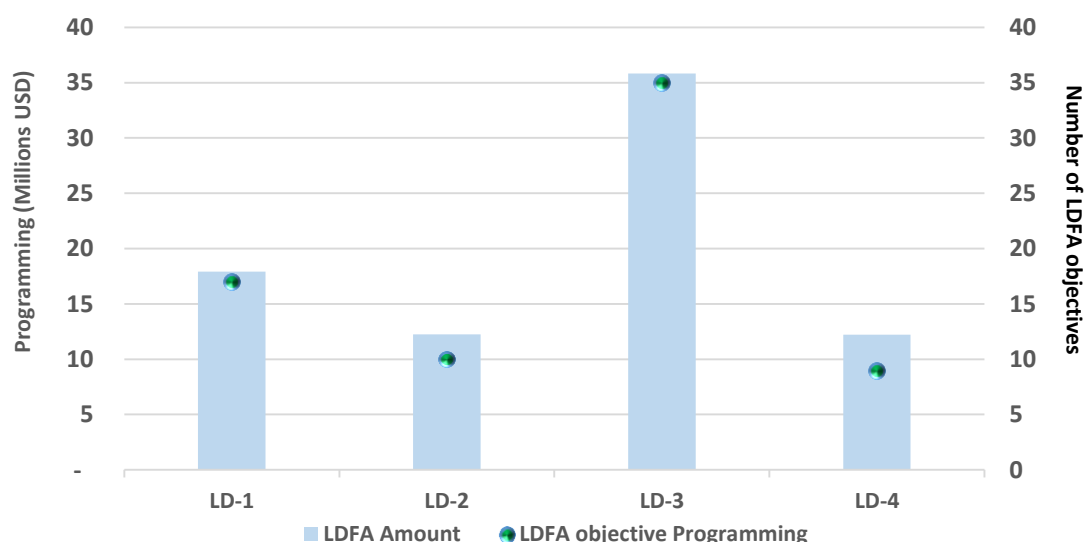
- a) **DS-1 : Systèmes d'agriculture et d'élevage extensif** : Maintenir ou améliorer le flux des services fournis par les agroécosystèmes qui préservent durablement la production alimentaire et les moyens de subsistance ;
- c) **DS-2 : Paysages forestiers** : Produire des flux durables des services fournis par les écosystèmes forestiers dans les zones arides, semi-arides et subhumides, en préservant durablement les moyens de subsistance des populations tributaires des forêts ;
- d) **DS-3 : Gestion intégrée des paysages** : Réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles du fait des utilisations concurrentes des sols à l'échelle paysagère ; et
- e) **DS-4 : Optimisation des impacts aux effets transformateurs** : Préserver les ressources terrestres et les services agro-écosystémiques en internalisant la GDS à grande échelle.

45. Étant donné que les objectifs des domaines d'intervention pour FEM-5 et FEM-6 sont légèrement différents, la programmation par objectif du domaine d'intervention est présentée séparément pour FEM-5 (EX14) et FEM-6 (EX15).

46. Les objectifs de la stratégie du domaine d'intervention « dégradation des sols » au titre de FEM-5 orientent la programmation des ressources du domaine d'intervention conformément au mandat de celui-ci. Un montant total de 78,2 millions de dollars (89,1 %) des ressources du domaine d'intervention utilisé pendant la dernière année de FEM-5 (EX14) a été consacré à ces quatre objectifs, le solde étant affecté au financement des charges de gestion de projets et aux financements de la préparation de projets. La Figure 2 indique le montant de ressources consacrées à chaque objectif et le nombre de projets concernés.

47. Le troisième objectif (DS-3), qui vise essentiellement à réaliser la GDS par le biais des approches paysagères intégrées, a représenté la plus forte allocation de ressources avec plus de 35 millions de dollars programmés au titre de 35 projets pour la dernière année de FEM-5. Le premier objectif (DS-1), qui cible la GDS dans les paysages agricoles et pastoraux, a aussi affiché une solide programmation avec 18 millions de dollars de ressources du domaine d'intervention consacrés à 17 projets. La faible programmation dans le cas du deuxième objectif (DS-2) est probablement imputable au fait que les paysages forestiers arides tout en revêtant une importance cruciale pour les moyens de subsistance et la résilience des écosystèmes, sont gérés de manière plus directement liée à la production végétale et animale (DS-1) et à la gestion intégrée de paysages (DS-3). Le quatrième objectif (DS-4), relatif à la gestion évolutive, a également affiché une programmation relativement faible parce qu'il visait les activités habilitantes et les activités multisectorielles pour améliorer le transfert des connaissances dans le domaine d'intervention.

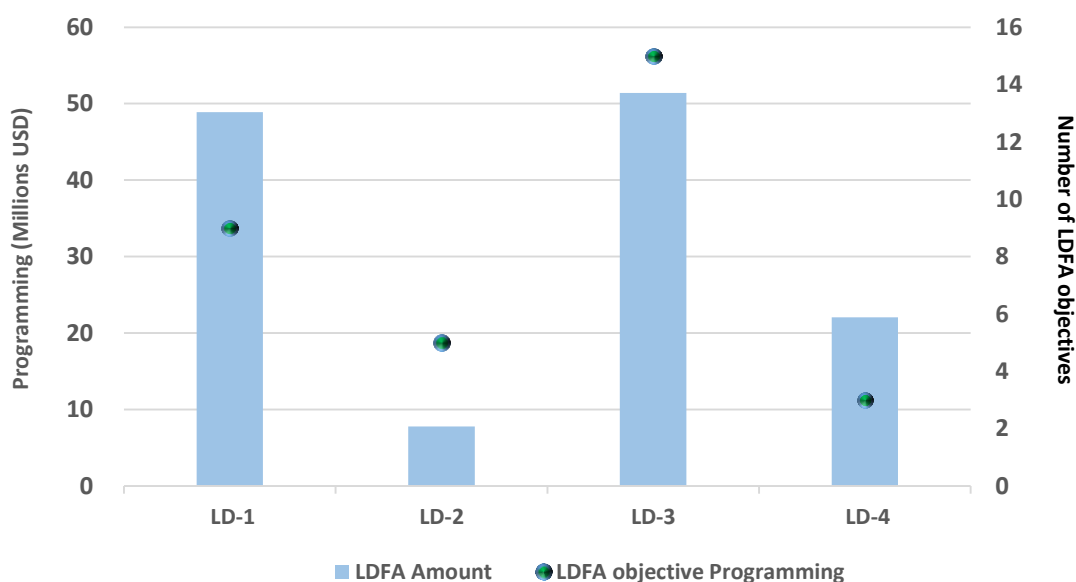
Figure 2 : Tendances de la programmation des financements du domaine d'intervention « dégradation des sols » par objectif de FEM-5 (EX14)



48. La stratégie du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour FEM-6 comporte également quatre objectifs, qui orientent la programmation des ressources du domaine d'intervention conformément au mandat de celui-ci (voir l'Annexe 1b). Les objectifs DS-1 (Systèmes d'agriculture et d'élevage extensif) et DS-3 (Gestion intégrée des paysages) demeurent conformes à FEM-5. Toutefois, l'objectif DS-2 (Paysages forestiers) met désormais l'accent sur les paysages forestiers, notamment tous les types de forêts et l'objectif DS-4 (Optimisation des impacts aux effets transformateurs) cible l'Internalisation de la GDS dans le développement.

49. Un montant total de 130,2 millions de dollars a été alloué à ces quatre objectifs, et un montant supplémentaire de 0,7 million de dollars a été consacré à la part du domaine d'intervention « dégradation des sols » dans les financements de la préparation de projets non imputable aux objectifs. Les objectifs DS-3 et DS-1 affichent une solide programmation avec respectivement 15 et 19 projets investissant 51,4 millions de dollars et 48,9 millions. L'objectif DS-4 comporte trois projets investissant 22,1 millions et l'objectif DS-2 est visé par cinq projets avec des investissements de 7,8 millions de dollars. Étant donné qu'il ne s'agit que de la première année de la programmation de FEM-6, les tendances ne doivent pas être interprétées davantage à ce stade. La Figure 3 indique le montant de ressources utilisées pour chaque objectif et le nombre de projets.

Figure 3: Tendances de la programmation des financements du domaine d'intervention « dégradation des sols » par objectif de FEM-6 (EX15)



Programmation recoupant plusieurs domaines d'intervention

50. Comme indiqué plus haut, le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des sols » comprend 47 projets et programmes multisectoriels approuvés au cours de la période considérée. Le montant de 158,8 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention investi dans le cadre de projets multisectoriels était lié aux 300,3 millions de dollars mobilisés dans d'autres domaines d'intervention, notamment « diversité biologique » (164,6 millions de dollars), « changements climatiques » (57,5 millions de dollars), « eaux internationales » (11,7 millions de dollars) et programme d'incitation de GDF/REDD+ (63,5 millions de dollars)³. Les liens avec d'autres domaines d'intervention reposent avant tout sur la possibilité de réaliser des synergies grâce à la gestion intégrée des paysages. Cela est en phase avec la forte programmation des ressources du domaine d'intervention au titre du troisième objectif, qui sert de cadre aux liaisons intersectorielles en vue de renforcer les effets positifs multiples pour l'environnement mondial, notamment la connectivité accrue entre les différentes composantes des zones d'activité économique (diversité biologique), la fixation du carbone et la réduction d'émissions d'origine terrestre de gaz à effet de serre (atténuation du changement climatique) et la réduction de la sédimentation et de la dégradation des masses d'eau douce et des zones côtières (eaux internationales).

³ Un montant supplémentaire de 3 millions de dollars a été consacré aux frais généraux de gestion de projets multisectoriels qui ne peuvent pas être imputés à un domaine d'intervention précis.

Tendances géographiques

51. Le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des sols » est représenté par 50 pays répartis d'une manière relativement uniforme entre toutes les régions touchées de la CNULD – Afrique, Asie, Europe centrale et de l'Est (CEE) et Amérique latine et Caraïbes (LAC) (Tableau 4). Pour ces quatre régions, une aide du FEM d'un montant total de 242 millions de dollars, y compris 90,7 millions de dollars (40 %) des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » a été programmée par les différents pays au titre de 58 projets au cours de la période considérée (voir le Tableau 1). Le solde de 285,7 millions de dollars (y compris 136,7 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols ») a été programmé autour de huit projets mondiaux et de six projets régionaux visant à investir dans des initiatives coordonnées menées par de multiples pays ou à faire face à des problèmes thématiques précis liés à la GDS. Un seul programme régional de FEM-6, « *Promotion de la durabilité et de la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne - programme intégré pilote* » se distingue par l'utilisation de plus de 75 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » et un projet multinational en Asie centrale « *Gestion intégrée des ressources naturelles dans les systèmes de production agricole des zones salinisées et sujettes à la sécheresse en Asie centrale et en Turquie (CACILM2)* » utilise 7,5 millions de dollars, y compris les ressources réservées au titre du domaine d'intervention « dégradation des sols ».

Tableau 4 : Nombre de projets et ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » par région géographique du FEM

(Note : les nombres de ce tableau comprennent les projets de grande envergure, les programmes, les projets de moyenne envergure et les activités habilitantes)

Région	Nombre de projets	Financement du domaine d'intervention (millions de dollars)	Financement total du FEM (millions de dollars)
Afrique	17	31,2	57,8
Asie	19	29,6	88,5
ECA	12	20,2	47,7
LAC	10	9,7	48,0
Mondial	9	33,0	122,4
Régional	7	103,7	163,3
Total	74	227,4	527,7

52. Le ratio moyen de cofinancement d'autres sources est de 1:4,6, allant d'un ratio de 1:2.5 en Asie à 1:4.0 dans la région ECA. Le financement par des initiatives mondiales et régionales induit des ratios de cofinancement supérieurs à la moyenne, respectivement de 1:4,6 et 1:6,2. Ces niveaux élevés de cofinancement pour les projets mondiaux et régionaux dénotent le rôle catalyseur des

activités du domaine d'intervention « dégradation des sols » dans la mobilisation des ressources en faveur de la gestion intégrée et durable des sols dans les différentes régions.

Région Afrique

53. Pour la période considérée par le présent rapport, la région Afrique a programmé un montant total des ressources du FEM de 57,8 millions de dollars, y compris 31,2 millions de dollars autour de 17 projets nationaux, ce qui a permis de mobiliser 200,4 millions de dollars à titre de cofinancement. Ce montant finance six projets monosectoriels du domaine d'intervention « dégradation des sols » et 11 projets multisectoriels, renforçant ainsi leur engagement à appliquer la gestion durable des sols à titre prioritaire. Les projets visent pour la plupart les Objectifs 1 et 3 des stratégies du domaine d'intervention « dégradation des sols » au titre de FEM-5 et FEM-6.

54. En outre, la région Afrique a tiré considérablement parti de quatre projets et programmes régionaux, financés par un investissement du FEM de 139,9 millions de dollars. Un montant supérieur à 75 millions de dollars est programmé par le biais du Programme conduit au titre des approches intégrées pilotes de FEM-6, *Promotion de la durabilité et de la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne* (#9070). Ce programme permet aux petits exploitants d'augmenter durablement les rendements et de renforcer ainsi la sécurité alimentaire pour des millions de pauvres, tout en évitant la désertification, en améliorant l'état des terres et en fixant le carbone. Le programme est coordonné par le FIDA et exécuté en partenariat avec le PNUE, la FAO, le PNUD, la Banque mondiale, la CI et l'ONUDI. Il vise à renforcer les mécanismes institutionnels et à transposer en grandeur nature la gestion durable des sols dans 12 pays en Afrique subsaharienne, à savoir, Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Niger, Nigeria, Sénégal, Swaziland, Tanzanie et Ouganda.

55. Un autre projet régional, le *Fonds Moringa pour l'agroforesterie en Afrique* (#9051) est financé avec 13 millions de dollars au titre du Programme pilote sur l'utilisation des instruments financiers autres que les aides directes dans le cadre de FEM-6. En outre, un montant de 13 millions de dollars est investi dans le projet régional *Développement intégré pour une résilience accrue face aux aléas climatiques en milieu rural dans le bassin du Niger* (#5487) et un autre de 1,9 million de dollars dans le projet intitulé *Closing the Gaps in Great Green Wall Linking Sectors and Stakeholders for Increased Synergy and Scaling-up* (#5811). Ces projets sont présentés plus en détail à l'Annexe 5.

Région Asie

56. Avec 19 projets et programmes pour un financement total du FEM de 88,5 millions de dollars, y compris 29,6 millions de dollars du domaine d'intervention « dégradation des sols », et mobilisant 224 millions de dollars à titre de cofinancement, l'Asie continue d'afficher un solide portefeuille pour la période considérée. La cohorte de projets de cette région comprend cinq projets monosectoriels du domaine d'intervention « dégradation des sols » et 14 projets recoupant plusieurs domaines d'intervention dont huit sont des GDF/REDD+. Sept projets sont des projets rattachés au programme « De la montagne au récif » dans la région du Pacifique (R2R - *Gestion intégrée et*

durable des sols et des zones côtières) portant sur Palau, Vanuatu, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Micronésie, Tuvalu, Kiribati et Tonga.

57. Ces projets et programmes visent principalement à réaliser l'objectif 3 de la stratégie adoptée pendant FEM-5 dans le domaine d'intervention « dégradation des sols », qui consiste à réduire les pressions exercées sur les ressources naturelles du fait des utilisations concurrentes des sols à l'échelle paysagère. Douze des projets multisectoriels combinent la préservation de la diversité biologique dans une approche de gestion intégrée des paysages en matière d'exécution de projet, ce qui facilite la transposition à plus grande échelle des innovations en matière de GDS, en particulier dans les zones tampons des aires protégées et sur les corridors entre ces zones. Un exemple de cette approche est offert par le projet du Myanmar intitulé *Gestion intégrée des zones terrestres et marines protégées de Tanintharyi* (#6992).

Région Amérique latine et Caraïbes

58. La région Amérique latine et Caraïbes est représentée dans le portefeuille par 10 projets pour la période considérée, avec un financement total du FEM de 48 millions de dollars, y compris 9,7 millions de dollars des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols », et mobilisant 159,7 millions de dollars à titre de cofinancement. La cohorte de projets ne comprend qu'un projet monosectoriel du domaine d'intervention « dégradation des sols » (Mexique #5785 *Promotion de la gestion durable des sols*) contre neuf projets multisectoriels. Au cours de la première année de FEM-6, deux projets comprenant les ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » ont été présentés et approuvés : Équateur #9055: *Développement durable de l'Amazonie équatorienne : Gestion intégrée des paysages forestiers à utilisations multiples et des forêts à haute valeur de conservation* et Costa Rica #9088 : Sixième cycle opérationnel du Programme de microfinancements du FEM au Costa Rica.

59. Comme mentionné plus haut, les projets multisectoriels ont représenté la majeure partie des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » programmées par les pays de la région LAC. Ces projets portent en grande partie sur l'Objectif 3 (DS-3) des stratégies des domaines d'intervention de FEM-5 et de FEM-6, et ont essentiellement mobilisé des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » et du mécanisme d'incitation de la GDF pour améliorer la gestion intégrée des paysages forestiers à grande échelle. Un projet particulièrement remarquable est le projet de la FAO au Brésil #5324 : *Inverser le processus de désertification dans les zones sensibles du Brésil : Pratiques agroforestières durables et préservation de la biodiversité*. Ce projet encouragera les systèmes de gestion intégrée des ressources naturelles dans les zones d'activité productive dans le Caatinga et là où la gestion améliorée sera soutenue et 81 300 ha de corridors forestiers entre les aires protégées seront restaurés. Grâce aux pratiques améliorées de gestion durable des forêts et de gestion intégrée des ressources naturelles, les pressions exercées sur les forêts et les ressources forestières seront considérablement atténuées et les processus de dégradation inversés sur 20 300 ha de forêts, ce qui se traduira par l'augmentation du stockage de

carbone et d'émissions évitées, de l'ordre de 11,5 millions de tonnes d'équivalents dioxyde de carbone (tCO₂e).

Région Europe et Asie centrale

60. Les pays de la région Europe et Asie centrale (ECA)⁴ ont programmé des financements du FEM totalisant 47,7 millions de dollars, y compris 20,2 millions de dollars du domaine d'intervention « dégradation des sols » et ont pu mobiliser 178,8 millions de dollars à titre de cofinancement. La cohorte des projets comprend 12 projets, dont quatre monosectoriels et huit multisectoriels. Tout comme dans la région Asie, plusieurs projets jouent un solide rôle de promotion de la GDS, de concert avec les objectifs de préservation de la diversité biologique. C'est ainsi que trois projets approuvés au titre de FEM-6 (#6949 Tadjikistan, #6958 République kirghize et #8031 Ouzbékistan) utilisent tous l'approche paysagère pour la protection du léopard de neiges en y associant les populations locales et les petits exploitants agricoles dans le cadre d'une gestion plus durable des sols, y compris les pâturages.

61. Le projet régional de la FAO en Asie centrale #9094 *Gestion intégrée des ressources naturelles dans les systèmes de production agricole des zones salinisées et sujettes à la sécheresse en Asie centrale et en Turquie (CACILM2)* combine les allocations nationales au titre du STAR et les ressources réservées du domaine d'intervention « dégradation des sols » en vue de revitaliser l'« Initiative pour la gestion des sols dans les pays d'Asie centrale (CACILM) » et met l'accent sur la transposition en grandeur nature des opérations témoins réussies de la première phase de cette initiative. Le FEM continue, avec cette initiative, d'accompagner les pays dans les efforts qu'ils déploient pour mettre en œuvre les plans d'action nationaux de la CNULD dans cette région.

Programmation régionale et mondiale

62. Au cours de la période considérée, des financements du FEM d'un montant total de 163,3 millions de dollars, y compris 103,7 millions de dollars de ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols », ont été programmés autour de sept projets régionaux. Comme mentionné plus haut, quatre de ces projets régionaux sont exécutés dans la région Afrique, un est exécuté dans la région Amérique latine et Caraïbes, un dans la région Asie centrale et un dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient. Certes, les pays utilisent en grande partie les ressources du FEM dans le cadre de projets préparés de façon ponctuelle pour appuyer leurs propres priorités, mais ces projets régionaux et mondiaux sont essentiels pour mener des actions coordonnées intéressant des régions précises ou de multiples pays. Ils permettent aussi au FEM de répondre à des problèmes thématiques ou intersectoriels précis qui sont indispensables pour faire avancer des plans d'action des domaines d'intervention au-delà des frontières nationales.

⁴ Les données du FEM incluent l'Albanie et la Turquie (Méditerranée du Nord) dans la région ECA. La région ECA du FEM comprend les pays d'Asie centrale : République kirghize, Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, et Tadjikistan.

63. Au cours de la période considérée, les projets et programmes mondiaux ont bénéficié d'un montant total de 122,4 millions de dollars de financements du FEM, y compris 33 millions de dollars de ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols ». Ces opérations comprennent deux projets d'activités habilitantes, un projet-cadre pour appuyer un groupe de pays et un programme intitulé *Global Support Programme: Increasing the Quantity and Improving the Quality of Information for the Review of Implementation of the UNCCD Implementation*. La programmation mondiale sert aussi à faciliter l'utilisation efficace des ressources du FEM pour le Programme de microfinancements, qui emporte désormais une large adhésion des pays pouvant prétendre à l'aide du FEM (voir le chapitre ci-dessous).

Programme de microfinancements

64. Le Programme de microfinancements du FEM joue un rôle de premier plan consistant à aider les pays à mobiliser la société civile pour la mise en œuvre des Conventions pour lesquelles le FEM fait office de mécanisme de financement. À cet égard, il est utile de mettre en évidence l'ampleur de la programmation des ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » par les pays au cours de la période considérée. Outre l'allocation de base du Programme de microfinancements, un projet mondial (#5736) a été élaboré au cours de la période considérée en vue de programmer 7,25 millions de dollars, y compris 1,3 million de dollars de ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » sur les allocations au titre du STAR des pays suivants : Arménie, Burundi, Cameroun, Ghana, République kirghize, Mongolie, Maldives, Thaïlande, Ukraine, Vietnam et République démocratique du Congo.

65. Outre le projet mondial, l'Égypte, l'Indonésie, le Costa Rica et le Sri Lanka ont utilisé 12,3 millions de dollars, y compris 2,7 millions de dollars de ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols », pour concevoir des projets du Programme de microfinancements dans leurs pays.

4. LA GESTION DURABLE DES SOLS COMME COMPOSANTE TRANSVERSALE ET SYNERGIQUE D'AUTRES GUICHETS DE FINANCEMENT DU FEM

66. Outre les projets monosectoriels du domaine d'intervention « dégradation des sols » et les activités plurisectorielles, les investissements dans la GDS ont aussi été soutenus par d'autres guichets de financement pendant la période considérée. Trois guichets de financement majeurs dédiés à l'adaptation au changement climatique sont particulièrement importants dans le cadre de la CNULD, parce qu'ils mettent l'accent sur les systèmes de production et la vulnérabilité des moyens de subsistance. Ces fonds sont le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial qui relèvent de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Fonds pour l'adaptation établi au titre du Protocole de Kyoto à la CCNUCC. Le FEM reconnaît que les programmes d'adaptation ne doivent pas s'exécuter en vase clos. À titre d'exemple, la nécessité

d'atténuer les méfaits de la sécheresse et des inondations peut être prise en compte grâce à la gestion intégrée des ressources en terre et en eau, avec des effets positifs multiples. De telles approches intégrées seront très bénéfiques pour la subsistance des populations, la sécurité alimentaire et la fixation du carbone. Par conséquent, les pays pouvant prétendre à un financement du FEM, qui se concentrent sur la lutte contre la dégradation des sols (désertification et déboisement), peuvent pleinement tirer parti des synergies avec l'adaptation au changement climatique et promouvoir une GDS résistante à la modification du climat en faisant appel aux ressources de ces fonds qui appuient l'adaptation.

Possibilités de financement de la GDS par le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial en vue de l'adaptation aux changements climatiques

67. La stratégie du FEM en matière d'adaptation a trois objectifs majeurs : i) réduire la vulnérabilité ; ii) améliorer la capacité d'adaptation pour faire face aux effets du changement climatique, notamment la variabilité du climat ; et iii) promouvoir le transfert et l'adoption de technologies liées à l'adaptation. Le FEM gère le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial, établis au titre de la CCNUCC avec l'adaptation pour objectif prioritaire. Le Fonds pour les PMA vise à répondre aux besoins spéciaux des pays les moins avancés (PMA) dans le cadre de la CCNUCC. L'adaptation étant considérée comme la question la plus pertinente, ce Fonds a été expressément conçu pour financer des projets destinés à satisfaire les besoins urgents et immédiats des PMA en la matière. Il s'agit notamment de réduire la vulnérabilité des ressources et secteurs essentiels au développement humain et national (eau, agriculture et sécurité alimentaire ; santé ; gestion et prévention des risques de catastrophe ; et infrastructures), tels que définis et classés par ordre de priorité dans les programmes d'action nationaux pour l'adaptation (PANA).

68. Le Fonds spécial est conçu pour financer les activités, mesures et programmes relatifs aux changements climatiques et complémentaires aux interventions financées par le FEM dans le cadre du domaine d'intervention « changement climatique », précisément dans les domaines suivants : a) adaptation aux changements climatiques ; b) transfert de technologies ; c) quelques secteurs particuliers notamment l'énergie, le transport, l'industrie, l'agriculture, la foresterie et la gestion des déchets ; et d) la diversification économique. L'adaptation est la première des priorités parmi ces quatre guichets de financement. Tous les pays en développement parties à la CCNUCC peuvent prétendre à une aide financière pour intégrer les interventions liées à l'adaptation dans les activités de développement. Les projets proposés au Fonds spécial visent des activités d'adaptation dans des secteurs d'intervention prioritaires définis par la Convention, tels que la gestion des ressources en eau, la gestion des sols et l'agriculture. Le Fonds spécial finance aussi le renforcement des capacités – institutionnelles notamment – à l'appui du travail de prévention, de préparation, de planification préalable et de gestion en cas de catastrophes naturelles liées au changement climatique, notamment par l'établissement de plans d'intervention pour faire face aux sécheresses et aux inondations dans les régions particulièrement exposées aux phénomènes météorologiques extrêmes.

69. Au cours de la période considérée, 24 projets ayant des liens avec les systèmes de production ont été financés au titre du Fonds pour les PMA. Ces projets ont utilisé au total 171,6 millions de

dollars et mobilisé un montant supplémentaire de 547,5 millions de dollars à titre de cofinancement. La répartition régionale de ces projets se présente comme suit : 18 en Afrique (Zambie, Sénégal, Mozambique, Tchad, Angola, Mauritanie, Somalie, Ouganda, Madagascar, Soudan, Tanzanie, et Érythrée) dont deux projets pour la Zambie et deux pour le Sénégal ; six projets en Asie (Afghanistan, Myanmar, Kiribati, Cambodge et RDP lao) dont deux projets en RDP lao. La liste des projets figure à l'Annexe 3 et ils sont brièvement présentés à l'Annexe 5.

70. Du fait des difficultés de ressources du Fonds pour les PMA, les possibilités de financement des activités de GDS par ce guichet n'ont pas pu se réaliser pleinement. Par exemple, à la fin de la période considérée, le 30 juin 2015, le Secrétariat du FEM avait techniquement validé des propositions du Fonds pour les PMA pour un montant total de demandes de financement de 235,68 millions de dollars. Ces projets attendaient que des fonds supplémentaires deviennent disponibles dans le Fonds pour les PMA. Alors que les projets validés au plan technique restaient à la phase de conception et devaient encore définir des cibles chiffrées précises, au moins 13 d'entre eux, avec des ressources demandées sur le Fonds pour les PMA se chiffrant à 91,88 millions de dollars intégreraient des activités de GDS, notamment la gestion intégrée des bassins versants, la régénération des sols, le reboisement et le rétablissement du couvert végétal et les pratiques d'agriculture et d'élevage à l'épreuve du changement climatique ; en vue de renforcer la capacité de résistance des systèmes agroécologiques et d'autres systèmes socioécologiques aux effets négatifs du changement climatique.

71. Quatre projets directement liés à la gestion des ressources naturelles ont été financés au titre du Fonds spécial pour un montant total de 25 millions de dollars et ont mobilisé 114,8 millions de dollars de cofinancement. Les projets représentent des investissements dans un seul pays au Turkménistan, au Costa Rica, en Égypte et au Maroc. La liste des projets figure à l'Annexe 3 et ils sont brièvement présentés à l'Annexe 5.

Synergies entre la GDS et les activités financées par le Fonds pour l'adaptation

72. Le Fonds pour l'adaptation a été créé par les parties au Protocole de Kyoto à la CCNUCC pour financer des projets et programmes concrets d'adaptation dans les pays en développement parties au Protocole de Kyoto. Ce Fonds est alimenté par 2 % des unités de réduction certifiée des émissions résultant de projets liés au Mécanisme pour un développement propre et par d'autres sources de financement. Le FEM fournit provisoirement des services de secrétariat au Conseil du Fonds pour l'adaptation pour appuyer et faciliter les activités de ce dernier.

73. Le Fonds pour l'adaptation repose sur le principe du rôle moteur à jouer par les pays. Il n'accorde la priorité à aucun secteur ni à aucune approche, mais tous les projets proposés doivent correspondre aux stratégies nationales de développement durable, notamment en matière d'adaptation. Si ces stratégies incluent la GDS parmi les priorités nationales en matière d'adaptation, alors les projets de GDS sont admis à bénéficier des financements du Fonds pour l'adaptation au niveau national. Tous les projets financés par ce Fonds doivent s'aligner sur son Cadre stratégique de résultats, qui inclut plusieurs résultats et produits escomptés également

valables pour les projets de GDS, notamment : capacité d'adaptation accrue dans les secteurs pertinents en rapport avec le développement et les ressources naturelles ; capacité de résistance accrue des écosystèmes au stress induit par le changement et la variabilité climatiques ; et moyens d'existence et source de revenus des populations vulnérables diversifiés et renforcés dans les zones ciblées. Reconnaissant que le changement du climat impose un fardeau de plus en plus lourd aux populations les plus vulnérables de la planète, le Fonds pour l'adaptation accorde une attention spéciale aux besoins particuliers de cette catégorie de personnes. Compte tenu de l'accent mis sur les pays et les populations vulnérables, la possibilité de lier les priorités en matière de GDS à des mesures d'adaptation au changement climatique peut largement s'avérer mutuellement bénéfique dans les pays touchés par la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse.

74. Au cours de la période considérée, 13 projets avec des liens directs à la GDS ont été financés sur le Fonds pour l'adaptation. Ces projets font intervenir les pays suivants : Guatemala, Rwanda, Ouzbékistan, Seychelles, Myanmar, Afrique du Sud, Kenya, Costa Rica, Inde, Ghana, Mali, Jordanie et Maroc pour un financement total de 101,1 millions de dollars. Le cofinancement ne s'applique pas étant donné que le Fonds pour l'adaptation finance l'intégralité du coût des activités d'adaptation concernées. La liste des projets figure à l'Annexe 4 et ils sont brièvement présentés à l'Annexe 5.

5. ÉTAT D'AVANCEMENT DES RÉFORMES DE LA PROGRAMMATION ENTREPRISES PENDANT FEM-5

75. Plusieurs réformes importantes ont été adoptées pendant FEM-5 pour renforcer l'adhésion des pays aux projets et améliorer l'efficacité du réseau du FEM. Ces réformes, qui ont renforcé le rôle du FEM en tant que rouage du mécanisme financier de la Convention, portaient notamment sur les aspects suivants : i) un système d'allocation des ressources amélioré ; ii) le financement d'activités habilitantes pour appliquer la Convention ; iii) un mécanisme d'incitation financière GDF/REDD+ couvrant tous les types de forêts. Cette partie du rapport fait le point de la situation finale de la programmation des ressources pour montrer comment les pays donnent suite aux réformes.

Programmation des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des sols »

76. Sur le montant total de 385 millions de dollars alloué au domaine d'intervention « dégradation des sols » pendant FEM-5, 350,9 millions de dollars (91,1%) avaient été programmés au 30 juin 2015 (voir le Tableau 5). Ce chiffre correspond à l'ensemble des financements utilisés par les pays à l'appui de projets monosectoriels, de projets multisectoriels, d'activités habilitantes et du Programme de microfinancements. Il comprend également les investissements dans le cadre de projets mondiaux et régionaux, qui visent à financer des activités nationales sur GDS. Le chiffre final pour FEM-5 comprend les coûts de gestion de projets, les allocations pour frais des entités d'exécution et la part du domaine d'intervention « dégradation des sols » qui a été utilisée pour les financements de la préparation de projets. Le pourcentage d'utilisation des ressources du domaine

d'intervention « dégradation des sols », de 91,1 %, est conforme au pourcentage d'utilisation global de 91,8 % de la reconstitution de FEM-5.

Tableau 5: État des ressources allouées dans le domaine d'intervention « dégradation des sols » pendant FEM-5 au 30 juin 2015

	Allocation (millions de dollars)	Montant programmé (millions de dollars)	% d'allocation utilisé
Total de l'allocation du domaine d'intervention « dégradation des sols »	385	350,9	91,1 %
Total de l'allocation STAR pour la dégradation des sols	324	312,3	96,4 %
Total des ressources réservées pour la dégradation des sols	61	38,6	63,3 %

Degré d'utilisation des ressources allouées en application du Système transparent d'allocation des ressources

77. Le STAR a été adopté en tant que système amélioré d'allocation des ressources du FEM aux pays pouvant prétendre à ses financements. Il vise à être un instrument aidant efficacement à promouvoir la définition des priorités et la programmation stratégique des ressources de l'institution par ces pays. Outre la « dégradation des sols », le STAR couvre les domaines d'intervention « diversité biologique » et « changements climatiques ». Il a prévu un montant indicatif des ressources à allouer pendant FEM-5 à 143 pays, soit 324 millions de dollars au total, pour des activités liées à la lutte contre la dégradation des sols et la désertification. Le STAR a créé un plancher (0,5 million de dollars) et un plafond de 10 % de l'allocation totale pour la dégradation des sols. Il offre aussi aux pays, dans la manière d'utiliser leurs ressources, divers niveaux de souplesse, allant de la latitude totale d'affecter leur allocation à des projets rattachés à tous les domaines d'intervention ou à un seul, à des ajustements marginaux entre les allocations des différents domaines d'intervention.

78. Comme l'indique le Tableau 4 ci-dessus, jusqu'à la fin de juin 2015, les pays avaient utilisé 312,3 millions de dollars (96,4 %) du total de l'allocation en application du STAR pour la dégradation des sols. Sur les 63 pays attributaires d'une allocation en application du STAR ne dépassant pas 7 millions de dollars au total, tous domaines d'intervention confondus, 60 ont utilisé leur allocation en tout ou en partie pour un projet monosectoriel ou multisectoriel. Le Samoa et le Tadjikistan sont les deux seuls pays qui ont fait valoir leur droit à utiliser l'intégralité des ressources

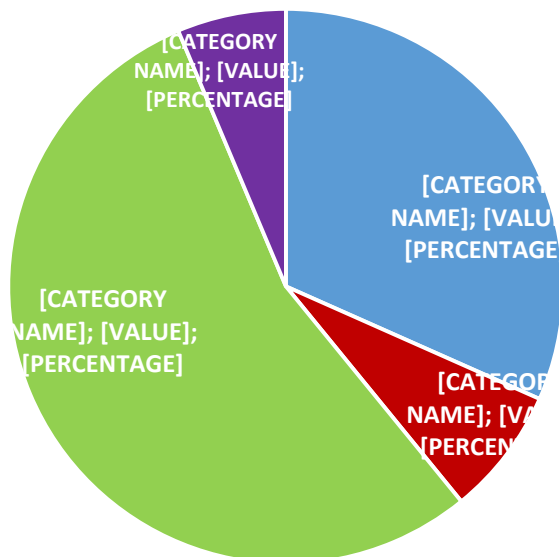
allouées en application du STAR pour un seul projet dans le domaine d'intervention « dégradation des sols ». D'autres pays « à allocation souple » – les Comores, Djibouti, la Guinée équatoriale et le Swaziland, pour l'Afrique, la Croatie, le Monténégro et la Serbie, pour la région CEE, et le Guyana, pour la région LAC – ont également fait valoir ce droit, mais pour des projets rattachés aux domaines d'intervention « diversité biologique » ou « changements climatiques ».

79. L'utilisation des allocations en application du STAR au domaine d'intervention « dégradation des sols » pour FEM-5 a dépassé 90 % dans toutes les régions, avec des différences mineures entre les régions. Cette tendance donne à penser que le STAR a vivement incité les pays de toutes les régions touchées à utiliser les ressources du FEM pour combattre la dégradation des sols. Cela étant, le degré de programmation des ressources du domaine d'intervention par les pays varie considérablement, ce qui tient en grande partie aux besoins et priorités de chacun d'entre eux. Tous les pays admissibles aux financements du FEM peuvent effectuer des ajustements marginaux entre les domaines d'intervention inclus dans le STAR. Un certain nombre de pays – Albanie, Burundi, Kiribati, Liban, Libye, Mauritanie, Rwanda, Togo, Tonga et Tanzanie ont choisi d'augmenter leur utilisation du STAR pour la dégradation des sols en utilisant les allocations d'autres domaines d'intervention en vertu de la règle d'ajustement marginal.

80. Un montant de 286,9 millions de dollars (81,7 %) du total des ressources programmées a été consacré à la réalisation des quatre objectifs du domaine d'intervention « dégradation des sols » prévus au titre de FEM-5⁵. L'objectif 3 (DS-3) représente la plus forte proportion des ressources du domaine d'intervention, avec 156,5 millions de dollars (55 %) du montant programmé pour les objectifs du domaine d'intervention (Figure 4). Cela montre qu'il est d'autant plus important que les pays mobilisent les ressources des autres domaines d'intervention et du mécanisme d'incitation GDF/REDD+ à l'appui de projets multisectoriels. L'objectif 1 (DS-1), qui porte sur l'agriculture et l'élevage extensif, absorbe 90,8 millions de dollars (32 %) des ressources. L'objectif 2 (DS-2) et l'objectif 4 (DS-4) ont respectivement représenté 21,4 millions de dollars (7 %) et 18,2 millions (6 %) du total programmé. À la lumière des montants alloués à titre indicatif à chacun de ses objectifs au début de FEM-5, ces chiffres montrent que l'objectif DS-3 a dépassé la cible indicative, alors que l'objectif DS-1, qui devait absorber un maximum de 200 millions de dollars de l'allocation du domaine d'intervention, n'a pas atteint cette cible indicative.

⁵ Des améliorations apportées au système de gestion à objectifs de résultat du FEM et au suivi des opérations financières permettent désormais de programmer la quasi-totalité des ressources des domaines d'intervention en fonction de leurs objectifs (toutes les ressources à l'exception des financements pour la préparation des projets, qui ne peuvent pas être imputés à des objectifs de domaines d'intervention précis). Ces améliorations sont intervenues vers le milieu de la période de FEM-5, de sorte que le chiffre global pour FEM-5 ne représente que 81,7 %.

Figure 4 : Programmation des ressources allouées au domaine d'intervention « dégradation des sols » pour FEM-5 (en millions de dollars) par objectif stratégique ((NB : Hors allocations pour frais des entités d'exécution, coûts de la gestion des projets et financements de la préparation de projets))



Activités habilitantes

81. Dans le cadre de FEM-5, pour la toute première fois, toutes les parties à la CNULD pouvant prétendre aux financements du FEM ont eu la possibilité d'accéder à des ressources du FEM pour financer des activités habilitantes à l'appui de la mise en œuvre de la Convention. Après consultation du Secrétariat de la Convention, le FEM ne devait financer que des activités habilitantes pour la mise en conformité des programmes d'action nationaux avec la stratégie décennale et pour le processus de notification et d'examen. Le Secrétariat du FEM a mis en place trois modes d'accès à ces ressources : i) directement, en s'adressant au Secrétariat du FEM ; ii) par l'intermédiaire d'une Agence du FEM ; ou iii) au moyen d'un projet-cadre à élaborer avec une Agence du FEM.

82. Au cours de la période considérée, 16 nouveaux pays ont eu accès aux ressources du FEM pour financer des activités habilitantes, ce qui a fait passer le total pour FEM-5 à 133 sur 144 pays admissibles à avoir eu accès aux ressources du FEM pour financer les activités habilitantes. Ces pays ont utilisé différents modes d'accès : 11 pays ont choisi de s'adresser directement au Secrétariat, 34 pays ont programmé les ressources par l'intermédiaire d'une Agence du FEM et 88 pays l'ont fait au moyen de projets cadres. Le montant total des ressources demandées par les pays, par les trois modes d'accès, est de 11,8 millions de dollars, dont environ 70 % pour la mise en conformité des programmes d'action nationaux avec la stratégie décennale et 30 % seulement pour le processus de notification et d'examen.

83. En outre, le programme intitulé *Global Support Programme: Increasing the Quantity and Improving the Quality of Information for the Review of Implementation of the UNCCD*

Implementation (#5541) a bénéficié d'un financement de 2,2 millions de dollars. Le projet a facilité le processus de notification par les pays au 5^e cycle du processus de notification et d'examen de la CNULD.

Mécanisme d'incitation GDF/REDD +

84. Dans le cadre de son cinquième cycle de reconstitution, le FEM a renforcé son action sur les forêts en élargissant un mécanisme d'incitation financière mis en place pendant FEM-4. Pour ce faire, il a réservé une enveloppe de financement distincte de 250 millions de dollars qui constitue un mécanisme visant à encourager les pays admissibles qui le souhaitent à regrouper une part importante des ressources qui leur sont allouées en application du STAR dans les domaines d'intervention « diversité biologique », « changements climatiques » et « dégradation des sols » pour financer des projets et programmes plus vastes de GDF/REDD+. Le FEM a ainsi réservé 20 millions de dollars au programme GDF/REDD+ en utilisant les ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols », donnant de ce fait la possibilité aux pays de mobiliser davantage de ressources pour améliorer les services écosystémiques dans les paysages de production forestière. Ce mécanisme d'incitation permet aussi au FEM de promouvoir une approche paysagère, qui s'étend aux principes écosystémiques et à la connectivité entre écosystèmes. Cette démarche cadre avec l'objectif 3 de la stratégie arrêtée dans le domaine d'intervention, qui met l'accent sur la nécessité de réduire les pressions dues aux utilisations concurrentes des sols.

85. Sur les 88 projets plurisectoriels de l'ensemble du portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour FEM-5, 50 ont fait appel aux financements du mécanisme d'incitation GDF/REDD+, soit un montant de 71,3 millions de dollars au total. Comme prévu, les projets visaient à améliorer la préservation et l'utilisation durable des paysages de forêts en intégrant dans les projets des actions à l'appui de la GDS. Lorsqu'elles sont liées à la biodiversité, les activités mettent l'accent sur les zones tampons des aires protégées ou sur les corridors écologiques, comme dans les projets au Malawi, en Zambie, au Laos, en Colombie et au Pérou. Les modèles de gestion des bassins hydrographiques sont également utilisés pour renforcer la gestion intégrée des forêts hors aires protégées, ce qui est particulièrement le cas dans les projets au Mexique, au Burundi et au Venezuela. Les projets de régénération des forêts portent expressément sur des activités qui visent à accroître le couvert forestier et arboré, comme c'est le cas au Rwanda, au Myanmar et dans la République kirghize, les projets dans ces deux derniers pays portant plus particulièrement sur les forêts en zone aride.

Stratégie de renforcement des capacités transversales

86. Dans le cadre de FEM-5, un programme de renforcement des capacités transversales a été mis en place pour aider les pays à intervenir sur les cadres institutionnels et les politiques publiques afin de mettre en œuvre les Conventions. Les projets financés dans le cadre de ce programme porteront sur d'importantes capacités à renforcer pour rendre les pays mieux à même d'honorer leurs obligations issues des Conventions, en créant des synergies et en favorisant la prise en compte systématique des conventions multilatérales sur l'environnement dans les politiques publiques, les

dispositifs de gestion ou les cadres financiers et législatifs au niveau national. Dix-sept projets de renforcement des capacités transversales ont été financés au cours de la période considérée, pour un montant de 18,6 millions de dollars à titre de financements du FEM et de 28,5 millions de dollars au titre de cofinancement. Le portefeuille comprend 17 projets de pays individuels tous financés au cours de la dernière année de la période de reconstitution des ressources de FEM-5 (EX14).

Programme de microfinancements

87. Le Programme de microfinancements au plan mondial a programmé 255,2 millions de dollars de ressources du FEM pour FEM-5 sur les fonds de base et les fonds alloués dans le cadre du STAR⁶. Les ressources dans le cadre du STAR approuvées pour le Programme de microfinancements au titre de FEM-5 se sont élevées au total à 125,4 millions de dollars, dont 29,9 millions ont été utilisés par 66 pays sur leurs allocations du domaine d'intervention « dégradation des sols » dans le cadre du STAR. Ces ressources servent à financer des dons à des organisations de la société civile (OSC), des organisations de proximité et des groupes autochtones pour appuyer les activités de gestion durable des sols. Les ressources du domaine d'intervention « dégradation des sols » ont été essentiellement affectées à l'objectif 1 (DS-1) et à l'objectif 3 (DS-3) de la stratégie du domaine d'intervention, pour appuyer l'amélioration de la gestion intégrée des écosystèmes agricoles et des zones d'activité économique où la dégradation des services et des biens écosystémiques compromet les moyens de subsistance des populations locales.

88. Dans le cadre de FEM-5, les projets liés à la dégradation des sols ont fait l'objet d'une demande croissante de la part des OSC et des populations locales. La terre joue un rôle crucial dans les moyens de subsistance des populations locales et la nécessité croissante de faire face à la dégradation induite par divers facteurs, notamment les effets du changement climatique, pourrait engendrer un plus grand intérêt de la part des OSC. Cette augmentation globale du portefeuille des activités liées à la dégradation des sols a également permis de produire des effets à plus grande échelle. Comme il a été signalé dans le Rapport de suivi annuel du Programme de microfinancements pour la période 2013-2014, certains des principaux résultats obtenus dans le domaine de la dégradation des sols sont les suivants : près de 25 000 hectares de terres soumis à des pratiques de gestion durable grâce à des projets appartenant à des populations locales et activités faisant intervenir et touchant 125 601 communautés locales. Le Programme de microfinancements a également contribué à améliorer la gestion de près de 76 000 hectares de terrains de parcours dégradés. En finançant ces projets, le Programme de microfinancements démontre le rôle catalyseur que le FEM joue en influant les pratiques pouvant enrichir les politiques publiques grâce à des interventions porteuses de transformation sur le terrain.

⁶ Le chiffre exclut les allocations pour frais des entités d'exécution.

6. ORIENTATIONS DE LA PROGRAMMATION PENDANT FEM-6

89. Conformément au mandat du FEM consistant à investir dans la production d'effets positifs sur l'environnement mondial par les zones d'activité économique et à son rôle en tant que mécanisme de financement de la CNULD, la stratégie des domaines d'intervention pour FEM-6 aide les pays touchés à réaliser les objectifs de la Stratégie décennale, qui consistera à « appliquer des stratégies intégrées à long terme axées simultanément, dans les zones touchées, sur l'amélioration de la productivité des terres et sur la remise en état, la conservation et la gestion durable des ressources en terres et en eau, et aboutissant à l'amélioration des conditions de vie, en particulier au niveau local. » La stratégie de FEM-6 appuie directement trois des quatre objectifs stratégiques de la CNULD, consistant à produire des effets bénéfiques à long terme pour les populations touchées (OS-1), les zones touchées (OS-2) et l'environnement mondial (OS-3).

90. En conformité avec les priorités de la Convention et de la Politique d'internalisation de la parité des sexes, la stratégie de FEM-6 prend en compte la nécessité de faire face aux effets de la dégradation des sols sur les pauvres et les femmes. Plus précisément, la stratégie appuiera les mesures et les innovations qui produisent des moyens de subsistance et des effets bénéfiques pour l'environnement mondial. Étant donné que le cycle de reconstitution de FEM-6 (2014–2018) coïncide avec les quatre dernières années de la stratégie décennale de la CNULD, l'alignement vise à faire en sorte que les pays affectent judicieusement les investissements du domaine d'intervention « dégradation des sols » en vue d'obtenir les résultats visés et de mobiliser de l'aide pour lutter contre la dégradation des sols.

91. Pendant FEM-6, l'institution cherchera avant tout à prendre en compte les priorités qui présentent la meilleure possibilité de soutenir l'agriculture, la gestion de l'élevage et la restauration des paysages forestiers à l'appui des moyens de subsistance en milieu rural. Cela permettra de répondre directement à la nécessité de : a) renforcer la GDS pour accroître la résilience des écosystèmes agricoles ; b) préserver et exploiter les services écosystémiques à des fins d'intensification des systèmes de production agroécologique ; c) promouvoir la gestion intégrée des zones d'activité économique ; et d) intégrer systématiquement la GDS dans le développement durable. Le domaine d'intervention « dégradation des sols » contribuera ainsi à la gestion durable des terres, du sol, de l'eau et du couvert végétal pour avoir des effets positifs multiples sur l'environnement mondial. Le couvert végétal comprend tous les types de forêts, et conformément à cet objectif 2 sur les paysages forestiers (DS-2), il a été étendu, des forêts en zone aride à tous les types de forêts. La démarche retenue permet aussi de transposer à plus grande échelle les interventions réussies, au profit de millions d'utilisateurs des terres.

92. Sur la base du mandat du FEM dans le domaine d'intervention et des possibilités d'impact aux effets transformateurs, l'objectif sera de consacrer 120 millions d'hectares à la GDS dans le monde. Cette estimation correspond à la superficie potentielle de paysages agricoles, pastoraux et forestiers concernés dans les régions touchées par la dégradation des sols. Pour y parvenir, les investissements pendant FEM-6 sont guidés par quatre objectifs en vue d'avoir les effets positifs

convenus sur l'environnement mondial et les avantages économiques et sociaux au plan national (voir les résultats escomptés et les indicateurs dans le Cadre de résultats à l'Annexe 1b).

93. Le FEM a déjà acquis une grande expérience des investissements dans l'internalisation de la GDS, notamment en ce qui concerne la mise en place des conditions permettant de répondre aux besoins des populations touchées. Cette expérience montre que des politiques, des cadres institutionnels et des possibilités d'investissement favorables peuvent aider les populations touchées à tirer parti de nouvelles opportunités, telles que la rémunération des services écologiques et d'autres mécanismes basés sur le jeu du marché, pour générer des revenus et assurer la sécurité alimentaire par la GDSM.

94. Pour encore mieux répondre à ce besoin, une priorité programmatique spécifique rattachée au nouvel objectif 4 (DS-4) met l'accent sur l'intégration systématique de la GDS dans le développement en vue d'aider les gouvernements à améliorer les politiques publiques et à satisfaire aux besoins en matière d'institutions – y compris privées – et d'investissements pour la GDS. Elle visera tous les secteurs de développement qui dépendent des usages productifs des sols et qui font intervenir des populations rurales. L'aide du FEM visera expressément des mécanismes innovants de planification et d'investissement multipartites à grande échelle dans la GDS, notamment avec la participation du secteur privé. Cet aspect est déterminant pour intégrer les services écosystémiques dans les projets classiques de développement et les chaînes de valeurs ajoutées, et promouvoir ainsi l'agriculture et la sécurité alimentaire à de multiples échelles – locales, nationales et régionales. Donner aux femmes des responsabilités dans ces projets et chaînes de valeurs s'avère être un moyen efficace de tirer le maximum d'avantages des interventions à l'appui de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Les activités d'accompagnement suivantes sont susceptibles d'être menées :

- Intégration de la GDS dans les nouveaux partenariats agricoles public-privé mis en place par les pays à l'appui des petites exploitations ;
- Adoption de mécanismes de financement innovants basés sur la quantification de la valeur des services écologiques (p. ex., rémunération des services écologiques et autres mécanismes basés sur le jeu du marché) pour générer durablement des flux financiers à l'appui d'une agriculture respectueuse de l'environnement ;
- Amélioration de l'estimation du patrimoine naturel et des services écosystémiques fournis par les zones d'activité productive pour éclairer les décisions sur les investissements ; et
- Mise au point de mécanismes de transposition à grande échelle des meilleurs modes de régénération des paysages, par exemple par la participation de tous les acteurs concernés, dont les OSC et le secteur privé.

95. Le montant total indicatif des ressources du domaine d'intervention pour la programmation au titre de FEM-6 est de 431 millions de dollars. Sur ce montant, 346 millions de dollars sont alloués à des pays individuels au titre du STAR, à programmer pour répondre aux objectifs du domaine d'intervention « dégradation des sols » comme indiqué dans le cadre de gestion à objectifs de

résultat (voir l'Annexe 1b). En outre, 85 millions de dollars ont été mis en réserve pour aider les pays à honorer leurs obligations découlant de la Convention, appuyer les projets régionaux et mondiaux, le programme intégré pilote « *Promotion de la durabilité et de la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne* » et la contribution au programme de GDF.

7. SUIVI ET ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE

96. Le suivi et l'évaluation du portefeuille sont des activités importantes du module « dégradation des sols » et le présent rapport inclut les éléments marquants de deux grandes composantes : la synthèse des rapports d'exécution de projets pour le Rapport de suivi annuel du FEM et la Mission de suivi et d'étude. Une troisième composante porte sur la gestion des connaissances au FEM, qui comprend entre autres éléments, l'Outil de suivi et d'évaluation du portefeuille (PMAT, l'« outil de suivi » du domaine d'intervention « dégradation des sols »), qui n'a été lancé qu'au début de FEM-5 et n'est examiné qu'en raison du faible nombre de projets de FEM-5 présentés pour agrément à ce jour. Toutes ces trois composantes sont essentielles pour l'application du mécanisme de gestion à objectifs de résultat, ainsi que le transfert des connaissances dans le domaine d'intervention en vue d'affiner davantage l'élaboration de formules et d'approches pour investir dans l'amélioration de l'état environnemental de la planète grâce à la GDS. Les éléments fournis par le module « dégradation des sols » à l'appui de deux rapports de suivi annuels (exercices 13 et 14) et les produits d'une mission de suivi et d'étude en Inde ont permis de faire ressortir les points clés de cette activité pour la période couverte par le présent rapport.

Rapport de suivi annuel (exercice 13)

97. La cohorte du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour le Rapport de suivi annuel de l'exercice 13 comprend un total de 23 projets, dont neuf au titre de FEM-3 et 14 de FEM-4. Parmi ces projets, un de ceux de FEM-3 et 10 de ceux de FEM-5 se trouvent au stade de l'examen à mi-parcours. Huit des projets de FEM-3 et quatre de ceux de FEM-4 se trouvent au stade de l'évaluation finale à l'achèvement de projet. Les projets se répartissent par région comme suit : 11 pour l'Afrique, six pour ECA, cinq pour l'Asie et un pour LAC. Ces tendances non seulement offrent une possibilité utile pour l'évaluation des progrès accomplis en matière de réalisation des résultats du domaine d'intervention, mais enrichissent aussi l'acquisition des connaissances concernant les pratiques et les enseignements tirés de la promotion de la GDS.

98. L'examen du portefeuille du domaine d'intervention a mis l'accent sur deux aspects principaux : a) évaluation des progrès dans la réalisation des résultats pour l'exercice 13 compte tenu de la situation des projets à mi-parcours et à l'achèvement ; et b) synthèse des enseignements tirés et des tendances émergentes compte tenu des objectifs d'acquisition des connaissances du domaine d'intervention. Les progrès accomplis dans la réalisation des résultats étaient évalués en fonction des cibles du domaine d'intervention définies dans le cadre des résultats pour FEM-3 et FEM-4. Ceux-ci comprennent les superficies placées sous GDS, les plans élaborés pour la GDS à

de multiples échelles, les bénéficiaires touchés et les effets bénéfiques sur l'environnement mondial produits.

99. Les données rapportées dans la cohorte de l'exercice 13 à mi-parcours et à l'achèvement ont montré que les investissements du FEM dans les projets ont couvert plus de 1,3 million d'hectares de zones d'activité économique (agriculture, terrains de parcours et paysages forestiers). Une superficie globale totale de 536 288 ha de ces zones est placée sous GDS, dont 190 793 ha couverts par des projets de FEM-3 et 345 495 ha par des projets de FEM-4 dans la cohorte de l'exercice 13. La superficie globale placée sous GDS comprend des terres consacrées à la production agricole (255 519 ha), à l'élevage (171 677 ha) et à la régénération/réhabilitation de paysages forestiers (45 461 ha). La cohorte de l'exercice 13 fait état de 815 800 personnes bénéficiant directement de la mise en œuvre des projets.

100. Les conclusions et les leçons ont essentiellement émergé des domaines suivants : a) mécanismes institutionnels et de gouvernance pour l'application de la GDS ; b) approches pour la participation des parties intéressées à l'application de la GDS ; c) établissement des liens entre les effets bénéfiques pour l'environnement mondial et les impacts au niveau des projets aux différentes échelles ; d) synergie et arbitrages dans la production des effets bénéfiques pour l'environnement mondial dans le cadre de l'exécution des projets de GDS résultant de l'exécution de projets à des échelles multiples ; et e) rôle moteur du FEM dans la transposition des activités en grande nature. Une récapitulation détaillée de ces conclusions et enseignements a été présentée dans une publication du FEM intitulée « Combating Land Degradation in Production Landscapes: Learning from GEF Projects Applying Integrated Approaches »⁷.

Rapport de suivi annuel (exercice 14)

101. La cohorte du domaine d'intervention « dégradation des sols » pour le Rapport de suivi annuel de l'exercice 14 comprend au total 21 projets, dont deux de FEM-3 et 19 de FEM-4. Parmi ces projets, 15 de FEM-4 se trouvent au stade de l'évaluation à mi-parcours alors que les six restants se trouvent au stade de l'évaluation finale à l'achèvement de projet. Dix-huit des projets sont spécifiques aux pays, dont en Afrique, six en Asie et deux dans la région LAC. Les trois restants sont des projets régionaux, dont un transfrontalier entre le Kirghizstan et le Tadjikistan en Asie centrale.

102. Les progrès accomplis ont été évalués à l'aune des cibles du domaine d'intervention établies dans le cadre de résultats pour FEM-3 et FEM-4. Ceux-ci comprennent les superficies placées sous GDS, les plans élaborés pour la GDS à des échelles multiples, les bénéficiaires touchés et les effets bénéfiques pour l'environnement mondial produits.

⁷ La publication peut être consultée à <https://www.thegef.org/gef/node/10670>.

103. Les données rapportées à mi-parcours et à l'achèvement montrent que les investissements du FEM ont contribué à la gestion durable d'environ 1,2 million d'hectares dans les zones d'activité économique (agriculture, terrains de parcours et paysages forestiers) : 367 966 ha consacrés à des projets de FEM-3 et 780 998 ha à ceux de FEM-4 dans la cohorte de l'exercice 14. Ce résultat a été obtenu en grande partie grâce à la promotion d'un environnement favorable pour la GDS par le biais de politiques et de plans sectoriels, d'un nouveau cadre institutionnel et d'un cadre d'action pour la gestion intégrée des écosystèmes et la conservation de la diversité biologique, et des mécanismes incitatifs comme le paiement des services écosystémiques dans les bassins versants.

104. Dans une optique de développement, la cohorte de l'exercice 14 a également fait état de quelque 904 220 personnes bénéficiaires, dont 735 000 en Afrique et 169 220 en Asie. Ces bénéficiaires sont les principaux acteurs dans la lutte contre les facteurs causaux de la dégradation des sols, et leur rôle est renforcé grâce à des politiques publiques et des mécanismes institutionnels favorables, au renforcement des capacités et aux processus participatifs aux échelles appropriées. En Afrique comme en Asie, les projets ont fait intervenir les populations locales, les petits exploitants agricoles et les collectivités locales en tant que principales parties prenantes pour la promotion d'une diversité d'interventions de GDS.

Mission de suivi du portefeuille et d'acquisition des connaissances

105. La stratégie de FEM-5 dans le domaine d'intervention « dégradation des sols » poursuivait les deux objectifs suivants en matière d'acquisition des connaissances :

- a) Concevoir un cadre et des outils permettant de rattacher l'évaluation des effets positifs convenus sur l'environnement mondial à l'échelon du projet à leur impact à différentes échelles, et
- b) Mieux faire comprendre les effets positifs multiples de la GDS.

En matière d'acquisition des connaissances, l'objectif global est d'améliorer le suivi au niveau du portefeuille et la communication d'informations sur la base des enseignements et des expériences qui se dégagent des projets en cours d'exécution, notamment les méthodes permettant d'assurer le suivi des effets positifs convenus pour l'environnement mondial et d'évaluer les coûts et avantages des interventions de type GDS, ainsi que les compromis qu'elles nécessitent, au regard de l'amélioration de l'état environnemental de la planète.

106. En novembre 2013, le FEM a organisé une mission d'étude en Inde pour observer et mieux comprendre les méthodes de lutte contre la dégradation des sols utilisées par le Programme de partenariat avec le pays – Gestion durable des sols et des écosystèmes. La mission portait particulièrement sur l'ensemble du partenariat du FEM avec l'Inde dans le domaine de la gestion durable des sols et des écosystèmes, mais à partir des enseignements tirés du Projet du bassin versant de l'Uttarakhand du FEM et de la Banque mondiale avec pour objectif global de restaurer et de préserver les fonctions écosystémiques des bassins versants de l'Uttarakhand himalayen, en tant que point de départ pour améliorer la sécurité des revenus, de l'alimentation et des moyens de

subsistance. Le financement du FEM était lié à un projet de gestion décentralisée des bassins versants (dénommé le « Gramya ») financé par la Banque mondiale et le gouvernement indien.

107. La conception du projet de gestion durable des sols et des bassins versants de l'Uttarakhand était fondée sur le fait qu'il existe de solides corrélations entre les besoins de subsistance et les facteurs causaux de la dégradation des écosystèmes dans les bassins versants, d'où la nécessité d'une démarche intégrée pour garantir la pérennité à long terme et la résilience face au changement climatique. Le projet a spécifiquement reconnu le lien crucial entre les services écosystémiques et les moyens de subsistance des femmes et des groupes vulnérables dans les bassins versants fragiles. Comme cela est souvent le cas, les femmes jouent un rôle de premier plan du point de vue social et économique, plus particulièrement concernant l'utilisation et la gestion des forêts et des ressources naturelles. L'inclusion des femmes dans le processus de prise de décision représente de ce fait une mesure prioritaire et garantit l'utilisation de divers outils et mécanismes, comme les « femmes motivant les femmes » à des fins de sensibilisation et de mobilisation sociale et la participation des femmes à divers comités et institutions. Les résultats et les impacts du projet sont fondés sur la planification participative pour les 20 micro-bassins versants, et sous-tendus par des interventions tenant compte des bonnes pratiques en matière de gestion intégrée des terres, des sols, de l'eau et de la végétation forestière.

108. Le projet a montré que l'on ne peut réaliser la pérennisation des écosystèmes des collines et des montagnes, comme dans les plateaux himalayens de l'Uttarakhand, qu'en faisant face aux problèmes de sécurité hydrique à grande échelle. À cet égard, les savoirs traditionnels ont joué un rôle essentiel au cours de la phase de planification et ont été pleinement mis à profit lors de l'exécution. Trois aspects de la démarche du projet ont fait une différence considérable dans les moyens de subsistance des bénéficiaires tout en contribuant à la gestion durable de l'environnement.

- a) **Gestion intégrée des ressources en eau** : La collecte et la gestion efficace des eaux de ruissellement pour assurer la disponibilité de l'eau tout au long de l'année représentaient un objectif prioritaire pour la plupart des exploitants agricoles. De ce fait, des pratiques culturelles plus appropriées et des interventions de bio-ingénierie ont été choisies pour renforcer la sécurité hydrique et réduire l'érosion des sols sur les pentes fragiles, ce qui a permis d'accroître de 4 % la superficie des terres irriguées. L'amélioration de la disponibilité de l'eau tout au long de la saison dans les zones des micro-bassins versants où la décharge a diminué ou s'est desséchée avait donné lieu à la reprise des moulins à eau traditionnels ou « Gharat » à forte rentabilité économique.
- b) **Chaines de valeur du marché** : L'excédent induit par les activités du projet a permis d'introduire des cultures maraîchères de grande valeur dans les bassins versants. Une superficie estimée à 7 464 ha est désormais consacrée à la production maraîchère de contre saison portant sur 20 variétés différentes, avec une production annuelle supérieure à 36 000 tonnes. La réussite de l'initiative agroindustrielle a poussé les producteurs des zones avoisinantes à vendre leur excédent par l'intermédiaire des coopératives.

- c) **Énergie de remplacement et effets bénéfiques pour les femmes** : Le projet a étendu la production de briquettes d'aiguilles de pin, qui avait été initialement encouragée dans le cadre du projet Gramya à titre expérimental pour alléger la corvée des femmes liée à la collecte du bois de feu et aussi pour réduire les feux de forêts. Les briquettes d'aiguilles de pin offrent une source d'énergie de remplacement pour la cuisson et le chauffage ; elles sont utilisées dans 8 876 foyers de 337 villages couverts par le projet. Celui-ci a permis de réduire de 22 % en moyenne la dépendance d'un ménage à l'égard du bois de feu.

109. Le projet de gestion durable des sols et des écosystèmes de l'Uttarakhand a mobilisé un large éventail d'institutions, par le biais d'un mécanisme de partenariat pour appuyer sa mise en œuvre. Les partenaires ont contribué à la satisfaction des besoins de formation et de renforcement des capacités, à la démonstration des nouvelles technologies, à la microfinance et au développement des chaînes de valeur du marché pour les populations locales des bassins versants visés. Le projet a également renforcé les débouchés commerciaux pour les cultures et légumes de grande valeur en appuyant les groupes d'intérêt des exploitants agricoles en vue d'élargir l'accès aux services de production et de commercialisation. Grâce à un partenariat avec une organisation de la société civile dénommée Association centrale de l'environnement himalayen (CHEA), ces groupes d'intérêt se sont désormais constitués en une fédération et opèrent désormais en tant que telle, la CHEA leur fournissant une assistance technique complète et la formation sur les différents aspects de la chaîne de valeur du marché pour les cultures et les légumes de grande valeur.

110. La démarche décentralisée en matière de gestion de bassins versants, faisant intervenir les institutions locales en tant que planificateurs et responsables de la mise en œuvre de facto, a renforcé l'adhésion au projet au niveau local. Le renforcement des capacités des panchayats et d'autres institutions locales dans le cadre du projet Gramya a joué un rôle crucial dans leur consolidation, sur les plans de la capacité administrative, de la gestion financière et de l'acquisition des compétences. L'accent mis sur les questions liées aux femmes et leur inclusion dans les processus de prise de décision a permis de mettre en place une base essentielle pour la pérennisation des résultats. La pérennisation des résultats du projet était également fondée sur la convergence avec les priorités des ministères et autres organismes publics, ainsi que sur le protocole d'accord conclu avec les populations locales pour la gestion des actifs du projet.

111. Tous les enseignements tirés de la série de missions d'étude organisées au titre de FEM-5 ont été présentés dans le détail à la quatrième session spéciale du Comité de la science et de la technique (CST S-4) tenue à Cancún en 2015 et publiés dans une récente publication du FEM⁸.

⁸ FEM (2014): Combating Land Degradation in Production Landscapes – Learning from GEF Projects Applying Integrated Approaches. <https://www.thegef.org/gef/node/10670>

8. CONCLUSION

112. Au cours de la période considérée, de juillet 2013 à juin 2015, le portefeuille du domaine d'intervention « dégradation des sols » a continué de comporter un nombre important de projets portant sur toutes les régions géographiques et un large éventail de zones agroécologiques et de questions thématiques. Au total, 132 projets ont été approuvés au cours de la période considérée aux fins de financement par le domaine d'intervention « dégradation des sols » et autres domaines d'intervention et par des fonds intéressant la dégradation des sols, notamment 74 du domaine d'intervention « dégradation des sols », 17 du programme de renforcement des capacités transversales, 24 du Fonds pour les PMA, 4 du Fonds spécial et 13 du Fonds pour l'adaptation.

113. La GDS a de fortes chances d'avoir des effets transformateurs. Au cours de la période considérée, 132 projets au total ont été approuvés pour un montant de financement de 844 millions de dollars, ce qui a permis de mobiliser un montant supplémentaire de 3,14 milliards de dollars de cofinancement.

114. La période considérée a été le témoin de nouvelles avancées et réalisations pour ce qui est du rôle du FEM, d'une manière générale, en tant que mécanisme financier de la CNULD, et des activités de l'institution dans le domaine d'intervention « dégradation des sols », en particulier. Le présent rapport confirme un taux élevé d'utilisation des ressources du FEM par les pays pouvant se prévaloir de son aide, à l'appui de la mise en œuvre de la Convention. Sur le total de 385 millions de dollars alloué provisoirement au domaine d'intervention « dégradation des sols » pour la période de FEM-5, 350,9 millions de dollars ont été utilisés, soit 91,1 % du montant de l'allocation. Ce résultat est conforme au taux d'utilisation global des ressources de FEM-5.

115. La mission de suivi et d'étude dans le cadre de FEM-5 a permis de dégager des enseignements utiles sur la programmation et les priorités dans les régions touchées, qui ont aidé à définir les orientations dans le domaine d'intervention dans le cycle de reconstitution de FEM-6.

L'accent mis dans le cadre de FEM-6 sur l'optimisation des effets transformateurs, en particulier par le biais du programme intégré pilote « *Promotion de la durabilité et de la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne* », offre au FEM et aux instances de la CNULD l'occasion de resserrer leur collaboration sur des initiatives visant à étendre l'application de la GDS au-delà du site de projets

Annexes – English version only

Annex 1a. GEF-5 LDFA Results-Based Management Framework

Goal: To contribute to arresting and reversing current global trends in land degradation, specifically desertification and deforestation.

Impact: Sustained productivity of agro-ecosystems and forest landscapes in support of human livelihoods

Indicators:

- Change in land productivity (*greenness measure as proxy - NPP, NDVI – corrected by RUE*)
- Improved livelihoods in rural areas (*Farmer income*)
- Value of investment in SLM (*US\$ generated from diverse sources, co-financing in projects*)

Objectives	Expected Outcomes and Indicators	Core Outputs
LD-1: Agriculture and Rangeland Systems: Maintain or improve flow of agro-ecosystem services sustaining the livelihoods of local communities (US\$200 million allocation) <i>Outcome Targets: Sustainable Management of 120 million ha production landscapes</i>	Outcome 1.1: An enhanced enabling environment within the agricultural sector <i>Indicator 1.1 Agricultural policies support smallholder and community tenure security</i> Outcome 1.2: Improved agricultural management <i>Indicator 1.2 Increased land area with sustained productivity and reduced vulnerability of communities to climate variability</i> Outcome 1.3: Sustained flow of services in agro-ecosystems <i>Indicator 1.3 Maintained/increased flow of services in agro-ecosystems</i> Outcome 1.4: Increased investments in SLM <i>Indicator 1.4 Increased resources flowing to SLM from diverse sources</i>	Output 1.1 National policies that guarantee smallholder and community tenure security Output 1.2 Types of Innovative SL/WM practices introduced at field level Output 1.3 Suitable SL/WM interventions to increase vegetative cover in agro-ecosystems Output 1.4 Appropriate actions to diversify the financial resource base Output 1.5 Information on SLM technologies and good practice guidelines disseminated
LD-2: Forest Landscapes: Generate sustainable flows of forest ecosystem services in drylands, including sustaining livelihoods of forest dependent people (US\$30 million allocation plus US\$20 million for the SFM/REDD-plus Incentive Program)	Outcome 2.1: An enhanced enabling environment within the forest sector in dryland dominated countries <i>Indicator 2.1 Forestry policies support smallholder and community tenure security</i> Outcome 2.2: Improved forest management in drylands <i>Indicator 2.2 Increased land area under</i>	Output 2.1 National policies that guarantee smallholder and community tenure security Output 2.2 Types of innovative SFM practices introduced at field level Output 2.3 Suitable SFM interventions to increase/maintain natural forest cover in dryland production landscapes Output 2.4 Appropriate actions to diversify the

Objectives	Expected Outcomes and Indicators	Core Outputs
	<i>sustainable forest management practices</i> Outcome 2.3: Sustained flow of services in forest ecosystems in drylands <i>Indicator 2.3 Increased quantity and quality of forests in dryland ecosystems</i> Outcome 2.4: Increased investments in SFM in dryland forests ecosystems Indicator 2.4 Increased resources flowing to SFM from diverse sources (e.g. PES, small credit schemes, voluntary carbon market)	financial resource base Output 2.5 Information on SFM technologies and good practice guidelines disseminated
LD-3: Integrated Landscapes: Reduce pressures on natural resources from competing land uses in the wider landscape (US\$135 million allocation)	Outcome 3.1: Enhanced cross-sector enabling environment for integrated landscape management <i>Indicator 3.1 Policies support integration of agriculture, rangeland, forest, and other land uses</i> Outcome 3.2: Integrated landscape management practices adopted by local communities <i>Indicator 3.2 Application of integrated natural resource management (INRM) practices in wider landscapes</i> Outcome 3.3: Increased investments in integrated landscape management <i>Indicator 3.3 Increased resources flowing to INRM and other land uses from divers sources</i>	Output 3.1 Integrated land management plans developed and implemented Output 3.2 INRM tools and methodologies developed and tested Output 3.3 Appropriate actions to diversify the financial resource base Output 3.4 Information on INRM technologies and good practice guidelines disseminated
LD-4: Adaptive Management and Learning: Increase capacity to apply adaptive management tools in SLM/SFM/INRM by GEF and UNCCD Parties (US\$15 million allocation)	Outcome 4.1: Increased capacities of countries to fulfill obligations in accordance with the provisions provided in the UNCCD. <i>Indicator 4.1: Improved quality and timeliness of reporting compliance by countries</i> Outcome 4.2: Improved GEF portfolio monitoring using new and adapted tools and methodologies <i>Indicator 4.2 GEF-6 LD focal area strategy reflects lessons learned, and results of targeted research portfolio and implementation results from earlier replenishment periods</i>	Output 4.1 At least 50 countries implementing UNCCD priorities with improved monitoring of impacts at national level Output 4.1 All country investments in LD Objectives 1-3 are linked to UNCCD action programs and national reporting process Output 4.2 GEF-financed projects contribute to SLM/SFM/INRM knowledge base

Annex 1b. GEF-6 LDFA Results-Based Management Framework

Goal: To contribute to arresting and reversing current global trends in land degradation, specifically desertification and deforestation.

Impact: Sustained productivity of agro-ecosystems and forest landscapes in support of human livelihoods.

Global Target: 120 million hectares under Sustainable Land Management

Indicators:

- (a) Change in land productivity (greenness measure as proxy - NPP, NDVI – corrected by RUE)
- (b) Improved livelihoods in rural areas (Farmer income – disaggregated by gender)
- (c) Value of investment in SLM (\$ generated from diverse sources, co-financing in projects)

Gender Indicators:

Focal Area projects will use and incorporate GEF Gender Indicators, which will be monitored and aggregated at the Focal Area portfolio and Corporate levels.⁹

⁹ Refer to the core GEF Gender Indicators identified under the gender section of the Strategic Positioning Paper for GEF-6 replenishment. The five Gender Indicators are:

1. Percentage of projects that have conducted gender analysis during project preparation.
2. Percentage of projects that have incorporated gender sensitive project results framework, including gender sensitive actions, indicators, targets, and/or budget.
3. Share of women and men as direct beneficiaries of project.
4. Number of national/regional/global policies, legislations, plan, and strategies that incorporates gender dimensions (e.g. NBSAP, NAPA, NAP, TDA/SAP, etc).
5. Percentage of Project Implementation Reports (PIR), Mid-term Evaluation (MTE) and Terminal Evaluation Reports (TER) that incorporate gender equality and women's empowerment and assess results/progress.

Projects will use gender-sensitive indicators and sex-disaggregated data, and it will be systematically recorded, reported and integrated into adaptive management responses at the project level. GEF will undertake periodic reviews of the portfolio and highlight best practices in mainstreaming gender in projects, including through Annual Monitoring Review and Learning Missions.

Objectives	Program Priorities	Expected Outcomes and Indicators
LD-1: Agriculture and Rangeland Systems: Maintain or improve flow of agro-ecosystem services to sustain food production and livelihoods	Program Priority 1: Agro-ecological Intensification Program Priority 2: SLM for Climate Smart Agriculture	Outcome 1.1: Improved agricultural, rangeland and pastoral management Indicator 1.1 Land area under effective agricultural, rangeland and pastoral management practices and/or supporting climate-smart agriculture Outcome 1.2: Functionality and cover of agro-ecosystems maintained Indicator 1.2 Land area under effective management in production systems with improved vegetative cover Outcome 1.3: Increased investments in SLM Indicator 1.3: Value of resources flowing to SLM from diverse sources (including climate change adaptation and mitigation)

Objectives	Program Priorities	Expected Outcomes and Indicators
LD-2: Forest Landscapes: Generate sustainable flows of forest ecosystem services, including sustaining livelihoods of forest dependent people	Program Priority3: Landscape Management and Restoration	Outcome 2.1: Support mechanisms for forest landscape management and restoration established Indicator 2.1: Types of innovative mechanisms, institutions, legal and regulatory frameworks functioning to support SFM and restoration Outcome 2.2: Improved forest management and/or restoration Indicator 2.2 Land area under sustainable forest management and/or restoration practices Outcome 2.3: Increased investments in SFM and restoration Indicator 2.3: Value of resources flowing to SFM from diverse sources (e.g. PES, small credit schemes, voluntary carbon market)
LD-3: Integrated Landscapes: Reduce pressures on natural resources from competing land uses in the wider landscape	Program Priority 4: Scaling-up sustainable land management through the Landscape Approach	Outcome 3.1: Support mechanisms for SLM in wider landscapes established Indicator 3.1: Demonstration results strengthening cross-sector integration of SLM Outcome 3.2: Integrated landscape management practices adopted by local communities Indicator 3.2: Application of integrated natural resource management (INRM) practices in wider landscapes Outcome 3.3: Increased investments in integrated landscape management Indicator 3.3: Increased resources flowing to INRM and other land uses from divers sources

Objectives	Program Priorities	Expected Outcomes and Indicators
LD-4: Maximizing transformational impact: Maintain land resources and agro-ecosystem services through mainstreaming at scale	Program Priority 5: SLM Mainstreaming in Development	Outcome 4.1: SLM mainstreamed in development investments and value chains across multiple scales Indicator 4.2: Increased investments in SLM Outcome 4.2: Innovative mechanisms for multi-stakeholder planning and investments in SLM at scale Indicator 4.2: Innovative mechanisms, institutions, legal and regulatory frameworks functioning to support SLM\

Annex 2. LDFA Project Portfolio Approved in FY2014 and FY2015

FY2014 (Final Year of GEF-5)

All amounts in \$ million

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
5208	Palau	UNEP	R2R: Advancing Sustainable Resources Management to Improve Livelihoods and Protect Biodiversity in Palau	4.09	0.41	15.73	LD-3	BD-1; BD-2; SFM/REDD+-1; IW-1
5324	Brazil	FAO	Reversing Desertification Process in Susceptible Areas of Brazil: Sustainable Agroforestry Practices and Biodiversity Conservation	4.30	15.25	15.97	LD-2; LD-3	BD-2; SFM/REDD+-1
5353	Armenia	UNDP	Mainstreaming Sustainable Land and Forest Management in Dry Mountain Landscapes	3.26	1.50	13.99	LD-2; LD-3	BD-2; LD-2; LD-3; CCM-5; SFM/REDD+-1
5397	Vanuatu	FAO	R2R: Integrated Sustainable Land and Coastal Management	5.02	0.55	14.00	LD-3	BD-1; CCM-5; IW-3; SFM/REDD+-1; SFM/REDD+-2
5406	Gambia	FAO	Community-Based Sustainable Dryland Forest Management	3.36	3.06	12.56	LD-2	
5410	Venezuela	FAO	Sustainable Forest Lands Management and Conservation under an Eco-social Approach	9.03	0.31	25.73	LD-2	CCM-5; BD-2; SFM/REDD+-1; SFM/REDD+-2
5458	Peru	IADB	Conservation, Management and Restoration of Fragile Lomas Ecosystems	2.17	1.10	10.55	LD-2; LD-3	BD-1; BD-2

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
5463	Tanzania	UNDP	Securing Watershed Services Through SLM in the Ruvu and Zigi Catchments Eastern Arc Region	4.00	3.48	15.00	LD-3; LD-3; LD-3	
5479	India	World Bank	Integrated SLEM Approaches for Reducing Land Degradation and Desertification	4.56	4.16	18.00	LD-1; LD-1; LD-3; LD-3; LD-3	
5481	Morocco	FAO	Conservation of Biodiversity and Mitigation of Land Degradation Through Adaptive Management of Agricultural Heritage Systems	0.85	0.50	7.85	LD-1; LD-3	BD-2
5487	Regional ¹⁰	AfDB	Integrated Development for Increased Rural Climate Resilience in the Niger Basin	13.10	0.81	61.00	LD-2	IW-1; IW-3; CCM-5; SFM/REDD+-2
5510	Papua New Guinea	UNDP	R2R Strengthening the Management Effectiveness of the National System of Protected Areas	11.91	0.82	42.60	LD-3	BD-1
5514	Mauritius	UNDP	Mainstreaming Biodiversity into the Management of the Coastal Zone in the Republic of Mauritius	5.11	0.75	20.40	LD-3	BD-2; BD-1
5517	Micronesia	UNDP	R2R Implementing an Integrated Ridge to Reef Approach to Enhance Ecosystem Services, to Conserve Globally Important Biodiversity and to Sustain Local Livelihoods in the FSM	5.11	1.70	17.86	LD-3	BD-1; IW-1

¹⁰ Burkina Faso, Benin, Cote d'Ivoire, Cameroon, Guinea, Mali, Niger, Nigeria, Chad

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
5522	Libya	FAO	Sustainable Land Management and Conservation of Oases Ecosystems in Libya	4.35	3.97	13.85	LD-1; LD-3	
5531	Haiti	UNEP	Ecosystem Approach to Haiti Cote Sud	6.81	0.26	21.05	LD-1	CCA-1; CCA-2; CCA-3; CCM-2; CCM-5; SFM/REDD+-1; SFM/REDD+-2; BD-1
5536	Turkmenistan	UNDP	Energy Efficiency and Renewable Energy for Sustainable Water Management in Turkmenistan	6.77	1.41	29.30	LD-1	CCM-1; CCM-2
5541	Global	UNEP	Global Support Programme: Increasing the Quantity and Improving the Quality of Information for the Review of Implementation of the UNCCD Implementation	2.19	2.00	2.46	LD-4	
5547	Congo DR	FAO	Community-Based Miombo Forest Management in South East Katanga	4.96	0.70	10.00	LD-2	SFM/REDD+-1; SFM/REDD+-2; CCM-5
5550	Tuvalu	UNDP	R2R Implementing a Ridge to Reef Approach to Protect Biodiversity and Ecosystem Functions	4.10	1.89	10.22	LD-3	BD-1; BD-2; IW-3
5551	Kiribati	FAO	R2R Resilient Islands, Resilient Communities	5.14	1.77	12.25	LD-3	BD-1; IW-3; SFM/REDD+-1
5578	Tonga	FAO	R2R Integrated Land and Agro-ecosystem Management Systems	2.56	1.60	5.40	LD-1; LD-3	BD-2; SFM/REDD+-1

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
5677	Sri Lanka	FAO	Rehabilitation of Degraded Agricultural Lands in Kandy, Badulla and Nuwara Eliya Districts in the Central Highlands (CH)	1.47	1.34	6.53	LD-1; LD-3	
5691	Tanzania	UNEP	Sustainable Land Management of Lake Nyasa Catchment in Tanzania	1.42	1.30	5.25	LD-1; LD-3	
5698	Global	UNEP	Sustainable Land Management and Climate Change Mitigation Co-benefits SLM CCMC	1.98	1.80	2.20	LD-4	
5699	Kazakhstan	UNDP	Supporting Sustainable Land Management in Steppe and Semi-arid Zones through Integrated Territorial Planning and Agro-environmental Incentives	2.08	1.90	8.05	LD-3	
5700	Mongolia	UNDP	SLM Offset in Western Mongolia	1.41	1.29	5.20	LD-3	
5718	Uganda	UNDP	Integrated Landscape Management for Improved Livelihoods and Ecosystem Resilience in Mount Elgon	1.77	0.81	7.63	LD-3; LD-3; LD-3	CCM-5; CCM-5
5724	Global	FAO	Participatory Assessment of Land Degradation and Sustainable Land Management in Grassland and Pastoral Systems	2.89	2.64	6.00	LD-4	
5736	Global ¹¹	UNDP	GEF SGP Fifth Operational Phase - Implementing the Program Using STAR Resources III	7.24	1.17	7.25	LD-1; LD-3	BD-1; BD-2; CCM-1; CCM-4; CCM-5; IW-1; IW-2;

¹¹ Armenia, Burundi, Cameroon, Ghana, Kyrgyz Republic, Mongolia, Maldives, Thailand, Ukraine, Vietnam, Congo DR

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
								CHEM-1; CD-2; CD-5
5745	Nigeria	UNDP	Sustainable Fuelwood Management in Nigeria	4.83	1.11	15.90	LD-2	CCM-2; CCM-3; CCM-5; SFM/REDD+-1
5746	Mali	UNEP	Scaling up and Replicating Successful Sustainable Land Management (SLM) and Agroforestry Practices in the Koulikoro Region of Mali	1.69	1.22	6.79	LD-1; LD-3	BD-2
5750	Global	UNEP	Mainstreaming Sustainable Management of Tea Production Landscapes	2.19	2.00	12.14	LD-1; LD-1; LD-1; LD-3; LD-3; LD-4	
5752	Benin	UNDP	Promotion of Sustainable Biomass-based Electricity Generation in Benin	4.24	1.00	14.30	LD-3	CCM-3; SFM/REDD+-1
5754	Regional ¹²	IADB	IDB-GEF Climate-Smart Agriculture Fund for Latin America and the Caribbean (PROGRAM)	5.40	3.00	50.85	LD-1	CCM-5
5755	Bolivia	UNDP	Sustainable Management of Forest Ecosystems in Amazonia by Indigenous and Local Communities to Generate Multiple Environmental and Social Benefits	6.80	0.85	26.38	LD-3; LD-3	BD-2; BD-2; SFM/REDD+-1
5757	Bahamas	UNEP	Implementing Land, Water and Ecosystem Management	0.95	0.46	1.00	LD-3; LD-4	BD-2

¹² Latin America and Caribbean

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
5764	Indonesia	IFAD	Sustainable Management of Peatland Ecosystems in Indonesia (2014-2018)	5.22	2.62	28.70	LD-2	CCM-5; SFM/REDD+-1; SFM/REDD+-2
5767	Philippines	UNDP	Implementation of SLM Practices to Address Land Degradation and Mitigate Effects of Drought	0.95	0.87	4.16	LD-1; LD-3	
5775	Global ¹³	UNEP	Building the Foundation for Forest Landscape Restoration at Scale	2.08	1.90	9.30	LD-3	
5785	Mexico	FAO	Sustainable Land Management Promotion	1.90	1.74	6.58	LD-1; LD-3	
5788	Cote d'Ivoire	UNEP	Assessment of Land Degradation Dynamic in Coffee -Cocoa production and Northern Ivory Coast to promote SLM practices and Carbon Stock Conservation ALDD SLM CSC	1.89	1.73	9.75	LD-1	
5789	Botswana	UNDP	Using SLM to Improve the Integrity of the Makgadikgadi Ecosystem and to Secure the Livelihoods of Rangeland Dependent Communities	0.87	0.76	6.80	LD-3; LD-3	
5797	Global	FAO	Securing Tenure Rights for Forest Landscape Dependent Communities: Linking Science with Policy to Advance Tenure Security, Sustainable Forest Management and People's Livelihoods	2.19	2.00	4.55	LD-2; LD-2	

¹³ Ethiopia, Indonesia, India, Kenya, Niger

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
5798	Regional ¹⁴	FAO	Adaptive Management and Monitoring of the Maghreb's Oases Systems	1.89	1.73	4.16	LD-4	
5802	Senegal	UNEP	Promoting SLM Practices to Restore and Enhance Carbon Stocks through Adoption of Green Rural Habitat Initiatives	1.45	0.79	6.20	LD-3	CCM-5
5811	Regional	UNEP	Closing the Gaps in Great Green Wall Linking sectors and stakeholders for increased synergy and scaling-up	1.89	1.73	7.25	LD-4	
5822	Serbia	UNEP	Enhanced Cross-Sectoral Land Management through Land Use Pressure Reduction and Planning	0.72	0.66	2.90	LD-3	
5823	Bangladesh	UNEP	Establishing National Land Use and Land Degradation Profile toward Mainstreaming SLM Practices in Sector Policies	0.80	0.73	3.28	LD-3	
5824	Global ¹⁵	UNEP	Sharing Knowledge on the Use of Biochar for Sustainable Land Management	2.00	1.83	1.26	LD-1; LD-4	
5825	Georgia	UNEP	Applying Landscape and Sustainable Land Management (L-SLM) for Mitigating Land Degradation and Contributing to Poverty Reduction in Rural Areas	1.01	0.92	3.65	LD-1; LD-3	

¹⁴ Algeria, Morocco, Mauritania, Tunisia

¹⁵ China, Ethiopia, Indonesia, Kenya, Peru, Vietnam

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
5848	Indonesia	UNDP	Capacity Development for Implementing Rio Conventions through Enhancing Incentive Mechanism for Sustainable Watershed/Land Management	2.06	0.94	6.00	LD-3	CD-4; CD-5; CD-2
5898	Global ¹⁶	UNEP	Support to 16 GEF Eligible Parties for Alignment of National Action Programs and Reporting Process under UNCCD	1.14	1.05	1.00	LD-4	
Total				187.17	91.89	676.78		

¹⁶ Bolivia, Fiji, Micronesia, Cambodia, Kuwait, Libya, Marshall Islands, Papua New Guinea, Palau, Solomon Islands, Suriname, El Salvador, Tonga, Timor Leste, Tuvalu, Zambia

FY2015 (First Year of GEF-6)

All amounts in \$ million

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
6940	Lao PDR	UNDP	Sustainable Forest and Land Management in the Dry Dipterocarp Forest Ecosystems of Southern Lao PDR	11.86	1.02	54.74	LD-3	BD-1; BD-2; SFM-1; SFM-3
6943	Azerbaijan	UNDP	Conservation and Sustainable Use of Globally Important Agro-biodiversity	4.56	1.08	20.70	LD-1	LD-1; BD-3
6949	Tajikistan	UNDP	Conservation and Sustainable Use of Pamir Alay and Tian Shan Ecosystems for Snow Leopard Protection and Sustainable Community Livelihoods	4.58	1.46	19.00	LD-3	SFM-1; SFM-2; SFM-3; BD-1; BD-4
6956	Egypt	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Egypt	3.11	0.63	3.96	LD-2	BD-4; CCM-2
6958	Kyrgyz Republic	UNDP	Conservation of Globally Important Biodiversity and Association Land and Forest Resources of Western Tian Shan Forest Mountain Ecosystems and Support to Sustainable Livelihoods	4.37	1.36	16.50	LD-3	SFM-1; SFM-2; SFM-3; BD-1; BD-4
6965	Indonesia	UNDP	Strengthening Forest Area Planning and Management in Kalimantan	9.86	1.00	55.00	LD-3	BD-4; SFM-1
6992	Myanmar	UNDP	Ridge to Reef: Integrated Protected Area Land and Seascape Management in Tanintharyi	5.75	0.50	16.00	LD-3	BD-1; SFM-1

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
7993	Belarus	UNDP	Conservation-oriented Management of Forests and Wetlands to Achieve Multiple Benefits	4.67	0.44	14.10	LD-3	BD-1; CCM-2; SFM-1; SFM-3
8005	Armenia	IFAD	Sustainable Land Management for Increased Productivity	4.31	3.94	23.00	LD-1; LD-4	
8021	Zambia	AfDB	Zambia Lake Tanganyika Basin Sustainable Development Project	8.03	2.49	26.56	LD-1; LD-2	CCM-2; BD-4; SFM-2
8031	Uzbekistan	UNDP	Sustainable Natural Resource and Forest Management in Key Mountainous Areas Important for Globally Significant Biodiversity	6.80	2.67	24.00	LD-3	BD-1; SFM-1; SFM-2
9037	Kyrgyz Republic	World Bank	Sustainable Forest and Land Management Project	4.50	1.17	15.00	LD-3	CCM-2; SFM-1
9050	Chad	AfDB	Building Resilience For Food Security and Nutrition in Chad's Rural Communities	5.84	1.78	17.60	LD-1; LD-3	BD-4; SFM-2
9051	Regional	AfDB	Moringa Agro-forestry Fund for Africa (non-grant)	13.08	12.00	50.80	LD-1; LD-2; LD-3	
9055	Ecuador	UNDP	Sustainable Development of the Ecuadorian Amazon: Integrated Management of Multiple Use Landscapes and High Value Conservation Forests	13.58	1.36	49.34	LD-3	BD-4; SFM-1

GEF ID	Country	Agency	Project title	Total GEF Grant	LDFA Amount	Co-finance	LDFA Objectives	Other Focal Area Objectives
9070	Regional ¹⁷	IFAD/UNEP, FAO, UNDP, World Bank, CI, UNIDO	Fostering Sustainability and Resilience for Food Security in Sub-Saharan Africa - An Integrated Approach (IAP-PROGRAM)	115.93	75.17	805.36	LD-1; LD-3; LD-4	BD-3; BD-4; CCM-2
9071	Global ¹⁸	World Bank/UNDP, UNEP, IUCN, WWF-US, ADB	Global Partnership on Wildlife Conservation and Crime Prevention for Sustainable Development (PROGRAM)	98.51	12.72	513.14	LD-1; LD-2; LD-3	BD-1; BD-1; BD-1; BD-2; BD-3; BD-4; CCM-2; SFM-1; SFM-2; SFM-3
9086	Indonesia	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Indonesia	3.90	0.89	6.42	LD-2	BD-4; CCM-1
9088	Costa Rica	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Costa Rica	2.54	0.59	3.16	LD-3	BD-4; CCM-2; LD-3
9093	Sri Lanka	UNDP	Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Sri Lanka	2.73	0.45	3.00	LD-1	BD-4; CCM-2
9094	Regional ¹⁹	FAO	Integrated Natural Resources Management in Drought-prone and Salt-affected Agricultural Production Systems in Central Asia and Turkey (CACILM2)	11.97	7.47	38.61	LD-1; LD-1; LD-3; LD-4	CCM-2
Total				340.48	130.19	1,775.99		

¹⁷ Burkina Faso, Burundi, Ethiopia, Ghana, Kenya, Malawi, Niger, Nigeria, Senegal, Swaziland, Tanzania, Uganda

¹⁸ Botswana, Congo, Cameroon, Ethiopia, Gabon, Indonesia, India, Mozambique, Tanzania, Zambia, Congo

¹⁹ Kyrgyz Republic, Kazakhstan, Tajikistan, Turkmenistan, Turkey, Uzbekistan

Annex 3. Projects with Activities in Production Landscapes Approved under LDCF and SCCF in FY2012 and FY2013

LDCF

All amounts in \$ million

Agency	Country	Region	Project Type	Project Title	Total LDCF amount	Co-Financing	Trust Fund	Date of approval
5376	Chad	AFR	FSP	Enhancing the resilience of the agricultural ecosystems (Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad) - PARSAT	8.00	24.50	LDCF	18-Sep-13
5394	Zambia	AFR	FSP	Climate Resilient Livestock Management Project	7.00	20.83	LDCF	23-Oct-13
5414	Kiribati	Asia	FSP	Enhancing national food security in the context of global climate change	5.00	7.14	LDCF	3-Jul-13
5419	Cambodia	Asia	FSP	Strengthening the resilience of Cambodian rural livelihoods and sub-national government system to climate risks and variability	5.17	15.86	LDCF	24-Oct-13
5432	Angola	AFR	FSP	Integrating Climate Resilience into Agricultural and Agropastoral Production Systems through Soil Fertility Management in Key Productive and Vulnerable Areas Using the Farmers Field School Approach	7.47	25.33	LDCF	30-Jul-14
5433	Mozambique	AFR	FSP	Strengthening Capacities of Agricultural Producers to Cope with Climate Change for Increased Food Security through the Farmers Field School Approach	10.07	30.00	LDCF	23-Oct-13

5435	Zambia	AFR	FSP	Promoting Climate Resilient Community-based Regeneration of Indigenous Forests in Zambia's Central Province	4.36	23.70	LDCF	25-Nov-13
5462	Lao PDR	Asia	FSP	Strengthening Agro-climatic Monitoring and Information Systems to Improve Adaptation to Climate Change and Food Security in Lao PDR	6.16	16.78	LDCF	7-Jan-14
5489	Lao PDR	Asia	FSP	Climate Adaptation in Wetlands Areas (CAWA)	5.33	16.91	LDCF	7-Jan-14
5503	Senegal	AFR	FSP	Mainstreaming Ecosystem-based Approaches to Climate-resilient Rural Livelihoods in Vulnerable Rural Areas through the Farmer Field School Methodology	6.99	20.90	LDCF	27-Feb-14
5566	Senegal	AFR	FSP	Strengthening land & ecosystem management under conditions of climate change in the Niayes and Casamance regions - Republic of Senegal	4.65	43.70	LDCF	14-Jan-14
5567	Myanmar	Asia	FSP	Adapting Community Forestry landscapes and associated community livelihoods to a changing climate, in particular an increase in the frequency and intensity of extreme weather events	5.57	19.21	LDCF	5-Dec-13
5580	Mauritania	AFR	FSP	Development of an improved and innovative delivery system for climate resilient livelihoods in Mauritania	5.58	11.90	LDCF	24-Feb-14
5592	Somalia	AFR	FSP	Enhancing Climate Resilience of the Vulnerable Communities and Ecosystems in Somalia	8.98	64.82	LDCF	7-Jan-14

5603	Uganda	AFR	FSP	Reducing Vulnerability of Banana Producing Communities to Climate Change Through Banana Value Added Activities - Enhancing Food Security And Employment Generation	3.18	7.74	LDCF	30-Jan-14
5632	Madagascar	AFR	FSP	Enhancing the adaptation capacities and resilience to climate change in rural communities in Analamanga, Atsinanana, Androy, Anosy, and Atsimo Andrefana	6.60	34.30	LDCF	10-Feb-14
5651	Sudan	AFR	FSP	Livestock and Rangeland Resilience Program	9.42	32.35	LDCF	26-Mar-14
5664	Afghanistan	Asia	FSP	Building Resilience of Communities Living Around the Northern Pistachio Belt (NPB) and Eastern Forest Complex (EFC) of Afghanistan through an EbA approach	7.67	7.00	LDCF	24-Mar-14
5694	Comoros	AFR	FSP	Building Climate Resilience through Rehabilitated Watersheds, Forests and Adaptive Livelihoods	5.74	12.63	LDCF	30-Jul-14
5695	Tanzania	AFR	FSP	Ecosystem-Based Adaptation for Rural Resilience	8.40	21.55	LDCF	17-Oct-14
5703	Sudan	AFR	FSP	Enhancing the resilience of communities living in climate change vulnerable areas of Sudan using Ecosystem Based approaches to Adaptation (EbA)	4.80	11.10	LDCF	31-Jul-14
5710	Regional	AFR	Program	Rural livelihoods' adaptation to climate change in the Horn of Africa -Phase II (RLACC II)	18.43	30.00	LDCF	14-Nov-14
5782	Gambia	AFR	FSP	Adapting Agriculture to Climate Change in the Gambia	7.05	21.79	LDCF	30-Jul-14

6923	Eritrea	AFR	FSP	Mainstreaming climate risk considerations in food security and IWRM in Tsilima Plain	10.01	27.50	LDCF	7-Jan-15
Total					171.64	547.51		

SCCF

All amounts in \$ million

Agency	Country	Region	Project Type	Project Title	Total SCCF amount	Co-Financing	Trust Fund	Date of approval
5685	Morocco	AFR	FSP	Increasing Productivity and Adaptive Capacities in Mountain Areas of Morocco (IPAC-MAM)	7.20	28.00	SCCF	21-Mar-14
6927	Egypt	AFR	FSP	Integrated Management and Innovation in Rural Settlements	8.62	39.95	SCCF	30-Oct-14
6945	Costa Rica	LAC	FSP	Strengthening Capacities of Rural Aqueduct Associations' (ASADAS) to Address Climate Change Risks in Water Stressed Communities of Northern Costa Rica	5.64	26.85	SCCF	30-Oct-14
6960	Turkmenistan	ECA	FSP	Supporting Climate Resilient Livelihoods in Agricultural Communities in Drought-prone Areas	3.50	20.00	SCCF	30-Oct-14
Total					24.96	114.80		

Annex 4. Projects Approved under the Adaptation Fund in FY2014 and FY2015

All amounts in \$ million

Country	Project Title	Grant	Implementing Agency	Approval Date
Guatemala	Climate change resilient productive landscapes and socio-economic networks advanced in Guatemala	5.42	UNDP	14-Sep-2013
Rwanda	Reducing Vulnerability to Climate Change in North West Rwanda through Community Based Adaptation	9.97	Ministry of Natural Resources	01-Nov-2013
Uzbekistan	Developing climate resilience of farming communities in the drought prone parts of Uzbekistan	5.41	UNDP	20-Feb-2014
Seychelles	Ecosystem Based Adaptation to Climate Change in Seychelles	6.46	UNDP	20-Feb-2014
Myanmar	Addressing Climate Change Risks on Water and Food Security in the Dry Zone of Myanmar	7.91	UNDP	27-Feb-2014
South Africa	Building Resilience in the Greater uMngeni Catchment	7.45	SANBI	10-Oct-2014
Kenya	Integrated Programme To Build Resilience To Climate Change & Adaptive Capacity Of Vulnerable Communities In Kenya	9.99	NEMA	10-Oct-2014
Costa Rica	Reducing the vulnerability by focusing on critical sectors (agriculture, water resources, and coastlines) in order to reduce the negative impacts of climate change and improve the resilience of these sectors	9.97	Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible	10-Oct-2014
India	Enhancing Adaptive Capacity and Increasing Resilience of Small and Marginal Farmers in Purulia and Bankura Districts of West Bengal	2.51	NABARD	10-Oct-2014
Ghana	Increased resilience to climate change in Northern Ghana through the management of water resources and diversification of livelihoods	8.29	UNDP	05-Mar-2015
Mali	Programme Support for Climate Change Adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbuktu	8.53	UNDP	25-Mar-2015
Jordan	Increasing the resilience of poor and vulnerable communities to climate change impacts in Jordan through Implementing Innovative projects in water and agriculture in support of adaptation to climate change	9.23	MOPIC	10-Apr-2015
Morocco	Climate changes adaptation project in oasis zones – PACC-ZO	9.97	ADA	10-Apr-2015
	Total	101.11		

Annex 5. Description of Approved Programs and Projects

LDFA Approved Projects in FY2014 (Final Year of GEF-5)

5208 Palau (UNEP): R2R Advancing Sustainable Resources Management to Improve Livelihoods and Protect Biodiversity in Palau

Palau's lowland forests are considered one of the most intact in the Pacific and home to over 1,353 species of plants of which at least 135 are endemic. Priority environmental problems identified in Palau are impacts from climate change, habitat loss and degradation including ridge to reef impacts from erosion and non-point source pollution, invasive alien species, over harvesting of forest and marine resources, and illegal harvesting of native and threatened species. This project is designed to effectively conserve and sustainably use biodiversity and maintain ecosystem goods and services in Palau by building institutional capacity to integrate the Palau Protected Area Network with the SLM initiative, and foster a ridge-to-reef approach across and within these initiatives.

The project will develop three key elements: improving Palau's Protected Area Network; developing SLM; and developing national coordination to ensure that issues are addressed in a complementary fashion. The project will improve livelihoods and protect biodiversity primarily through the design and initial implementation and testing of an approach to resource management and conservation, resulting in four new protected areas adding at least 95,000 ha of marine and 6,300 ha of terrestrial to the existing PAN of 11,000 ha marine and 2,100 ha terrestrial. The project will also develop at least 8 SLM plans for the country's 16 states and will result in one-third of all native forest totaling 8,100 ha under SFM. The project is expected to develop GHG benefits in excess of 141,000 tCO₂e per year.

5324 Brazil (FAO): Reversing Desertification Process in Susceptible Areas of Brazil: Sustainable Agroforestry Practices and Biodiversity Conservation

The deforestation rates in the Brazilian Cerrado and Caatinga are 0.69%/year and 0.28%/year respectively. Each year about 200,000 ha of forests are lost in Caatinga, and about 1.4 million ha from the Cerrado. Drivers include unsustainable extraction of fuelwood for domestic purposes, unsustainable farming practices being adopted by both smallholder farmers and commercial agriculture. Although the Cerrado was previously considered not suitable for large scale agriculture, with improved agricultural techniques, the Cerrado has been transformed into an area of intense and large-scale agricultural operations particularly soy. Cattle-raising is another major industry Cerrado contributing 70% of the beef cattle production in the country.

The project will promote integrated natural resources management (INRM) systems in production landscapes within both small and large scale farming enterprises, develop small and large scale SFM experimental areas in Caatinga and Cerrado where enhanced management will be supported and restore 10 forest corridors between protected areas. With improved SFM and INRM practices, pressure on forests and forest resources will be drastically reduced and degradation processes reversed, covering over 20,300 ha, creating more than 81,300 ha as sustainably managed biodiversity corridors connecting protected areas. Reduced degradation and increase in forest cover

will result in reduced carbon emissions and enhanced carbon storage estimated at 11.5 million tCO₂e.

5353 Armenia (UNDP): Mainstreaming Sustainable Land and Forest Management in Dry Mountain Landscapes

The project is designed to engineer a paradigm shift from unsustainable to sustainable forest management in NE Armenia. The target area contains 65% of Armenia's forest resources and provides essential ecosystem services including water provision (for urban use and food production), land slide control and carbon storage and sequestration. The forests also provide critical habitats for wildlife and hosts globally important biodiversity. Notwithstanding this significance, the area's forests suffer from accelerating degradation, which is undermining ecosystem functions and derivative services. This degradation is largely attributed to the ongoing and historic deforestation and overexploitation of forest resources.

The project will promote an integrated approach towards fostering sustainable forest management seeking to balance environmental management with development needs by setting up a multi-sector planning platform to balance competing environmental, social and economic objectives in district development plans and associated investments. The project will demonstrate sustainable forest management practices, test new management measures, and involve local communities in SFM to directly address drivers of forest degradation. It will contribute to reductions in emissions estimated at 668,000 tCO₂-eq in High Conservation Value Forests over a ten year period and 180,000 tCO₂-eq sequestered through 3,000 ha reforestation.

5397 Vanuatu (FAO): R2R Integrated Sustainable Land and Coastal Management

The project aims to contribute towards the CCM-5 objective of reducing emissions from land use, land use change and forestry. The project will improve the current land use practices in efforts to address the major forest degradation driver, large-scale cattle farming. Silo-pastoral measures including retention of trees, planting of fodder crops and improved grass. Fuel wood collection also contributes to forest degradation in the country. The project addresses this threat directly by replacing wood-fired facilities with solar driers. The project attempts to tie various aspects of natural resource planning and rural development together. It will pilot carbon monitoring, reporting and verification in select areas, allowing for replication of such methods and setting up of a national level system. Emissions of 1,405,440 tCO₂e is expected to be reduced through the proposed project.

5406 Gambia (FAO): Community-Based Sustainable Dryland Forest Management

Due to the geography of the watershed of the Gambia River, forest degradation is one of the major environmental problems. From a socio-economic perspective, a significant part of rural population depends on forests and forest products for their daily income, fuelwood, construction material, and traditional medicines. Loss of forests resources has a serious impact on the well-being of these communities.

Due to the position of the country, the presence of various agro-ecological zones (Sahelian, Sudanian, Sudano-Sahelian, and Guinean), and a pronounced dry season from October to May, the dryland forests of Gambia also represent a key asset against land degradation and desertification. The project aims to protect and sustainably manage 14,700 ha of dryland forests and help more than 2,000 households to reduce firewood pressure on forests. Support will be materialized by

management agreements, management plans, and training, notably provided to the Community Forestry Committees. SLM and SFM techniques will be tested and implemented.

5410 Venezuela (FAO): Sustainable Forest Lands Management and Conservation under an Eco-social Approach

Venezuela as a high forest cover country has maintained 54% of its territory covered with forest and has followed a relatively low rate of deforestation. However expansion of agriculture and livestock is a key driver for the replacement of forest with other land uses and commercial forest exploitation in the absence of sound data and planning has resulted in significant forest degradation. Government policy has acknowledged the potential of forests to contribute to rural development through expansion of production, however without incorporating biodiversity and climate change issues as well as ensuring best management practices for SFM are implemented further forest degrade and loss is predicted

The project will promote a strategy for natural resources in which forest activities take into account the short and long term context of ecological, economic and social interactions. The project will strengthen the national forest inventory system with improved products on biodiversity, forest carbon and land degradation over an area of 4.4 million ha; two forest management units covering 274,511 ha will have SFM plans developed with biodiversity and carbon issues addressed; participatory agreements prepared for SFM implementation with local communities covering over 166,634 ha including the roll out of a new national system of certification of forest management linked to government performance payments. The project will also restore over 3000 ha of degraded forests and is estimated to enhance carbon stocks in excess of 200,000 tCO₂e.

5458 Peru (IADB): Conservation, Management and Restoration of Fragile Lomas Ecosystems

This project will work to protect a threatened and rare ecosystem, the lomas, of Peru. Found scattered among the deserts on the coast these ecosystems are home to many endemic species, including some that are limited to a single site. There are many endemic plant species from important plant families and stopping points for migratory birds. Importantly, this project will include the protection of a currently unprotected Alliance for Zero Extinction site (AZE), the small group of sites considered the most important in preventing extinctions. This ecosystem with its low vegetation is especially vulnerable to degradation from overuse by grazing and tourism. In addition, unsustainable urban development and mining threaten these sites. This project will work with the local governments to develop a series of protected areas for these sites along with land management plans that incorporate the protection of these sites. There are existing local efforts to protect and reforest these areas, which this project will build upon and formalize.

5463 Tanzania (UNDP): Securing Watershed Services Through SLM in the Ruvu and Zigi Catchments Eastern Arc Region

In the highly diverse watersheds of the Eastern Arc Mountains, the Ruvu and Sigi sub-catchments, there is severe land degradation issues outside protected areas largely driven by expansion of human settlements, expansion of commercial and subsistence agriculture, inappropriate agriculture practices, and over-harvesting of forest resources. The decreases in natural forests, bushlands and woodlands are well documented, notably in the East Usambaras. The two Ruvu and Sigi rivers are also critical for supplying water to the most important cities in the country. Tanzania has two main barriers that hinder the achievement of the long-term vision to secure watershed services: the

absence of a collaborative framework for effective participation of stakeholders in controlling land degradation and upscaling SLM in the two watersheds; and the lack of demonstrated experiences in Integrated Nature Resource management at the landscape level. The project will focus on supporting the collaborative framework to effectively coordinate the integration of SLM into the planning and monitoring of land management in the Ruvu and Zigi watersheds, and on reducing the effects of land degradation on ecosystem services through SLM. It will lead to the adoption of SLM practices on more than 200,000 ha, including securing ecosystem services, reduction of soil erosion, siltation and pollution in water bodies.

5479 India (World Bank): Integrated SLEM Approaches for Reducing Land Degradation and Desertification

The project is tackling two important key issues related to SLM: scaling up and sustainability of SLM activities at local level. The project is based on an analysis of previous SLM projects and addresses the root causes and the drivers of this non sustainable situation. The project will scale up integrated SLM approaches for reducing Land degradation and desertification in Karnataka and Maharashtra through: implementation of SLM best practices on 50,000 ha; crop diversification on 25,000 ha; 100 community awareness workshops; nationwide SLEM outcomes monitoring in line with UNCCD impact indicators; support of 500 local SLM champions; and documentation and dissemination of best practices through a 'Community of Practice' initiative. This project has a clear focus on replication and upscaling of best practices in SLM that have been developed, tested and have had demonstrated success in a long-term partnership of GEF with India under the SLEM program. Earlier innovative approaches will now be mainstreamed in to wider application.

5481 Morocco (FAO): Conservation of Biodiversity and Mitigation of Land Degradation through Adaptive Management of Agricultural Heritage Systems

The oases ecosystems are globally important assets in the North Africa region. They are unique because of their biological and cultural importance, including the crucial role they play in underpinning the livelihoods of desert communities. Morocco is one of the countries that gives utmost priority to management of oases ecosystems with a view to preserving the cultural and biological heritage. Hence a number of important baseline initiatives are being implemented by the Government.

Despite commitment from the Government, institutional, policy, and market barriers make it difficult for oases communities to maintain practices that are sustainable. Furthermore, efforts toward addressing these barriers across the country are fragmented and uncoordinated. This project is designed to foster a holistic and integrated approach toward management of oases ecosystems, building on existing baseline investments by the Government and partners. It will focus on creating enabling environment for the community management of oases ecosystems, promoting SLM practices in targeted oases, mainstreaming biodiversity in the production systems, and synthesizing lessons to facilitate scaling-up nationally.

5487 Regional²⁰ (AfDB): Integrated Development for Increased Rural Climate Resilience in the Niger Basin

The Niger River is the economic mainstay for the nine riparian countries in the Basin. The Basin has tremendous potential for development and infrastructure, including hydropower, irrigation, navigation, fish farming, and the potential to create large number of new jobs. However, the infrastructure and development potential remains significantly under-tapped, which limits economic growth and the improvement of livelihoods in the Basin. About 70% of the 100 million people in the Basin live in rural areas where food security and social well-being are largely dependent on unreliable rainfall and highly-variable river flow patterns. The Basin's population and economy is highly impacted by extreme climate and rainfall variability, both of which may be exacerbated by climate change. The project will mitigate threats to the stability of the Basin's ecosystems and new infrastructure, rehabilitate degraded lands, and promote the conservation and sustainable exploitation of the Basin's biodiversity and combat deforestation in selected areas.

The project will focus on increasing water security and climate resilience at regional level; building resilience to climate change at sub-basin and watershed level in the Niger Basin; capacity building at regional, national, sub-basin and community level; climate change adaptation investments in the Republic of Chad; and reforestation investments for climate change mitigation benefits in Burkina Faso. The project is expected to reduce approximately 1.5 million additional tons of CO₂-e.

5510 Papua New Guinea (UNDP): R2R Strengthening the Management Effectiveness of the National System of Protected Areas

New Guinea is one of the world's Megadiverse regions, containing an estimated 7% of the world's biodiversity in less than 1% of the land area. The island of New Guinea as a whole (combining mainland PNG and Indonesia's West Papua region) contains the largest contiguous area of forest remaining in the Asia-Pacific region and constitutes the third largest tropical rainforest in the world. PNG has more than 18,894 described plant species, 719 birds, 271 mammals, 227 reptiles, 266 amphibians and 341 freshwater fish species. Endemism probably exceeds 30% for PNG and is well over 70% for Papuasia. The forests perform a number of crucial ecological functions, which include regulation of water catchments and enhancement of water quality; global, regional and microclimate stabilization; soil and nutrient retention which is particularly important for the extensive cultivated gardens; insect and rodent control; crop pollination; and the maintenance of fish stocks. Riverine systems and estuaries also perform important functions, e.g. in wetlands management, transport of nutrients for offshore sea-grass beds and reefs and stabilization of coastal systems. This rich biodiversity is threatened due to forest conversion and degradation from logging, mining, expanding industrial agriculture and a rapidly expanding largely rural human population with expanding needs for cash crops and subsistence gardens.

This project is designed to support this country commitment, by strengthening links between the central government's policy and institutional systems and 'bottom up' conservation initiatives that are being established by community landowners and conservation partners in key biodiversity areas throughout the country. The project will help the planned Conservation and Environment Protection Authority (CEPA) put in place a system for supporting and overseeing conservation areas—

²⁰ Burkina Faso, Benin, Cote d'Ivoire, Cameroon, Guinea, Mali, Niger, Nigeria, Chad

improving governance of the PA system while simultaneously strengthening PA management in areas with high biodiversity values. The project will focus on management capabilities of the PNG state to oversee protected area management and strengthening the capacity of the state and local communities to cooperatively manage PA sites. The immediate GEBs are the conservation of more than 331,000 ha of critical landscape, and the maintenance of important populations of restricted-range flagship species including birds of paradise and four species of tree kangaroo.

5514 Mauritius (UNDP): Mainstreaming Biodiversity into the Management of the Coastal Zone in the Republic of Mauritius

Biodiversity and ecosystem services are being lost in coastal and marine landscapes in the Republic of Mauritius due to unplanned infrastructure developments that reduce and degrade natural habitats, and cause land degradation, undermining ecosystem functionality and resilience, especially in sensitive lagoon areas. This project will address the threats to biodiversity in Coastal Wetlands, Shore and Offshore ESAs within six the target landscapes (five in Mauritius Main Island and one in Rodrigues). It will support the incorporation of environmentally sensitive areas (ESA) recommendations into policies and enforceable regulations pertaining to Coastal Zone Management (CZM) and support the effective management of marine protected areas (MPAs). It will also support measures to arrest land degradation in sensitive locations; reducing coastal erosion and sedimentation and help restore ecosystem functions in key wetland areas.

As a result of the project, biodiversity within coral reefs, sea-grass beds, mangroves, inter-tidal mud-flats, sand beaches and dunes, and coastal freshwater marshlands will be better protected and managed sustainably. It will lead in reduction in the threats to biodiversity and ecosystem function across target landscapes with a total area of 150,000 ha., containing 27,000 ha of ESAs; reduction in pressures to Coastal Wetlands, Shore and Offshore ESAs Systems; tourism sector funding channeled to biodiversity increase; threats to biodiversity in the offshore environment are mitigated and fish stocks protected in at least 8,000 ha of seascapes through the improved management of MPAs and no-take zones, erosion and soil loss are reduced in 200 ha in erosion prone watersheds, and ecosystem services restored in 15.4 ha in freshwater wetlands.

5517 Micronesia (UNDP): R2R Implementing an Integrated Ridge to Reef Approach to Enhance Ecosystem Services, to Conserve Globally Important Biodiversity and to Sustain Local Livelihoods in the FSM

The Federal State of Micronesia is part of two Global 200 WWF Ecoregions and forms part of the Polynesia/Micronesia Hotspot and is one of the most endangered terrestrial ecosystems globally. The project will focus on High islands which host an important diversity of marine ecosystems. Four of the world's seven sea turtles, 4,000 species of fish, and 800 species of hard corals are present on the high islands. Intense population growth, destructive fishing practices, and agriculture development have placed increasing pressure on natural resources of these islands. To tackle these drivers, this project will support the on-going initiatives, in developing integrated ecosystem management through "ridge to reef" approach. The project will support the full operationalization of at least twenty existing and new protected areas, covering a total of 16,000ha. Secondly, the project will strengthen the existing integrated land use plan including through the valuation of goods and services of natural systems as well as different SLM practices.

5522 Libya (FAO): Sustainable Land Management and Conservation of Oases Ecosystems in Libya

The Government of Libya is proposing to address threats to long-term viability of its oases production systems through promotion conservation agriculture. This form of agricultural practice optimizes the use of land, water, and biodiversity in crop production as a means of safeguarding important ecosystem services. In a dryland country such as Libya, conservation agriculture also presents an opportunity for farmers to combat land degradation and mitigate biophysical risks, particularly related to drought and water scarcity.

The proposed project builds on four decades of effort by the Government to boost agricultural productivity, and emphasizes the need to address ecological sustainability of oases ecosystems at scale through achieving sustainability of the primary land and resource uses through conservation agriculture, including livestock management; and pro-active conservation across the landscape to prevent further habitat degradation and the loss of oases ecosystem services through activities that enhance the sustainability of existing biodiversity and other resources (water, soil, etc.). Sustainability will be assured through the adoption by government and farmers of land use practices and systems that produce GEBs while increasing income or lead to livelihood stability.

5531 Haiti (UNEP): Ecosystem Approach to Haiti Cote Sud

The South-western coast of Haiti is exposed to extreme weather events and natural risks. These include hurricanes, cyclones, floods, droughts, landslides, earthquakes and tsunamis. The ability to plan, manage, adapt to and respond to these risks is very low and each year results in destruction of livelihoods, assets, illnesses and even deaths. These impacts affect fisheries and agriculture, the two main sources of livelihoods in the area, leading to severe negative impacts on food security and a general increase in poverty. Storms, hurricanes and floods are having major impacts, undermining economic growth and recovery efforts and causing widespread damage. The project aims at increasing resilience to climate change risks and decreasing disaster risk using an ecosystem management approach targeting protected areas and fragile ecosystems in the Southwestern Peninsula of Haiti.

The project will establish effective climate resilient management of Ile Vache National Park and Port Salut Protected Landscape, and improve forest and land use climate resilient practices in five protected areas which will result in an estimated reduction of 408,226 CO₂ tons/year. It will promote disaster risk reduction through an ecosystem management approach in the broader Southwest Peninsula landscape. At least 150km of coastlines will be rehabilitated and made resilient providing local communities with healthy coastal ecosystems.

5536 Turkmenistan (UNDP): Energy Efficiency and Renewable Energy for Sustainable Water Management in Turkmenistan

The Turkmen agriculture is highly dependent on irrigation and water pumping. The numerous pumping stations account for more than 250 MW of installed power capacity, and diesel oil is used to run off-grid water pumping stations and small-size farming irrigation systems. Due to its size, huge inefficiencies of the infrastructure design, and bad maintenance, irrigation is the second largest power-consuming sector in Turkmenistan (31% of total power consumption). Irrigation and water supply are responsible for 27% of all CO₂ emissions. Agriculture is also responsible for a large share of the N₂O and CH₄ emissions of the country. Most of the 33.9 million ha of Turkmen

agricultural land is composed of desert pasture, an important portion being severely degraded (4.5%) or moderately degraded (45%). Bush forest areas are grazed and cut for fuel, leading to a loss in of desert range production, reduction in biodiversity, wind erosion of the denuded lands, and an increase in unfixed sands around roads, settlements and irrigated areas. The privatization of livestock has resulted in a huge increase in livestock numbers and land close to water points or agricultural areas are overgrazed.

This project will reduce GHG emissions from energy use in Turkmenistan water sector by introducing renewable energy, and energy efficiency practices and technologies; and prevent the degradation of arable land and pastures and reducing agricultural GHG emissions by supporting the adoption of low-GHG and SLM technologies and practices in the agricultural and water supply sector. It will focus on improving technological and knowledge base about modern energy efficiency (EE) and renewable energy (RE) technologies and their application in water management sector; implementing pilot modernization of selected irrigation schemes with introduction of EE and RE technologies, improved EE for the entire irrigation network, along with measures reducing N₂O emissions through better fertilization management; demonstrating low-carbon technologies to address water-related root causes of pasture and land degradation in pilot sites and of technologies and practices to reduce non-CO₂ agricultural emissions; technical assistance to local communities for sustainable water/energy/land use plans; and support of a National Sustainable Energy and Water Management Program. It will contribute to GHG emissions savings estimated at 70,000 t CO₂ eq. over the 20 years lifetime of the improved irrigation and water management systems.

5541 Global (UNEP): Global Support Programme: Increasing the Quantity and Improving the Quality of Information for the Review of Implementation of the UNCCD Implementation

GEF Financing for Enabling Activities under the UNCCD is an important milestone in funding the Convention implementation. In GEF-5, it is the first time ever the financing is being provided to eligible Parties under this Convention to support Parties in implementing specific activities that help them fulfill obligations under the Convention. Parties at CRIC 9 identified two immediate priorities for Enabling Activities financing: alignment of national action programs (NAPs) with the Strategy, and reporting process.

The main objective of this project is to increase the quantity and improve quality of information that is being generated in the above mentioned context and to make it better available for the implementation of the Convention. Major outcomes are: improved capacities of UNCCD reporting entities for indicator-based reporting on Convention implementation using the new reporting guidelines and templates; and an operational technical assistance framework to directly support and facilitate the work at country level. The main output include: training workshops on reporting; a national and regional backstopping systems (inter alia provided through national consultants) in place to provide affected country parties (ACPs) with external technical assistance on progress and performance indicators reporting; and a capacity Development Market Place available to Convention Parties.

547 Congo DR (FAO): Community-Based Miombo Forest Management in South East Katanga

The overall deforestation rates for DRC remains relatively low but not for the semi-arid to sub-humid miombo woodlands of Katanga Province. Deforestation and forest degradation are especially severe around urban centers where the demand for charcoal and firewood is increasing. The greatest

single barrier to sustainable miombo forest management is that there are no tested and proven miombo forest management system for the production of charcoal and fuelwood. The target areas also have agricultural extensification as an additional driver of forest degradation and loss.

This project aims to promote sustainable management and restoration of miombo forest ecosystems in order to contribute to climate change mitigation and improve community livelihoods through the development of community-based forest management systems. It will address reducing pressures on forest resources and generate sustainable flows of forest ecosystem services; strengthen the enabling environment to reduce GHG emissions from deforestation and forest degradation and enhance carbon sinks from land use, land-use change and forestry (LULUCF) activities; promote conservation and enhancement of carbon stocks through sustainable management of land use, land-use change and forestry; and generate sustainable flows of forest ecosystem services in arid, semi-arid and sub-humid zones, including sustaining livelihoods of forest-dependent people. It will focus on community-based forest management, strengthening of legal frameworks, and knowledge management. The project will restore and manage Miombo forests with ensuring that focus is on community engagement and community based measures.

5550 Tuvalu (UNDP): R2R Implementing a Ridge to Reef Approach to Protect Biodiversity and Ecosystem Functions

Tuvalu has four uplifted coral islands and five atolls with many small coral islands reaching a maximum elevation of 5m, scattered over 900,000 km² of ocean. The total area of 27km² is small, although some atoll lagoons are very large (Funati lagoon e.g. is 25km x 18 km). The total population is around 10,500, with very high population density in some areas such as Vaiaku, the largest island on Funafuti lagoon (>1,610 persons/km²). Coral reef fisheries constitute a major natural resource, along with offshore pelagic fishes (tuna). Tuvalu is an LDC with a small and highly vulnerable economy strongly exposed to external economic and environmental influences. This project will target some of these threats, seeking to reduce vulnerability and protect biodiversity and ecosystem functions in Tuvalu.

The project implements a ridge-to-reef approach that integrates terrestrial and marine biodiversity with water and land management, jointly implemented by government and local communities. It will support the strengthening and development of a network of Locally Managed Marine Areas (LMMAs) to effectively protect about 15% of its coastline by the end of the project in 2018. It will seek to harmonize LMMA principles within Tuvalu's Policy and Legislation, develop Action Plans and implement selected priorities of these Plans in the nine islands (nature conservation with local communities, rehabilitation of damaged island and coastal areas, including degrade coral reefs).

5551 Kiribati (FAO): R2R Resilient Islands, Resilient Communities

The project is a part of the larger Ridge to Reef (R2R) Program in the Pacific Island Countries. Kiribati is an atoll nation with 33 islands spread over 3.5 million square kilometers of the Pacific Ocean and home to over 100,000 Kiribati people. The country is recognized as one of the most vulnerable to climate change and, while GDP per capita is near the lowest in the Pacific island Forum Group, the coastal and marine biodiversity plays a critical role in the life of Kiribati people.

The project aims to strengthen the national network of protected areas; promote SLM and integrated landscape management; and manage knowledge for the dissemination of best practices. The project

will give an opportunity to integrate multiple sectors into a cohesive planning and management system. It will sustain a national network of protected areas in a country where few protected areas have been established and will also enable the Government of Kiribati to test a range of approaches to rehabilitate, manage, and protect mangroves. The project will protect 7,400ha of land and 10 percent of marine areas of Gilbert and Line islands. New land use planning tools will be tested in pilot sites.

5578 Tonga (FAO): R2R Integrated Land and Agro-ecosystem Management Systems

This is a child project of the Ridge to Reef program designed to strengthen the resilience of communities by enhancing land tenure systems, improve forest management, and pilot an integrated agro-ecosystem approach to rehabilitate degraded landscapes on Tonga Islands. Multiple environmental benefits will be obtained from the integrated agro-ecosystem management approach, including reduced destruction of agro-biodiversity that provide valuable sources of food and ecosystem services and habitat, particularly in coastal areas already vulnerable to saltwater inundation and erosion; the establishment of organic fertilizer as an alternative to the use of harmful pesticides to improve soil quality and fertility; an increase in rainwater harvesting capacity to reduce the communities' vulnerability to drought for adaptation to climate change and climate variability; and the regeneration of forest landscapes previously degraded by foraging pigs and land clearing as a conservation programme for preserving native biodiversity. Carbon benefits are also expected from reforestation and recovery of degraded land (mainly mangroves), as well as from preventing deforestation mainly through the activities targeted at enhancing the system of land administration.

5677 Sri Lanka (FAO): Rehabilitation of Degraded Agricultural Lands in Kandy, Badulla and Nuwara Eliya Districts in the Central Highlands (CH)

Nearly one third of land in Sri Lanka is currently subject to soil erosion and soil fertility degradation. The major driver is population growth with rapidly increasing demands for land for agricultural purposes and other uses. Demands from various users such as agriculture, industry, transport, and settlements have added pressure on the land and resulted in land degradation. Even a higher percentage of land, about 50%, is already classified as degraded.

The project would reverse and arrest degradation of agricultural land in Kandy, Nuwara Elia, and Badulle Districts located in the Central Highlands targeting a total area of approximately 580,000 ha through strengthening the capacity of national and local stakeholders to plan and implement SLM measures in the Central Highlands resulting in the generation of significant GEBs in terms of improved provision of agro-ecosystem services and reduced vulnerability to climate change. The project will intervene by strengthening the enabling framework for SLM; implementation of land restoration techniques on 10,000 ha; develop and implement innovative funding systems to promote SLM; and knowledge management, awareness raising, and dissemination of best practices.

5691 Tanzania (UNEP): Sustainable Land Management of Lake Nyasa Catchment

Land degradation is a major problem in the Lake Nyasa's catchment area due to inappropriate agriculture practices (sloping land, shifting cultivation, burning and wildfires, mining, and deforestation). More than 95% of the population depends on agriculture as a main source of income and food security. Most of them are small scale farmers who cannot afford to buy agricultural

inputs such as fertilizers, seeds and agrochemicals. In order to increase yields, they adopt extensive agriculture, open new fields in the natural landscape and the forests.

The lake is threatened by siltation from land degradation in the surrounding catchment caused by local communities. Environmental degradation has increased soil erosion rates, increased nutrient loading, and reduced water quality, production and abundance of fishes. In addition, population growth coupled with poverty and unsustainable agriculture practices, including overgrazing, have increased pressure on land. The project will focus on targeting the root causes of land degradation by promoting an integrated catchment area approach and proposing livelihoods alternative options. The project will support planning and investments at catchment, sub-catchment levels, and community levels. The transformation on the ground will take place because SLM practices will be adopted by the communities (agroforestry, conservation agriculture techniques as minimum tillage, mixed cropping, crop rotations, mulching, field level catchment protection activities, etc.).

5698 Global (UNEP): Sustainable Land Management and Climate Change Mitigation Co-benefits SLM CCMC

The SLM has high potential to reduce GHG emissions, by reducing emissions from biomass burning, biomass decomposition and the breakdown of soil organic matter (SOM), and also to sequester carbon (C) through practices that increase biomass production and promote the build-up of SOM. One of the barriers to the assessment of global carbon benefits resulting from SLM is access to and application of suitable quantification tools and well documented and harmonized datasets on SLM practices. The GEF has maintained a long-term interest in estimating the carbon benefits of the SLM activities it supports in order to understand the global carbon benefits that might be achieved by such activities. Such estimation would allow the GEF to surmise the global C impact of these activities and report this to the relevant conventions (UNFCCC, UNCCD etc.). This interest led to investment in the development of a suite of tools to measure, monitor and report on the impact of land management projects on carbon stock changes and GHG emissions, through the GEF's Carbon Benefits Project (CBP). The tools include a Simple Assessment and a Detailed Assessment which is online tools based on the IPCC method. In line with the recommendations from the GEF Scientific and Technical Advisory Panel (STAP), this project will focus on the enhancement of existing tools, training and outreach on existing tools, and comparative analysis of tools.

5699 Kazakhstan (UNDP): Supporting Sustainable Land Management in Steppe and Semi-arid Zones through Integrated Territorial Planning and Agro-environmental Incentives

Despite large agricultural subsidies, the government baseline programs mainly target conventional agricultural practices that focus on increased short-term output without taking ecosystem constraints into account. Subsidies thus fail to improve ecosystem services delivery and may even provide perverse incentives for land degradation. The project aims at facilitating a transformative shift from unsustainable to integrated SLM in steppe, semi-arid and arid zones in Kazakhstan through supporting SLM planning and agro-environmental incentives for land users. It will address improved land use planning and management and tackle changes in existing policies and legislation to change the current agricultural subsidy system into an agro-ecological incentive system that is conducive to SLM. The project would directly create GEBs on 750,000 ha of land (introduction of SLM practices, improved vegetation cover).

5700 Mongolia (UNDP): SLM Offset in Western Mongolia

Land degradation is the most serious environmental problem in Mongolia. Decreasing carrying capacity and productivity of land resources directly impacts the nation's productivity and efforts for equitable and sustainable development. Moreover, land degradation most directly and severely hits the rural population. More than 75% of Mongolia's pasturelands now suffer from degradation. Increasing mining development in all its forms, industrial and artisanal, formal and illegal, is one of the drivers of land degradation that poses multiple threats to land resources, ecosystems and wildlife, as well as human health and well-being.

The project is designed to reduce negative impacts of mining on rangelands in the western mountain and steppe region by incorporating mitigation hierarchy and offset for land degradation into the landscape level planning and management. The project will create the necessary framework and conditions for SLM offset mechanisms to be operationalized and implemented. This will include development of a clear SLM mitigation hierarchy, and detailed procedures and guidelines for SLM and biodiversity set aside mechanism, and associated institutional mechanisms for compliance monitoring and enforcement. The project support will not be limited to facilitating offset programme implementation by mining companies. A six-step for setting up offset programmes will be followed by the implementation support. GEBs to be created are to improve vegetative cover and carbon sequestration on an area of 100,000 ha which is directly targeted by the project. Indirectly, it is envisaged that the predominantly pastoral livestock herding landscapes of the five western aimags (Uvs, Bayan Olgii, Khovd, Zakhan and Gobi-Altai), with total area size of 41,525,399 ha will be impacted in the long term.

5718 Uganda (UNDP): Integrated Landscape Management for Improved Livelihoods and Ecosystem Resilience in Mount Elgon

With its 4,000 km², Mount Elgon is the largest volcanic base in the world and a biodiversity important area. It is located on the Uganda-Kenya border. Uganda's mountain regions have been noted to be particularly vulnerable to climate change impacts due to the people's dependence on the services provided by the ecosystems and their lack of capacity to adapt to the climate changes. The Mt Elgon region has especially been singled out as needing protection as it is an important biodiversity area and a water tower for both Uganda and Kenya. It serves as a catchment area for the drainage systems of the three lakes: Victoria, Turkana and Kyoga. However, its landscape is already experiencing adverse effects of climate changes like erratic rains, drought, famine, floods and landslides. Forest cover has dramatically reduced from 90% in 1960 to virtually 0 below 2,000m elevation in 2010. Natural forests are still a key economic resource and 31% of the population obtains income from selling firewood. However, the declining availability of fuel wood has driven 38% of the rural population to use on-farm fuel wood resources. The main driver of land degradation is insecure land tenure. The main causes of GHG emission are agriculture and LULUCF, with savannah and agricultural waste burning, clearing and on-site burning, as well as grassland conversion.

The project is designed to address ecosystem resilience and land degradation problems by promoting an integrated landscape approach to improve land management as well as livelihoods for communities around Mount Elgon. The project will support local governments and communities to introduce a range of innovative and economically viable land use options that reverse the rate of land degradation on the mountain slopes in a critical disaster-prone landscape and contribute to the

mitigation of climate change. The project will invest in agroforestry, shade coffee production, conservation agriculture, including reforestation and sustainable use of forest resources, to reduce land degradation on 28,800 ha and improve forest cover on 5,000 ha, resulting in enhancement of carbon stocks by at least 88,887 tCO₂ e/y or 266,662 tCO₂e in three years.

5724 Global (FAO): Participatory Assessment of Land Degradation and Sustainable Land Management in Grassland and Pastoral Systems

Rangelands cover some 25 percent of the global land area and include the drylands of Africa (66 percent of the total continent area), the Arabian Peninsula, the steppes of Central Asia and the Highlands of Latin America. In the Sahel, pastoralism accounts for 70-90 percent of cattle rearing and 30 to 40 percent of sheep and goat rearing. In the Sahel and West Africa, transhumant pastoralism supplies an estimated 65 percent of beef, 40 percent of mutton and goat meat, and 70 percent of milk. Managing these systems sustainably is therefore a global priority from both the environment and development perspective.

The contribution that rangelands make to ecosystem services is important (regulating services for water, climate regulation due to carbon sequestration, pollination, etc.). Assigning them an economic value and gathering systemic data in rangelands should become a global priority. The need is crucial to empower pastoralists and institutions to apply holistic approaches to management of their rangelands that will generate knowledge on multiple ecosystem benefits and livelihood opportunities in the context of a changing climate. The project will improve decision making process affecting pastoral, grassland, and agrosylvo-pastoral stakeholders to reverse land degradation (LD) in a context of multiple environmental and socio-economic benefits (enhancement of food security, resilience to climate change, conservation of biodiversity, and livelihoods). The project is based on coupling bottom-up and top-down approaches focusing on the two main identified drivers: lack of comprehensive process to transfer LD and SLM information to appropriate policies and legal instruments to sustainably manage grassland areas, and lack of agreed indicators on assessing the multiple ecosystem benefits in grasslands and pastoral areas.

5736 Global²¹ (UNDP): GEF SGP Fifth Operational Phase - Implementing the Program Using STAR Resources III

This project covers STAR funding contributions committed by eleven countries to the GEF Small Grants Programme (GEF SGP) in addition to the core grant allocations and/or STAR allocations they have received, but not exceeding the total STAR funding ceiling that a GEF SGP country programme can receive. The additional STAR funding will be critical for these GEF SGP country programmes both programmatically and strategically. These country programs have operated with grant resources lower than their absorptive capacity. The additional STAR funding endorsed will support the implementation of national priority programmes at the community level and significantly enhance the scope and potential impact of SGP in these countries.

The GEF SGP seeks impact-level results contributing to GEBs through innovation, demonstration and piloting that will be up-scaled by other partners and actors. The objectives and expected outcomes of the GEF SGP for the 5th Operational Phase (OP5) build directly on the GEF's strategic

²¹ Armenia, Burundi, Cameroon, Ghana, Kyrgyz Republic, Mongolia, Maldives, Thailand, Ukraine, Vietnam, Congo DR

priorities for GEF-5. Facing environmental degradation and depletion of natural resources, communities are finding ways of doing things differently to achieve both environmental protection and sustainable livelihoods. GEF SGP believes that local communities have an intimate knowledge about their living environment and socio-economic needs, and should be empowered to find solutions and make decisions on local environmental governance whilst addressing global environmental issues.

5745 Nigeria (UNDP): Sustainable Fuelwood Management in Nigeria

Deforestation is the largest source of GHG emissions in Nigeria; it is responsible for 40% of national CO₂ emissions. Unsustainable and constantly growing consumption of fuelwood by Nigerian households is one of the main causes of deforestation. Fuelwood use has grown from 50 million m³/year in 1990 up to 70 million m³/year, largely due to population growth, but also due to the absence of affordable energy alternatives. The proposed project focuses on Cross River State (CRS), in southeast Nigeria where more than 50% of the remaining Tropical High Forest in the country is found. From 2000 to 2008 the CRS area showed steady loss of forest cover at a rate of 2.2% yearly. The loss has been mainly attributed to agricultural expansion; and unsustainable wood extraction for timber and fuel wood. A number of other initiatives are addressing the issue of agricultural expansion and illegal logging. Since 2008, a moratorium has been put in place on logging in CRS.

The proposed project will promote improved cook stoves and complement it with measures to promote sustainable forest management by local communities. It coordinates closely with UNREDD initiative to tackle the fuelwood demand issue, which is not covered within UNREDD program but is vital for sustainable forest management. Through the project interventions 50,000 ha of forestlands will be under improved community-based forest management. It will contribute to reduction in land degradation; and direct GHG emission reduction from use of efficient cook stoves estimated at 20,000 tCO₂/year or 500,000 tCO₂ over 25 years. Additional climate mitigation is expected from sequestration of CO₂ in forest systems.

5746 Mali (UNEP): Scaling up and Replicating Successful Sustainable Land Management (SLM) and Agroforestry Practices in the Koulikoro Region of Mali

The Koulikoro region of Mali is facing multiple environmental problems caused by human activities (shifting agriculture, bushfires, unsustainable agriculture practices, forest destruction, etc.) and other natural phenomena. The degradation of ecosystem services (desertification, water shortage, lack of wood, lack of biodiversity) constitutes serious threats to socioeconomic activities and reduces climate change adaptation capacity.

The proposed project aims to scale up SLM through good management of agricultural landscape and securing livelihoods of local communities in the context of climate change. The project will contribute to the global effort of mitigating the effects of land degradation and biodiversity loss through restoration of degraded lands with proven technologies including agroforestry, micro-dose practices, and protection of forest ecosystems. Better grazing management will also be promoted to improve animal nutrition and reduce animal pressure. The project will also contribute to the conservation of the biodiversity of the Baoule Biosphere reserve. It will focus on promoting good SLM agricultural and pastoral practices; promoting local alternative livelihoods; and supporting the local level capacity building.

5750 Global (UNEP): Mainstreaming Sustainable Management of Tea Production Landscapes

As an important land use in numerous developing countries, tea production systems can be both a contributor to land degradation and a segment of the rural economy that is particularly susceptible to land degradation. Tea is produced both on large plantations, employing thousands of workers, and also by millions of smallholders, for whom it often provides the only source of cash income. In both large- and small-scale production systems, inappropriate practices in planting, growing and processing tea can cause land degradation and depletion of natural resources. On the other hand, well-managed tea production landscapes can help arrest or even reverse land degradation, while providing a range of economic and ecological benefits for local communities, downstream beneficiaries, and the global commons.

This project seeks to reduce land degradation associated with tea production in Asia by supporting farmers and catalyzing industry and government leaders to mainstream SLM and integrated natural resource management (INRM) practices. At least 30,000 smallholders in the most important tea producing countries of Asia: India, China, Vietnam and Sri Lanka - will make improvements in tea production to reverse land degradation on at least 60,000 ha in key degraded landscapes through an incentive based approach to SLM that addresses major technical and financial barriers.

5752 Benin (UNDP): Promotion of Sustainable Biomass-based Electricity Generation in Benin

The objective of the project is to pioneer an integrated energy and ecosystems-based approach to grid-based biomass electricity generation. The project is expected to reduce GHG emissions by substituting sustainable biomass-based electricity to fossil-fuel based electricity, and support the rehabilitation of carbon stocks in Benin forest. In order to meet the domestic demand in Benin, the National Electricity Company (SBEE) now operates costly thermal power plants, which consume annually about 120,000 tons of imported fuel oil. All petroleum products are imported. The share of renewable energy in the energy balance is less than 5%. Benin has a huge potential of renewable biomass (700MW), especially from agriculture residues. Past attempts at developing biomass-based electricity have failed. The private sector did not want to invest in the sector because of badly designed power purchase agreements (PPAs); and high perceived risks associated.

The project is designed to pioneer an integrated energy and ecosystems-based approach to grid-based biomass electricity generation. The project is expected to reduce GHG emissions by substituting sustainable biomass-based electricity to fossil-fuel based electricity, and support the rehabilitation of carbon stocks in Benin forest. It will focus on the establishment of policy, institutional, legal and regulatory framework for biomass energy generation; setting up catalytic financial incentives promoting investment in biomass energy generation; facilitation and establishment of the first biomass plant in Benin; and land use and sustainable forestry management and implementation. The expected direct GHG emissions savings are estimated at 293,740 t CO₂e over a 20-year period. This translates to a cost per ton of reduced CO₂e of \$6.7/t CO₂e.

5754 Regional²² (IADB): IDB-GEF Climate-Smart Agriculture Fund for Latin America and the Caribbean (PROGRAM)

One of the barriers to greater private sector participation in sustainable and climate smart agriculture practices are the perception of risk and the long payback periods for investments. The program will address this barrier by identifying opportunities and developing detailed economic and financial ecosystem services appraisals and market studies. This project will address financial barriers by providing debt with long tenors, guarantees, and low collateral requirements. It will support targeted investments in small and medium sized enterprises to foster climate smart agriculture.

An indicative pipeline of potential investments has been developed in Paraguay, Bolivia, Chile, Brazil, and Honduras. Examples of investments include: reforestation of degraded pasture land; loans to small holders for agricultural services and water resiliency; sustainable aquaculture certification; productive use of degraded lands; certification of sustainable coffee production. Benefits estimates include 3 million tCO₂e sequestered, 300,000 ha certified improved land use; and 16,500 ha with climate resilient technologies/practices.

5755 Bolivia (UNDP): Sustainable Management of Forest Ecosystems in Amazonia by Indigenous and Local Communities to Generate Multiple Environmental and Social Benefits

The Amazon region of northern Bolivia is a known biodiversity hotspot. Within the region Original Indigenous Peasant Territories (TIOCs) have historically been conserved and sustainably managed by indigenous people through sustainable use of non-timber forest products (especially Brazil nut) and subsistence forest use. However, the sustainability of these activities is currently under threat of conversion to other land uses as viability of traditional land-use is threatened as a result of poor management practice, illegal logging and fire.

The region is experiencing rapid change including incorporation of the region with the rest of the country as a result of the development of communications and highways; devolution of political decisions through local participation in the municipalization processes and increased organizational capacity among local and indigenous actors; and changes in land tenure patterns with the recognition of the rights of local agro-extractive and indigenous communities. The project therefore offers the opportunity to support sustainable active management by indigenous peoples which provides economic and social benefits that reinforce motivations to maintain the forest and avoid conversion. The project includes 4 ITOC located in Pando and Beni Departments which have high biodiversity, and are home to indigenous people from a number of different ethnic groups (Esse-Ejja-Tacana-Cavineno, Tacana-Cavineno, Cavineno and Chacobo-Pacahuara). These have been prioritized because they i) form a contiguous block; ii) are actively managed for Brazil nut extraction; iii) are subject to imminent threats and iv) are formally titled to indigenous communities. The project will ensure the long-term conservation status of globally important forest habitats in the project area, covering at least 350,000ha, by strengthening of community-based governance and the generation of sustained economic benefits by the forests from the sale of NTFPs. The SLM practices (e.g. diversified cocoa plantations and silvopastoral systems) will be applied over an area

²² Latin America and Caribbean

of 125,000ha of non-forest land in the landscapes. The project is estimated to address deforestation of 2,887ha, equivalent to the avoidance of an estimated 248,325tC.

5757 Bahamas (UNEP): Implementing Land, Water and Ecosystem Management

The Government of Bahamas is seeking GEF incremental financing to pursue an integrated approach for management of land, water and biodiversity on its largest island, the Grand Bahama. The island has a historical legacy of environmental degradation due to slash-and-burn agricultural practices, which has now evolved into a form of commercial intensification that is not sustainable. For example, open trench wells are used for irrigation and fertilizers are indiscriminately applied. In addition to the growing threat from poor agricultural land use, the island is faced with competing land uses due to physical development, particularly touristic and commercial in nature. This has further increased the risk of soil erosion, deforestation, and deteriorating water quality, for both the marine environment and freshwater resources. Addressing environmental threats has been hampered by weak policy, regulatory and institutional environments.

This project will address these barriers through development and implementation of integrated, innovative technical solutions for the maintenance of ecosystem health; strengthening of national environmental monitoring and evaluation systems; strengthening of the enabling environment in support of policy, legislative and institutional reforms and increase of capacity for sustainable natural resource management; and enhancing knowledge exchange, best practices, replication and stakeholder involvement in natural resource management. The global environment benefit will accrue from SLM covering an estimated 20,000 ha, including the potential to secure fragile coral reefs from land-based erosion.

5764 Indonesia (IFAD): Sustainable Management of Peatland Ecosystems in Indonesia (2014-2018)

The conversion of forests to agriculture is a common phenomenon in most peatland ecosystems in Indonesia. Indonesia's peatland forests which in the 1980s constituted approximately 50% of worlds' total tropical peatlands decreased from 25 million ha to 15 million ha by 2011. Much of the remaining peatlands continues to be affected by logging and drainage. The expansion of plantations for oil palm and pulp and paper and the associated drainage has been an important cause of deforestation, biodiversity loss, and peatland subsidence. Peatlands in Indonesia store an estimated 80 billion tons of carbon, equivalent to approximately 5% of all global soil carbon, and an estimated 2 billion tons of CO₂ is released per annum from peatland degradation (equivalent to 5.6% of global fossil fuels emissions). Peatland fires in Indonesia are an annual problem which affects the entire region.

The proposed project has been developed to support Indonesia with the implementation of the ASEAN Programme for Sustainable Management of Peatland Ecosystems (2014-2020) as well as related national Strategies and plans. The overall goal of the project is to conserve and significantly reduce GHG emissions from peatlands while at the same time meet the livelihood needs of adjacent communities. The project is expected to reduce CO₂ emissions from peatlands by 10 to 57 million tons.

5767 Philippines (UNDP): Implementation of SLM Practices to Address Land Degradation and Mitigate Effects of Drought

Almost half of the arable land in the Philippines has been moderately to severely eroded. The current and historic causes of land degradation are deforestation, expansion of urban settlements, improper soil management and inappropriate crop management. The project is designed to act as a catalyst for the widespread uptake of SLM practices in the Philippines to arrest the accelerating land degradation, in particular soil erosion, and mitigate the effects of the reoccurring droughts that the country is experiencing.

The project will set in place a national enabling environment to promote integrated landscape management where development needs will be balanced with the environmental services provided by land. This will be achieved through integrating SLM into local development plans, strengthening institutional collaboration between national regulatory units, and facilitating informed decision-making on land management. Further, the project will adapt land use practices in agriculture sector - testing new management measures, as needed to reduce environmental stressors in at least one municipality with major land degradation problems in order to showcase the practices for wider replication.

5775 Global²³ (UNEP): Building the Foundation for Forest Landscape Restoration at Scale

This project will engage the Global Partnership on Forest and Landscape Restoration to catalyze ambitious actions on accelerating forest landscape restoration. More than two billion ha of land are degraded, increasingly leading to degraded forest lands. This includes 700 million ha in Africa, 400 million ha in Asia, and 500 million ha in Latin America, which translates into major costs to the global environment due to associated land degradation, biodiversity loss, and GHG emissions. The potential for restoration is hampered by inadequate access to tools for targeting interventions, and enabling conditions to mobilize resources need relative to the scale of degradation.

The Global Partnership on Forest and Landscape Restoration is seeking to address this need in the context of supporting the "Bonn Challenge," which is a commitment made by several countries to bring 150 million ha into the process of restoration by 2020. This will have significant positives impacts for people, land degradation, forests, biodiversity, and climate stability. GEF financing will be used to target five countries (Ethiopia, India, Indonesia, Kenya, and Niger), selected based on factors that include: ecological opportunities for restoration, presence of enabling conditions to allow restoration at scale, political interest from key stakeholders, existing partners, and demographics related to poverty. It will enable further development and application of decision-support tools in new geographies, thereby promoting their utilization and improvement in the context of generating global environment benefits through integrated landscape approaches.

5785 Mexico (FAO): Sustainable Land Management Promotion

With arid and semi-arid lands covering 54% of the national territory, Mexico is one of the countries most vulnerable to land degradation. Land degradation in Mexico affects 85 million ha (47% of national territory) and is mainly due to fertility loss in production systems and soil erosion. Although much has been done to develop policy and institutional frameworks for combating the

²³ Ethiopia, Indonesia, India, Kenya, Niger

problem, actual efforts toward implementation of SLM at local level are limited. There are no comprehensive strategies to support local agricultural production in the most vulnerable areas.

The project seeks to address this problem by targeting barriers at local and territorial level, including the lack of local planning instruments, inadequate knowledge and capacities for implementing good SLM practices, lack of involvement of young generations, fragmentation of interventions by civil society, and lack of differentiated intervention schemes adapted to local contexts. The focus will be on six selected micro-regions representing different agro-ecological zones, social and cultural composition, as well as levels of land degradation. It will address the implementation of best practices of SLM in production landscapes, including creation of reference demonstrative centers; promotion of integrated territory management and SLM strategies, based on participatory planning to rationalize the natural resources, enhance landscape management, and build up governance at local level to reduce or stop land degradation processes; and development of a standardized monitoring system and capacity development program. Through the promotion of integrated practices, local benefits such as watershed protection and resilience to climate change will contribute global environment benefits including avoided GHG emissions, increased carbon sequestration, and biodiversity conservation. An estimated 4,000 ha is targeted for SLM, with considerable potential for scaling-up through a multi-scale institutional and governance framework.

5788 Cote d'Ivoire (UNEP): Assessment of Land Degradation Dynamic in Coffee -Cocoa production and Northern Ivory Coast to promote SLM practices and Carbon Stock Conservation ALDD SLM CSC

Cote d'Ivoire is facing many environmental challenges amplified by the unprecedented socio-political crisis and armed conflict it has experienced over the 2000 to 2011 period. The lack of presence of the authority, surveillance, and resources in conflict zones has increased the degradation of natural resources that form the basis of survival for millions of Ivoirians. Another cause of land degradation is the poor agricultural practices, the lack of alternative and capacity to adopt SLM practices, in a context of population increase. Cocoa production occupies now 40 percent of classified forests.

The government of Cote d'Ivoire is implementing a series of initiatives to improve the whole agriculture sector, especially revitalizing the cocoa-coffee sector, restore forests, clarify land tenure issues, train and educate the young. This project aims to catalyze these efforts, maintaining the functionality of cocoa-coffee production zones in the central and reverse land degradation trend in northern parts of the country through creating an enabling capacity and policy environment through development of community land use plans and facilitating access to good SLM practices. The project will improve agro-ecosystem services in six Regions in the North and the Coffee-Cocoa production zone in the central part of the country, bringing 60% of agricultural land under good SLM.

5789 Botswana (UNDP): Using SLM to Improve the Integrity of the Makgadikgadi Ecosystem and to Secure the Livelihoods of Rangeland Dependent Communities

Botswana is located in the semi-arid interior of Southern Africa, in an ecoregion receiving between 200mm and 650 mm of rainfall per annum, and an inter-annual variability of about 40%. Around 80% of the country is covered with Kalahari sand soils and savannah ecosystems that support both commercial and communal livestock systems, as well as protected areas. The Makgadikgadi

ecosystem lies towards northeast Botswana. Overgrazing is a severe problem in this region. Several root causes have been identified from the lack of integrated land policy and land use planning, lack of legislation on SLM and economic activities in ecologically sensitive areas, unsustainable land use patterns and absence of clarity in property rights (tribal grazing land policy), and lack of awareness and empowerment of local communities.

The project aims to mainstream SLM in rangeland areas of the Makgadikgadi Sub-region productive landscapes to deliver on multiple ecosystems benefits related to both livelihoods and natural resource management. The project will support sustainable land and livestock management in more than 1,900,000 ha to improve range condition and flow of ecosystem services to support livelihoods of local communities and biodiversity in Southern Sua Pan Region and to reduce the negative effects of uncontrolled fires. The best practices will be replicated on similar savannahs affected by land degradation in the neighbouring Tutume sub-district. The project will also support effective resource governance frameworks for SLM and equitable resource access (local level participatory land use plans, fire management strategies, sub-regional forums, decision making support, monitoring system).

5797 Global²⁴ (FAO): Securing Tenure Rights for Forest Landscape Dependent Communities: Linking Science with Policy to Advance Tenure Security, Sustainable Forest Management and People's Livelihoods

Tenure security is widely recognized as a key precondition for sustainable land and forest management. Recent tenure reforms in Africa, Asia and Latin America provide greater legal recognition of customary and local authorities, indigenous territorial rights, and women's rights to forest land and resources. However, implementation of these reforms has been uneven and has led to mixed results, including increasing tenure insecurity.

This global project will help explore the relationships between statutory and customary land tenure and how these relationships affect the tenure security of forest dependent communities, including women and other marginalized groups. Through the use of a global comparative approach and standardized methodologies, this project will analyze differential success or failure of policy and institutional innovations intended to enhance secure tenure rights for forest and trees, and identify strategies that are likely to lead to desired outcomes. More specifically, the project outcomes strive for raising of awareness, capacity building, and more effective ways to achieve multi-actor collaboration and cross-sectoral coordination in the implementation of land tenure reforms in target countries.

5798 Regional²⁵ (FAO): Adaptive Management and Monitoring of the Maghreb's Oases Systems

Oases ecosystems dominate zones of about 30% of the grounds that emerged along the large arid scarf which links Africa to Asia; from the Sahara to Mongolia. They shelter about 150 million people, who are custodians of a rich culture and indigenous knowledge that is responsible for conserving a unique oasis agro-ecosystem based on the date palms, orchards, and annual/perennial recurrent crops.

²⁴ Uganda, Indonesia, Peru (first stage) and DRC, Nepal, and Ecuador (second stage)

²⁵ Algeria, Morocco, Mauritania, Tunisia

Oases are the results of a rigorous management of water and ground resources in a strong alliance with the date palm tree. Oases constitute verified and alive experiments of sustainable development. They reflect the optimization of interactions between cultural references, engineering constraints, economic limits and ecological potentials in a climatic environment pretty hostile. The Maghreb region is arid at 70 percent and oases ecosystems are part of the solutions. However, communities and farmers are facing today amazing challenges due to land degradation, water scarcity, fragile soils, and water and wind erosion. These problems are resulting in a spiral of increasing rural poverty with outward migration to urban areas and abroad. The project is designed to address lack of information on the current status and future development of oasis ecosystems among stakeholders (decision makers, communities, CSO), and lack of capacity and knowledge to support best agro-ecological practices for oasis ecosystem. The project reasoning is based on a series of current initiatives on oases and will propose additional transformational activities at regional/national level to reinforce a coalition of partners and create a relevant monitoring system and at local level to develop the knowledge mechanism of adaptive management best practices, building capacities at the level of oases communities targeting especially the most vulnerable groups.

5802 Senegal (UNEP): Promoting SLM Practices to Restore and Enhance Carbon Stocks through Adoption of Green Rural Habitat Initiatives

A traditional technique of building, "the Nubian Vault" is promoted by a consortium of NGOs that is based on the use of local material (mud). The plan of the government is to promote this technique to create green jobs, reduce deforestation for building materials, improve awareness on climate changes, and include CCM issues in local development plans. Therefore, this project will support mainstreaming SLM in land use planning and promote practices that enhances carbon stock and generate revenue for local communities through increase productivity and green jobs. It will also focus on knowledge management and advocacy to replicate and scale up the approach.

The project aims to promote conservation and enhancement of carbon stocks through sustainable management of Land-Use Change and Forestry while reducing pressure on natural resources from competing land use in wider landscape. The project will achieve multiple global environment benefits: energy efficiency and GHG emissions avoided from the building sector using Nubian Vault technique (472,500 tCO₂), GHG avoided from deforestation (4,844 of CO₂ avoided), carbon stocks restoration by mainstreaming integrated NRM in local planning, reducing tensions on land use and rights with the promotion of local land use plans, and support of SLM practices. Social and economic benefits include an increased number of local communities having access to a decent habitat, the boost of the local economy, reinforcement of capacities, and better incomes.

5811 Regional (UNEP): Closing the Gaps in Great Green Wall Linking sectors and stakeholders for increased synergy and scaling-up

The Great Green Wall Initiative (GGWI) has galvanized action to implement SLM and improve the mandate of the UNCCD in the Sahel. The GGWI has helped to shed a spotlight on recent innovations in SLM in the region and has leveraged a high degree of political will and leadership from member States. At the sometime, the GGWI is also helping to coordinate the implementation of the three main Rio conventions by promoting an integrated landscape approach. The project aims to promote a greater implementation of policies for SLM in the Sahel (Countries from the Great

Green Wall Initiative) through enhanced investment, intersectoral coordination, and engagement of civil society groups, including the marginalized ones. The project is based on adaptive management and learning by strengthening the dialogue among various stakeholders and developing knowledge and awareness of the developmental and environmental benefits of SLM. The project will help to improve the representation of participants by promoting a greater diversity of public institutions and a greater role of Civil Organizations, including the private sector.

The project will build on nascent networks and initiatives in the participating countries and at regional level (as RESAD and RADD0). IUCN will work through its State members to strengthen links between government sectors and to enable UNCCD and GGWI focal points to better understand and follow the status of activities and progress in their countries. IUCN will strengthen links with marginalized groups in networks and dialogue on SLM through existing structures, including the World Initiative for Sustainable Pastoralism and the World Alliance of Mobile Indigenous Peoples. Specific activities will target women as natural resource managers.

5822 Serbia (UNEP): Enhanced Cross-Sectoral Land Management through Land Use Pressure Reduction and Planning

In Serbia, the issue of land management lags behind other environmental subjects as water management and air quality. However, significant efforts were made in the past years to highlight the importance of land degradation as a growing problem and start with the activities for quantifying soil contamination. The project aims at reducing pressures on land as a natural resource from competing land uses in the wider landscape through reversal of land degradation and remediation and development of instruments and mechanisms for integrated land use management and capacity development. It will focus on enhancing the enabling environment for long-term integrated land use management; landscape level management plans and its implementation, and capacity building and awareness raising. Project will contribute to GEBs by strengthening sound practices for land management and reducing pressures to ecosystems.

5823 Bangladesh (UNEP): Establishing National Land Use and Land Degradation Profile toward Mainstreaming SLM Practices in Sector Policies

Land use in Bangladesh is diverse and often conflicting: land is intensively used for agriculture, settlements, forests, shrimp farms, natural fisheries, salt production, industrial and infrastructural developments and tourism. This has resulted in demand for expansion in all land uses (urban area, settlement, shrimp etc.), increasing demands for new uses (tourism, export processing zones and others), conflicting land uses and demands, and encroachment and conversion of land from one use to the other.

This project will address these competing land uses; establishing a knowledge base and an enabling policy and institutional environment for SLM consideration in the country's development agenda. The project will support establishing a land use and land degradation profile, SLM mainstreaming, and SLM monitoring. GEBs are being indirectly created by reducing the vulnerability of agro-ecosystems in the country.

5824 Global²⁶ (UNEP): Sharing Knowledge on the Use of Biochar for Sustainable Land Management

The proposed project seeks to establish a framework to harness the potential of biochar as an option for SLM in countries affected by land degradation due to declining soil fertility. The project specifically builds on ongoing efforts in the involved six countries where biochar is being promoted to address problems of decline in productivity of land and concerns over disposal of organic residues. This country-based engagement will create opportunity for alignment with priorities on SLM in the Asia, Sub-Saharan Africa, and the Latin America and Caribbean regions.

The GEF resources requested will be used to harness a wide range of investments already existing in the countries as part of the baseline on use of biochar in SLM. It will catalyze the collation of the best available knowledge by mobilizing experts and world-leaders in biochar science and engineering, to expand the demonstration of biochar in a range of settings (soil types, climates and agricultural systems), and to disseminate the findings broadly amongst landholders and resource managers. The project will be implemented through a multi-scale platform for stakeholder engagement, building on existing frameworks in each of the countries to involve grassroots communities, civil society groups, and scientific institutions. Co-financing is contributed by institutional partners located in the targeted countries, as well as in the United States and Australia. Hence the south-south and north-south cooperation will establish a strong foundation globally on various aspects of biochar application.

5825 Georgia (UNEP): Applying Landscape and Sustainable Land Management (L-SLM) for Mitigating Land Degradation and Contributing to Poverty Reduction in Rural Areas

Land degradation continues to be a major problem in Georgia. According to data of the Ministry of Agriculture of Georgia, 60% of the agricultural lands are of medium or low productivity. Overgrazing and uncontrolled grazing, poor forest management and loss of forest cover, and unplanned urban expansion are major drivers for land degradation. The problem is aggravated by the lack of efficient land management policies, a weak regulatory framework, limited access to appropriate information and technology, and weak institutional capacities and a lack of cooperation between various stakeholders.

This project will support Georgia to build capacities to mainstream SLM principles and best practices into decision-making structures at all levels. This includes improving the existing regulatory framework, strengthening institutional coordination, national expertise, and generation and dissemination of knowledge to foster informed decision-making at national level and in rural communities. The project will integrate SLM within current national policies; reform the existing institutional structure for SLM decision-making; assist the national and local government in integration of SLM principles and practices within existing and proposed community land use management and watershed plans; and provide for demonstrations of economically viable and replicable sustainable land use management practices in select rural communities.

²⁶ China, Ethiopia, Indonesia, Kenya, Peru, Vietnam

5848 Indonesia (UNDP): Capacity Development for Implementing Rio Conventions through Enhancing Incentive Mechanism for Sustainable Watershed/Land Management

The project addresses some of the bottlenecks that hamper the effective implementation of the Rio Conventions. The National Capacity Self-Assessment (NCSA), which was undertaken in 2005, identified key barriers. Some of these barriers cut across the three Rio Conventions and are related to legislative/regulatory frameworks and economic incentives still remain unaddressed. The NCSA processes also identified priority thematic issues that cut across the Rio Conventions, which are: deforestation; land, coastal and marine degradation; and drought and flood. In particular, the degradation of land and watersheds is accelerating because of growing population, urbanization, unsustainable use of natural capital, changing climate, weak governance, limited transparency in procedures, and lack of inclusive decision making processes, among others. The proposed project builds on key findings of the NCSA, and aims to address capacity issues associated with legislative/regulatory frameworks and economic incentives. The project will also strengthen capacities to monitor and evaluate environmental impacts that cut across the three Rio Conventions. It will use an area based approach, particularly watershed/land management to facilitate the integration of the UNCBD, UNCCD and UNFCCC. Through proposed activities, the capacities of the Government of Indonesia to report on all Rio Conventions will be enhanced.

5898 Global²⁷ (UNEP): Support to 16 GEF Eligible Parties for Alignment of National Action Programs and Reporting Process under UNCCD

This is an enabling activity support project that will have a major role of capacity building to reinforce the institutional framework related to SLM in these participating countries; supporting them to develop participatory approaches involving multiple stakeholders and CSOs, including gender issues, and mainstream as far as possible the SLM agenda in the national development planning system.

LDFA Projects Approved in FY2015 (First Year of GEF-6)

6940 Lao PDR (UNDP): Sustainable Forest and Land Management in the Dry Dipterocarp Forest Ecosystems of Southern Lao PDR

Savannakhet Province, located in the southern part of the country, is the largest province in Lao PDR, covering an area of 21,774 km². The main types of forest are dry dipterocarp, lower and upper mixed deciduous dry evergreen forest and bamboo. Savannakhet also has four National Biodiversity Conservation Areas, a protection forest, as well as a number of provincial protected areas. The two production forests are state-owned and operated with the participation of local villages in collaboration with the provincial government. The forest plays an important and at times essential role in supporting livelihoods. Wildlife and non-timber forest products (NTFPs) are consumed by households as well as sold for extra cash income.

²⁷ Bolivia, Fiji, Micronesia, Cambodia, Kuwait, Libya, Marshall Islands, Papua New Guinea, Palau, Solomon Islands, Suriname, El Salvador, Tonga, Timor Leste, Tuvalu, Zambia

The proposed project is to facilitate a transformative shift towards sustainable land and forest management in the forested landscape of Savannakhet Province to secure the critical wildlife habitats, conserve biodiversity and maintain a continuous flow of multiple ecosystem services including quality water provision, flood prevention, carbon storage and sequestration through enabling policy environment and increased compliance and enforcement capacities for sustainable land and forest management across landscapes including protected areas; Sustainable Forest Management and Protected Area Expansion in five priority Districts of Savannakhet Province; and developing and promoting Incentives and Sustainable Financing for Biodiversity Conservation and Forest Protection. It will contribute to the avoidance of forest degradation on 1 million ha of forest land and increase management effectiveness of PAs on 420,000 ha.

6943 Azerbaijan (UNDP): Conservation and Sustainable Use of Globally Important Agro-biodiversity

Azerbaijan is one of the Vavilov centers of diversity for agriculture. High diversity of soil and climatic conditions of the country supports rich variety of plant genetic resources with more than 4500 higher plants being registered. 237 of which are endemic and threatened. However, close to 90% of cereal crops and vegetable seed material is currently imported, requiring extensive planting systems and larger planting areas. In the past decade, the area covered by cereal crops have increased two fold, and 42% of all agricultural lands are now considered eroded. The productivity, at the same time, fell by 15%. Under proper use and management of local varieties of Caucasian Vavilov Centers demonstrate stable yields, soil control, excellent adaptation to poor soil conditions, and less water and agro-chemical inputs.

The project aims to ensure conservation and sustainable use of threatened local plant genetic resources important to biodiversity, land integrity, and food security of Azerbaijan through conservation of crop wild relatives through the establishment of micro-reserves; investing in capacity building and know-how of small-scale farmers in growing crops and vegetables using local varieties and landraces with intensified soil protecting technologies; and enabling policy environment to ensure that use of local varieties and landraces is embedded as standard agriculture practices at over 70% of arable land by 2025.

6949 Tajikistan (UNDP): Conservation and Sustainable Use of Pamir Alay and Tian Shan Ecosystems for Snow Leopard Protection and Sustainable Community Livelihoods

The proposed project builds on the Global Snow Leopard and Ecosystem Conservation Program (GSLECP), which unites Governments, UN Agencies, NGOs and Researches of the Central Asian snow leopard range in the effort to conserve this species, as postulated by the International Agreement signed in Bishkek in 2013. This national project is the first one of a series of focused efforts on snow leopard (SL) protection in Central Asia. Tajikistan is the center of the SL range; the habitat in the country covers 8,570,000 ha. Before 1980s, Tajikistan had over 1,000 individuals of the species, the current population is estimated to be around 200-300 individuals.

The project builds on a landscape approach; integrating key biodiversity areas (KBAs), buffer zones, corridors and sustainable forest and pasture management in wider landscapes through the improvement of the ecological management effectiveness of KBAs in the snow leopard range in the eastern part of Pamir Alay Mountains and Western and Central Tian Shan. It also deals with integrated land, forest and pasture management in wider productive landscapes, in Turkestan, Zaravshan, and Gissar districts around the KBAs identified, and will develop a National Plan for

Snow Leopard Conservation and also support the engagement of Tajikistan in the international cooperation in SL conservation, monitoring and law enforcement.

6956 Egypt (UNDP): Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Egypt

Since 1992, the Egypt Small Grants Program (SGP) Country Programme has supported more than 260 NGOs and CBOs with over USD 7 million in grants to 300 projects. Over the past two decades, the SGP Egypt Country Program has followed a trajectory of greater and greater strategic focus both geographically and thematically, as articulated in successive Country Program Strategies, guided, reviewed and approved by the National Steering Committee. Building on this record, the proposed project will focus on enabling community organizations in Egypt to take collective action for adaptive landscape management for socio-ecological resilience - through design, implementation and evaluation of grant projects for GEBs and sustainable development. This will be achieved through resilient rural landscapes for sustainable development and global environmental protection; and promoting community-based integrated low-emission urban systems in southern Sinai; Red Sea coast, an area of high biodiversity and significant potential for ecotourism, with threats from habitat conversion and unsustainable use; and Fayoum depression, a region of intensive farming, inefficient use of water, and reliance on non-sustainable energy sources, but with high potential for the use of biomass as a renewable energy source and soil conditioner, improved water resource management and energy efficiency.

6958 Kyrgyz Republic (UNDP): Conservation of Globally Important Biodiversity and Association Land and Forest Resources of Western Tian Shan Forest Mountain Ecosystems and Support to Sustainable Livelihoods

The proposed project builds on the Global Snow Leopard and Ecosystem Conservation Program (GSLECP), which unites Governments, UN Agencies, NGOs and Researches of the Central Asian snow leopard range in the effort to conserve this species, as postulated by the International Agreement signed in Bishkek in 2013. This national project is one of three (Tajikistan, Uzbekistan, Kyrgyzstan) focused efforts on snow leopard (SL) protection in Central Asia.

The project builds on a landscape approach; integrating key biodiversity areas (KBAs), buffer zones, corridors and sustainable forest and pasture management in wider landscapes through the establishment of new National Parks (Alatai 65,705 ha and Kanattuu 36,780 ha) in Western Tian Shan region and improve the ecological management effectiveness of Key Biodiversity Areas (KBA) in the snow leopard range in the Pamir Alay Mountains and Central Tian Shan. It will also integrate land, forest and pasture management in buffer-zones and wider productive landscapes, around the National Parks and KBAs identified, and will develop a National Plan for Snow Leopard Conservation and also support the engagement of Kyrgyzstan in the international cooperation in SL conservation, monitoring and law enforcement.

6965 Indonesia (UNDP): Strengthening Forest Area Planning and Management in Kalimantan

This project is aligned with the Commodities Integrated Approach Program (IAP) and provides direct value added contributions to achievement of the IAP outcomes. To reduce or take deforestation out of commodity agriculture supply chains, production has to come from areas that do not contribute to deforestation, and more efficient land use and location of production is the departing point for the Commodities IAP. This project directly addresses these root causes.

The Government of Indonesia has clearly identified safeguarding of forest biodiversity and ecosystems, and improvement in strategic plantations/commodities siting and management as priorities for meeting its biodiversity conservation and emission reduction goals. In the baseline situation, the insufficient policy framework and capacity for high value conservation (HVC) forest protection and for pursuing green growth in strategic plantations/commodities will mean the main threats from this sector to biodiversity and ecosystem services in Kalimantan will continue to grow, and will lead to further habitat destruction and fragmentation, as well as loss of emission abatement and associated revenue opportunities. The project is aligned with the Commodities Integrated Approach Program, and will focus on forest ecosystem and biodiversity mainstreamed in policies and decision making processes for forest area planning and management, strengthened and expanded implementation of best practices in three target landscapes in Kalimantan (100,000 ha), and creation of incentives to safeguards forests.

6992 Myanmar (UNDP): Ridge to Reef: Integrated Protected Area Land and Seascape Management in Tanintharyi

The country's southern-most Tanintharyi Region is a relatively undeveloped area with high biodiversity and endemism that provides invaluable ecosystem services. Approximately 20% of Myanmar's Key Biodiversity Areas (KBAs) are located in Tanintharyi. The whole Tanintharyi region, as well as a small part of the Mon and Kayin States, fall under the Sundaic Subregion Priority Corridor. The corridor includes the largest areas of lowland wet evergreen forest remaining in the Indo-Myanmar (Indo-Burma) Hotspot. The Priority Corridor also includes a significant portion of coastline, a large number of offshore islands and significant areas of key wetland habitats, including mangrove and intertidal mudflats.

This project will contribute to reversing increasing severe threats from land conversion to oil palm and rubber and infrastructure development. It will focus on integrated land and seascape planning and management in Tanintharyi on at least 2 million ha; strengthening management and threat reduction in the target PAs and buffer zones, and emplacement of the National Biodiversity Survey (NBS) framework.

7993 Belarus (UNDP): Conservation-oriented Management of Forests and Wetlands to Achieve Multiple Benefits

Forests and wetlands of Belarus are home to important biodiversity, among which are populations of European bison, Aquatic warbler, and Greater spotted eagle. The European bison is not only the last and only representative of wild bison in Europe, it is also a national symbol and flagship species in the country. Threats to biodiversity in Belarus are driven by inadequate effectiveness and sustainability of management of forest and wetland ecosystems in and outside protected areas. To reverse these threats, this project will focus on changing wetland and forest management practices by designing mechanisms for financially sustainable forestry and regulated tourism, including the involvement of local communities and private farmers. It will also focus on sustainable management of biodiversity important forests outside protected areas by redesigning forest management plans for 150,000 ha of forests and 260,000 ha of peatlands, and advancing the state of monitoring and demonstration of active habitat management.

8005 Armenia (IFAD): Sustainable Land Management for Increased Productivity

Armenia, with a predominant mountainous landform with arid climate conditions and vulnerable ecosystems, a particular history of droughts and uneven distribution of water resources, and an estimated 80% of land affected by land degradation processes, is among the most sensitive countries in the Europe and Central Asian Region to global environmental changes. Overall, challenges for the sustainable management of agricultural land in Armenia are due to multiple factors, such as its geographic location, anthropogenic, and climate change related issues. One of the main drivers of land degradation are unsustainable farming practices and the deterioration and abandonment of a large part of the Soviet-era irrigation schemes because the on-farm systems were not adapted to smallholder agriculture. In response to these challenges, this project will therefore focus on investments in sustainable farming systems and technologies, soil erosion prevention through ecological restoration measures, and enhancing the enabling environment to improve capacity of key practitioners against land degradation risks.

8021 Zambia (AfDB): Zambia Lake Tanganyika Basin Sustainable Development Project

Zambia is a landlocked developing country whose 14 million people face high levels of poverty and dependence on agriculture and natural resources. The country is particularly vulnerable to environmental degradation and climate variability. The country is also at the heart of the Miombo Ecoregion, listed as a WWF Global 200 Ecoregion due to its high species richness.

The main driver of land and forest degradation and biodiversity loss is primarily by shifting cultivation, deforestation and overfishing. The majority of inhabitants in Northern Province are subsistence farmers using the traditional slash and burn shifting cultivation practice, with very low productivity and chronic insecurity. Until now, efforts have failed to comprehensively address the underlying environmental and socio-economic problems in the Lake Tanganyika's basin in a context of climatic variability, reduced lake productivity, and a wide range of climate related events as flooding, heavy rains, and high temperatures.

An integrated landscape approach is proposed to protect ecosystem services in the area of the Northern Province for the benefit of local communities, mainly farmers and fishermen, and the integrity of the Lake Tanganyika (which 10 million people across four countries rely on the ecosystem services related to water, food, and minerals). It will focus on technical assistance to support integrated natural resources management, sustainable agro and forest ecosystem development to diversify livelihoods, and monitoring and evaluation, outreach, and dissemination of best practices.

8031 Uzbekistan (UNDP): Sustainable Natural Resource and Forest Management in Key Mountainous Areas Important for Globally Significant Biodiversity

The mountainous landscapes of Uzbekistan represent inseparable mosaics of forest, grassland and water ecosystems, that together function and deliver ecosystem services for local communities, unless disturbed. Over the course of the past 15 years, the mountainous landscapes of Uzbekistan have suffered from continued degradation of grasslands and forests. The symbol of Uzbekistan's mountainous areas biodiversity is the Snow Leopard. Given that Uzbekistan is the periphery of the range of Snow Leopard (where it is most vulnerable), it is important to remove threats to Snow Leopard in high altitude grasslands and forests at the landscape level.

The project will focus on Landscape level planning and management decision-making, strengthening key biodiversity areas, and sustainable economic development incentives for

communities to reverse environmental degradation. In this way it is expected to improve management on 1 million ha of the Pamir Alay and Tian Shan landscape.

9037 Kyrgyz Republic (World Bank): Sustainable Forest and Land Management Project

Although forests cover less than 6% of the area of the Kyrgyz Republic they play a vital economic, social and environmental role and are especially important for the livelihoods of rural communities. More than 2 million people live in or near forest and rely on the forests, not only for timber and fuel wood but also for pasture as well as non-timber forest products such as nuts, fruit, mushrooms, and medicinal plants. The forest cover of Kyrgyz Republic, mainly as a result of over harvesting, has been reduced to roughly half the area it covered in the 1930s. Forest degradation and deforestation continue and now increase vulnerability of agro-ecosystems and the local population, aggravated by climate change.

As a response to this problem, a forestry sector reform in the Kyrgyz Republic is underway with some development partners supporting the pilots. This proposed project is designed to provide a framework for intervention and support to this on-going reform to allow for adjustment and adaptive management as the reform progresses.

9050 Chad (AfDB): Building Resilience for Food Security and Nutrition in Chad's Rural Communities

Chad is one of Africa and the world's poorest countries, classified 184th out of 187 in the Human Development Index. Agriculture is accounting for 20% of GDP but employing 80% of the population. Despite its vast arid and semi-arid areas, Chad comprises different ecosystem types and has enormous potential in its natural resources and agricultural potential. The population is typically smallholders engaged in subsistence cultivation and livestock on marginal land, thus depending on farming, herding or gathering woody products. The land on which they depend is characterized by low productivity sand dunes and ouadis (oases), and therefore dry farming activities form the basis of their livelihood. Inappropriate farming practices, overgrazing, deforestation, and the pressures from a changing climate and growing population have caused extensive land degradation.

The proposed integrated solution is an ecosystem approach to enhance the productive capacity of natural resources land, forest, and water in a holistic way and alongside resilience, tackling the cycles and linkages between causes and effects. The project will focus on enhancing agro-sylvo-pastoral productivity in drylands by investing in soil fertility and water conservation with appropriate Sustainable Land and Water Management practices; scaling up an integrated landscape approach for the preservation of land, forests and biodiversity for enhanced resilience and well-being; and knowledge management and monitoring.

9051 Regional (AfDB): Moringa Agro-forestry Fund for Africa (non-grant)

Agriculture is the main driver of macro and micro economies, but also the main force behind loss of ecosystem services and resources degradation with consequences on food security and poverty. Land and forest degradation are driven by the expansion of unsustainable forms of agriculture, logging, and fuel wood. Integrating trees and woody shrubs into more sustainable and cost-effective agriculture practices helps raise yields, lower the need for water and fertilizer, diversify incomes, while reducing emissions of GHGs and allowing adaptation to climate change.

The project aims to scale up investment in agroforestry activities in selected African countries for biodiversity conservation and reduced land/forest degradation. Basically, the project targets the improvement of management of landscapes on 79,000 ha to maintain significant biodiversity and associated ecosystems goods and services. The project also targets more than 200,000 ha of production systems under sustainable land and forest management. The proposed activities will support transformational shift towards a low emission and resilient development path, mitigating 9.5 million of tons of CO₂.

9055 Ecuador (UNDP): Sustainable Development of the Ecuadorian Amazon: Integrated Management of Multiple Use Landscapes and High Value Conservation Forests

The Republic of Ecuador has an extraordinary biological richness that makes it one of the 17 megadiverse countries in the world, hosting 8% of mammal species, 10% of amphibians, 18% of birds and 18% of orchids at a global level, in addition to being the country with the highest biodiversity per square meter in Latin America. Ecuador has undertaken significant institutional changes in recent years, from a new political constitution including the rights of nature to decentralization development and land-use planning. This provides an opportunity to manage the Ecuadorian Amazon (CTEA) through an effective decentralized system that could manage the heterogeneity of a complex system. However at the same time these opportunities pose challenges. National and local government levels must assume new challenges and responsibilities in their planning processes, including promoting coordination and strengthening of an agreed common vision for the governance of the natural resources in the CTEA. Barriers include Weak multilevel governance for management and sustainable production within landscapes, Limitations in access to market, credit and incentives for sustainable production, and Low capacities for sustainable production practices and focus principally at field and plot levels.

This project will address these challenges through support to establish multi-level governance framework for sustainable forest management and SLM in multi-use landscapes, access to markets, credit and incentives for sustainable production of the main products in multiple use and value conservation forests (HCVF) of the CTEA, and Landscape level implementation of sustainable practices in commercial production and livelihoods systems, aligned with the conservation and restoration of HVCF. The project will lead to including conservation of biodiversity, soils, water resources and carbon sequestration) in 1,000,000 ha of HVCF; and provides avoided carbon emissions estimated at 11,601,774 /CO₂eq and mainstream conservation, restoration and sustainable production ensuring integrated management in community and indigenous peoples' 300,000 ha lands in HVCF.

9070 Regional²⁸ (IFAD/UNEP, FAO, UNDP, World Bank, CI, and UNIDO): Fostering Sustainability and Resilience for Food Security in Sub-Saharan Africa - An Integrated Approach (IAP-PROGRAM)

This is one of the three GEF integrated pilot programs (IAPs) focused on Fostering Sustainability and Resilience for Food Security in Sub-Saharan Africa. It is designed as a robust response to the growing pressure to transform African agriculture through intensification with high inputs and high yielding varieties, which is likely to undermine sustainability of the natural capital: land, water, soils, trees, and genetic resources that underpin food and nutrition security. It is intended to

²⁸ Burkina Faso, Burundi, Ethiopia, Ghana, Kenya, Malawi, Niger, Nigeria, Senegal, Swaziland, Tanzania, Uganda

emphasize the need for sustainability and resilience of agro-ecologies by bridging the gap between traditional practices of smallholder farmers and modern farming practices that seek higher yields.

The program's theory of change is based on the assumption that by appropriately integrating management of natural capital and ecosystem services at scale, smallholder farmers who account for more than 70% of agricultural production in Sub-Saharan Africa, can more adequately ensure the sustainability and resilience of production systems for food security. It will focus on creation and/or strengthening of institutional frameworks to promote integrated approaches in smallholder agriculture; scaling-up of interventions for sustainability and resilience; and promoting effective monitoring and assessment of ecosystem services and GEBs through application of innovative tools and practices. Global environment benefits will be contributed through the arrest and reversal of land degradation (up to 10 million ha under integrated management), sequestration of carbon and avoidance of GHG emissions (up to 20 million tons of CO₂ eq), and protection of agro-biodiversity in production landscapes, including indigenous crop varieties and livestock breeds. The actual quantification of these benefits will be determined from the child projects to be developed and implemented under the program.

The IAP-Program works with small-scale farmers to sustainably increase yields thereby increasing food security for millions of poor people, while preventing desertification, improving land health, and sequestering carbon. In the course of implementation, it will benefit millions of poor farmers and in particular women.

9071 Global²⁹ (World Bank/UNDP, UNEP, IUCN, WWF-US, ADB Global): Partnership on Wildlife Conservation and Crime Prevention for Sustainable Development (PROGRAM)

Poaching and Illegal Wildlife Trafficking (IWT) is reaching unprecedented scales and threatening the populations of numerous charismatic species including the African elephant, rhinos, tiger and pangolins. In 2014, over 25,000 elephants were slaughtered for their ivory, and rhinos were poached at a rate of more than 2 a day. Poaching is driven by a rising demand for illegal wildlife products, especially from the rapidly growing economies of Asia and South East Asia. The value of illegal trade has been estimated at between \$5 and \$20 billion per annum, making wildlife crime the fourth most lucrative illegal business after narcotics, humans and armaments. While demand plays a key role in fueling the slaughter of animals at industrial scales, on the ground, poaching is driven by various factors including poverty, lack of enforcement, corruption and political stability.

This program is to stop poaching, trafficking and demand of wildlife and wildlife products illegally traded between Africa and Asia, and to create the necessary conditions for the securing the habitats for these animals to roam freely, and to provide opportunities for the local communities to benefit from wildlife. The program will seek to create the appropriate policy and legal framework, as well as the necessary conditions on the ground for proper enforcement and communities engaged in wildlife activities that generate local and GEBs.

The protection of habitats (including closed canopy forests and savannas) and the livelihoods of the local communities (mainly pastoralism and small scale agriculture), will render additional GEBs including millions of CO₂ mitigated and millions of ha under SLM.

²⁹ Botswana, Congo, Cameroon, Ethiopia, Gabon, Indonesia, India, Mozambique, Tanzania, Zambia, Congo Republic

9086 Indonesia (UNDP): Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Indonesia

Since 1992, the GEF Small Grants Program (SGP) Indonesia Country Program has provided support to grassroots movements in conserving biodiversity, mitigating the impacts of climate change, halting land degradation and reducing pollution of international waters. Over the years, GEF SGP Indonesia has successfully supported a total of 502 projects, for a total disbursement of close to USD 9.0 million that have built its constituents' capacities and generated significant impacts in sustainable environment management, livelihoods, and poverty reduction. The Country Program has grown in line with the dynamics of community-based natural resource governance and environmental protection efforts. Since the early stages of program implementation, GEF SGP Indonesia placed a high priority on establishing direct partnerships with community-based organizations and their supporting non-governmental organizations.

The essential problem to be addressed by this project is the organizational weaknesses of the communities living and working in the affected rural landscapes to act strategically and collectively in building social and ecological resilience. This weakness impedes on the necessary community collective action in forest landscapes in Gorontalo province, as well as coastal seascapes of Sulawesi, including Wakatobi and Banggai archipelagos, and Nusa Penida island (Bali) for adaptive management of resources and ecosystem processes for sustainable development and GEBs. The project will focus on resilient rural landscapes for sustainable development and global environmental protection and community-based integrated low-emission systems. In order to ensure sustainability of community-based landscape and seascape management initiatives, the SGP Indonesia Country Program will actively develop and maintain broad-based relationships/partnerships that promote collaboration.

9088 Costa Rica (UNDP): Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Costa Rica

This project focuses geographically on the Jesus Maria and Barranca river basins of Costa Rica. These basins form a critical part of the Montes de Aguacate Biological Corridor (CBMA), connecting a number of areas of high biological diversity with their vital ecosystem services. During the process of formulating the plan for strategic management of the CBMA, four focal ecosystem components were prioritized. These components represent ecological values (such as biodiversity, water resources, genetic richness, climatic resilience) within the Biological Corridor, are priorities for management and administration within the territory.

For the past 22 years, the GEF Small Grants Program in Costa Rica has strengthened capacities of approximately 500 communities and Civil Society Organizations (CSOs) for local conservation and sustainable use of biodiversity, use of renewable energy resources, energy efficient initiatives and degraded land restoration with special attention to improve sustainable production and livelihoods. The SGP will focus on supporting and coordinating specific level of community-based actions by financing small-scale projects run by local communities within the priority landscapes to achieve landscape-scale impacts. Alternative livelihoods will be supported in the SGP priority areas, through the identification and development of innovative products and services with special attention to the needs of women and youth groups.

9093 Sri Lanka (UNDP): Sixth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Sri Lanka

Sri Lanka is an island with a wide variety of biologically diverse ecosystems ranging from tropical rainforests to coral reefs. It is considered to be the most biodiverse country in Asia per unit area and is part of a global biodiversity hot spot stretching from the Western Ghats of India. However, over the past decades pressure has been mounting on its rich biodiversity from coastal and rainforest habitat conversion and fragmentation due to increasing demand for land for development and unsustainable production practices, competition between invasive exotic species and indigenous species, and extreme weather events leading to prolonged droughts and floods. These pressures are unmitigated in the absence of institutional coordination with regard to environment conservation and a generally low level of understanding and capacities for scientific management.

The proposed project focuses on three key landscapes selected by the SGP National Steering Committee based on global environmental, socioeconomic and other strategic criteria such as past experience and the availability of tested solutions to underlying local sustainable development problems. The project will develop and implement adaptive landscape management strategies that build social, economic and ecological resilience built upon and maintained through the production of global environmental and local sustainable development benefits

9094 Regional³⁰ (FAO): Integrated Natural Resources Management in Drought-prone and Salt-affected Agricultural Production Systems in Central Asia and Turkey (CACILM2)

Land Degradation is a regional issue in Central Asia, requiring joint action. The 5 Central Asian countries Kazakhstan, Kyrgyzstan, Turkmenistan, Uzbekistan, and Tajikistan established already in 2003 a multi-country and multi-donor (including GEF) platform to tackle these issues within the context of implementing the UNCCD through a 10-year multi-country program: "Central Asian Countries Initiative on Land Management" (CACILM). Recognizing the results, lessons learned, and the importance of the integrated approaches and Approaches developed under the program's first phase, the governments of Central Asian countries and Turkey agreed to make commitments to support a second phase of this program, called CACILM-2. It will focus on establishing an efficient multi-country knowledge platform, supporting SLM and climate change advisory with consolidated guidelines, extension, and knowledge products for a wide range of users. It would also support links and collaboration with the global decision support platform on SLM (LADA-WOCAT) and other stakeholders. The project will directly support national activities in the respective countries through dedicated LD and CC STAR allocation, with a focus on climate-smart agriculture, scaling up of best practices, and integration of resilience into policy, legal and institutional frameworks for SLM. GEBs that will include GHG emission reductions amount to 4 million tons of CO₂ equivalents, and SLM practices on at least 340,000 ha in the region.

³⁰ Kyrgyz Republic, Kazakhstan, Tajikistan, Turkmenistan, Turkey, Uzbekistan

Projects with Activities in Production Landscapes Approved under SCCF in FY 2014 and FY 2105

5376 Chad(IFAD): Enhancing the resilience of the agricultural ecosystems (Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad) – PARSAT

In spite of Chad recently becoming an oil producer, it remains among the poorest countries in the world, highly exposed to external shocks, including those caused by climate change. As a result of climate change, combined with inherently fragile soils, land degradation, a largely arid or semi-arid climate, and very limited access to agricultural inputs; Chad's rural populations suffer from frequent drought, floods and locust invasions. Drawing on a robust portfolio of past and present investments in Chad, IFAD is launching an integrated program aiming to sustainably intensify and enhance the resilience of smallholder production systems, and to promote improved access to markets and value chain development in the Sahelian zones of Chad.

The proposed project seeks to strengthen the resilience of smallholder production systems and improve food security in the face of climate change. The project is structured around two principle components, aiming to (i) improve the capacity of farmer organizations to manage small-scale agro-pastoral infrastructure, promote resilient land and water management practices, improve access to productive assets, and improve weather forecasting and agricultural planning; as well as (ii) improve access to markets through resilient rural infrastructure, enhance value addition in agricultural production systems, and scale up cereal banks for improved food security. Through targeted land and water management interventions, the project will enhance the asset base for smallholder farmers; and through a participatory training program it will disseminate innovative and locally appropriate agricultural technologies and practices to 14,500 vulnerable farmers.

5394 Zambia (AFDB): Climate Resilient Livestock Management Project

Zambia has been adversely affected by the impacts of climate change, and it remains highly vulnerable. More intense and more frequent periods of drought and extreme flooding are expected to affect an ever larger share of the population over larger areas of land. The Zambian economy and population continue to rely on agriculture, with 28 per cent of total agricultural output being produced by the livestock sub-sector. Livestock herders are also among the most exposed to the effects of climate change, and the least able to adapt. Building on and enhancing the resilience of AfDB's LISP project, which seeks to improve the infrastructure required for livestock production and marketing in the Northern and Muchinga regions of Zambia, the proposed LDCF grant would support targeted investments in climate-resilient livestock management practices and livelihood diversification.

The proposed project, requesting \$6.80 million from the LDCF, aims to strengthen the adaptive capacity of Zambian livestock farmers to the impacts of climate change. The project is structured around three principle components, seeking to (i) promote climate-resilient livestock investments and enhance the adaptive capacity of livestock breeders; (ii) strengthen the technical capacities of central and local government authorities, and local communities to plan and implement adaptation measures in the livestock sector; and (iii) to gather, store and share data and information of the adaptation measures implemented.

5414 Kiribati (UNDP): Enhancing national food security in the context of global climate change

Kiribati's population relies on remittances, fishing and agriculture for food security. However, agriculture is challenging and limited due to a lack of available land and freshwater and generally poor soil quality. Therefore, Kiribati is highly dependent on coastal zone fisheries for both subsistence and commerce. Climate change is negatively impacting the integrity of coastal zone ecosystems by increasing ocean temperatures, causing stress on coral reefs and fish species. If this situation remains unsustainable, coastal zone fisheries may collapse.

This project will assist Kiribati in the implementation of several key priority interventions identified in its NAPA. In particular, the project is expected to strengthen national capacity, policy and planning to integrate decision making tools for climate-resilience and increase preparedness for extreme events; and to reduce the vulnerability of local communities to the impacts of climate change on food production. Project activities include concrete investments in the establishment of Fisheries Conservation Field Schools. Technical and financial assistance will further be provided to support implementation of improved fisheries production strategies. Most importantly, the project will pursue a holistic approach to conserving coastal fisheries by developing and implementing coastal zone plans and national guidelines for ecosystem-based adaptation.

5419 Cambodia (UNDP: Strengthening the resilience of Cambodian rural livelihoods and sub-national government system to climate risks and variability

Cambodia is one of the poorest nations in South-East Asia. Approximately 70% of Cambodian households derive all or parts of their income from agriculture. The latter is mostly dependent on the monsoon rain and natural flooding, hence making the Cambodia's economy and population very vulnerable to climate change. This is particularly true for landless, land-poor and women-headed households.

The proposed initiative is designed to reduce the vulnerability of rural Cambodians, especially the aforementioned target groups. The project will invest in climate-resilient small-scale water infrastructure in at least 10 districts, particularly targeting rain-fed farming. Climate resilient agricultural practices and livelihood measures will be demonstrated in at least 10 districts and a performance-based adaptation financing mechanism will be established to cover 89 communes. This will facilitate climate-smart development planning and lead to nation-wide impact over time. In the mid to long-term, project activities are expected to: (i) strengthen climate sensitive planning, budgeting and execution; (ii) enhance the resilience of livelihoods of the most vulnerable groups vis-a-vis erratic precipitation; and (iii) further the enabling environment at the sub-national level to attract and manage a larger volume of climate adaptation finance.

5432 Angola (FAO): Integrating Climate Resilience into Agricultural and Agropastoral Production Systems through Soil Fertility Management in Key Productive and Vulnerable Areas Using the Farmers Field School Approach

Climate change has already affected smallholder farmers in Angola through increasing temperatures and decreasing as well as more variable rainfall. These effects, combined with land degradation, limited access to agricultural inputs, insecure land tenure and weak institutional and technical capacities; limit improvements in agricultural productivity and food security in Angola's Central Plateau. The proposed LDCF grant would introduce an integrated approach to climate change

adaptation in the context of smallholder, rain-fed agro-pastoral production landscapes; while mainstreaming adaptation into higher level planning and policy-making processes.

The proposed project aims to strengthen the climate resilience of agro-pastoral production systems in vulnerable areas through mainstreaming climate change adaptation into agricultural and environmental policies, programs and practices; and disseminating climate-resilient land and water resources management for smallholder farmers through farmer field schools. Specifically, the project would (i) strengthen knowledge and understanding of climate change impacts, vulnerability and adaptation among national and subnational authorities; (ii) scale up resilient SLM practices and technologies through farmer field schools; and (iii) mainstream adaptation into agricultural and environmental sector policies and programs.

5433 Mozambique (FAO): Strengthening Capacities of Agricultural Producers to Cope with Climate Change for Increased Food Security through the Farmers Field School Approach

Mozambique's economy continues to grow rapidly, however, the country remains among the poorest in the world, with very high rates of food insecurity and chronic malnutrition among children. Agricultural production remains focused on very small farms, with limited access to agricultural inputs and, as a result, low levels of productivity. Since 1960, Mozambique has experienced more frequent events of heavy rainfall, while dry seasons have grown longer. Although the threats and opportunities presented by climate change vary across the vast and geographically diverse country, smallholder farmers will be the least able to adapt to future changes. The proposed project seeks to address these vulnerabilities across different production systems, building on and strengthening baseline investments in agricultural development and food security.

The proposed project aims to enhance the capacity of Mozambique's agricultural and pastoral sectors to cope with the effects of climate change by scaling up the transfer and adoption of appropriate adaptation technologies through an established network of farmer field schools, and by mainstreaming relevant data and information on climate change risks and adaptation measures into agricultural development policies, plans and programs. The project is structured around three principle components, seeking to (i) incorporate improved, climate-resilient agricultural practices in the framework of the Strategic Plan for the Agricultural Sector (PEDSA) and its investment plan (PNISA); (ii) increase the resilience of at least three different agricultural production systems through the adoption of climate change adaptation strategies and practices, and a broader choice of genetic material; and (iii) enhance the sustained capacity of extension services to promote the dissemination and adoption of adaptation technology.

5435 Zambia (UNDP): Promoting Climate Resilient Community-based Regeneration of Indigenous Forests in Zambia's Central Province

Zambia's indigenous forests are under tremendous pressure from land-use change, the unsustainable use of biomass for energy, and timber extraction. Climate change is emerging as an additional, significant driver of deforestation and forest degradation. At the same time, Zambia's rural poor rely increasingly on forests and the ecosystem services these provide as a source of livelihood and income. Consequently, Zambia's indigenous forests and agroforestry systems present an important entry point for enhancing the resilience of rural communities and landscapes to the effects of climate change. The proposed project focuses on the country's Central Province, where forest loss,

on the one hand, and the risks imposed by climate change on rural livelihoods, on the other hand, are the most severe.

The proposed project seeks to increase the rate of forest regeneration and promote climate-resilient adaptation practices among forest-dependent communities in Zambia's Central Province. The project is structured around three principal components, aiming to (i) pilot community-based, climate-resilient agro-forestry and assisted natural regeneration techniques; (ii) promote integrated, climate-resilient fire management; and (iii) increase the knowledge about and uptake of appropriate supply-side, biomass energy production technologies.

5462 Lao PDR (FAO): Strengthening Agro-climatic Monitoring and Information Systems to Improve Adaptation to Climate Change and Food Security in Lao PDR

The population of Lao PDR, about 76 per cent, relies on agriculture for income and subsistence. The agricultural population is highly vulnerable in the face of the expected impacts of climate change, including more frequent and more severe droughts and floods. Yet Lao PDR lacks the technical and institutional capabilities required to systematically incorporate climate change risks in agricultural policy, planning and investments. The proposed project aims to address these key shortcomings, building on the government's ongoing agricultural development initiatives.

The proposed project aims to enhance the monitoring, analysis, communication and application of agro-meteorological data and information for decision-making in relation to agriculture and food security at the national and provincial levels in Lao PDR; and to improve the monitoring and analysis of agricultural production systems by strengthening the Land Resources Information Management System (LRIMS) and Agro-Ecological Zoning to support climate-resilient agricultural policy and investment. The project is structured around three principle components and five outcomes, seeking to (i) improve facilities for agro-meteorological monitoring, communication and analysis; (ii) strengthen institutional and technical capacities to archive, interpret and share agro-meteorological data; (iii) develop integrated Land Resources Information Management System, Agro-Ecological Zones and Systems at Risk; (iv) develop technical capacities for the sustained operation and use of above resources; and (v) share knowledge for climate-resilient agriculture and food security planning and programming.

5489 Lao PDR (FAO): Climate Adaptation in Wetlands Areas (CAWA)

The rural communities in the target project areas of Xe Champone and Beung Kiat Ngong wetlands are vulnerable to climate change. This vulnerability is compounded by the interdependence of communities' livelihoods with the wetlands, which are also vulnerable to climate change.

The proposed project would lead to (i) an improvement in the understanding of climate change impacts and risks, enhancing capacities of communities, local and central administrations to design, prioritize and implement climate change adaptation and disaster management measures; (ii) efficient and cost-effective measures in place to reduce the impact of climate change and natural disasters on wetlands ecosystems and local livelihoods, such as early warning, disaster risk reduction and early recover measures, adaptive agricultural practices, systems, and infrastructure; and (iii) integration with local and national planning processes. The project is innovative in the country context, as well as likely to be sustainable and scalable.

5503 Senegal (FAO): Mainstreaming Ecosystem-based Approaches to Climate-resilient Rural Livelihoods in Vulnerable Rural Areas through the Farmer Field School Methodology

Climate change threatens to further exacerbate the adverse trends facing agriculture and rural development in Senegal. Low agricultural productivity; owing to poor management practices, the continued erosion of natural assets, and rising competition between farmers and herders; combined with rapid population growth and a chronic lack of investment and incentives for sustainable agricultural development leave the country poorly equipped to respond to rising temperatures and increasingly erratic rainfall. A number of baseline development initiatives are underway to promote agricultural development, food security, and sustainable natural resources management in Senegal. Several of these use farmer field schools as an entry point to reach rural producers and to promote the adoption and replication of sound agricultural and agro-pastoral production systems.

The proposed project, requesting aims to enhance the capacity of Senegal's agro-pastoral sector to develop more climate-resilient production systems and to integrate climate change adaptation strategies into on-going agro-pastoral and agricultural development policies and programs. The project is structured around three principle components, seeking to (i) enhance capacities for systematically gathering climate-related data for enhanced adaptation, and develop adaptation strategies specific to different agro-ecosystems; (ii) enhance the capacities of farmers and agro-pastoralists to adopt climate-resilient practices and technologies through a network of farmer field schools, and enhance crop and beef value chains for improved revenue generation among rural households; and (iii) increase institutional and technical capacities at the national level to develop climate change adaptation policies, strategies and programs, and establish a sustainable financing mechanisms to support the replication of successful adaptation measures at the local level.

5566 Senegal (UNDP): Strengthening land & ecosystem management under conditions of climate change in the Niayes and Casamance regions - Republic of Senegal

Senegal is highly vulnerable to natural hazards; including drought, floods, locust infestations and coastal erosion; many of which are being exacerbated by rising temperatures, changing precipitation regimes and sea-level rise. The regions of Casamance and Niayes are heavily affected by the changing nature, intensity and frequency of natural hazards; particularly the increased incidence of drought and salt water intrusion in the former, and sand encroachment in the latter.

The proposed project aims to strengthen the enabling environment for ecosystem-based adaptation measures in Senegal's Niayes and Casamance regions. The project is structured around three principle components, seeking to (i) establish effective systems for forecasting, preparedness and decision support as it relates to the impacts of climate change on key ecosystem services; (ii) reduce vulnerability through innovative, ecosystem-based adaptation measures in two target areas in Niayes and Casamance; and (iii) enhance the institutional, technical and human capacities of hydro-meteorological services, extension workers, local governments and communities to plan, implement, monitor and share knowledge on ecosystem-based approaches to adaptation.

5567 Myanmar (UNEP): Adapting Community Forestry landscapes and associated community livelihoods to a changing climate, in particular an increase in the frequency and intensity of extreme weather events

The project will support integration of adaptation activities within baseline projects in community forestry and climate monitoring/forecasting by undertaking scientific assessments to gauge potential risks posed by climate change, integrating multi-benefit resilience-building measures in forestry

activities, and helping communities better prepare for climate-related hazards through improved early warning systems coverage. It will also support institutional capacity building through inclusion of adaptation aspects in existing forestry laws. Project consultations have involved NGOs, local communities and community user groups, and local communities will be engaged throughout project design and implementation. Project components will also take indigenous/ traditional knowledge into consideration.

5580 Mauritania (UNEP): Development of an improved and innovative delivery system for climate resilient livelihoods in Mauritania

This project will reduce vulnerability to climate change in Mauritania through ecosystems-based approaches. Agriculture and livestock herding in the Sahelian Acacia Savannah Ecoregion are severely constrained by aridity, with pressures being exacerbated by rapidly growing populations. Threats faced to ecosystems and livelihoods are exacerbated by climatic factors such as wild fires, droughts and flash floods that are expected to grow more severe or frequent with climate change.

This project seeks to address these problems and build resilience of community livelihoods to climate change through ecosystems-based adaptation (EbA) approaches. It will assist in overcoming barriers to EbA, generating lessons that can be applied in specific agro-ecological and socio-economic environments in Mauritania, and build capacity to plan and implement EbA.

5592 Somalia (UNDP): Enhancing Climate Resilience of the Vulnerable Communities and Ecosystems in Somalia

Somalia is emerging from more than two decades of conflict, and it is only beginning to establish a national, legal and institutional framework to promote sustainable development; including the relevant policies and institutional capacities to advance climate change mitigation, adaptation and disaster risk reduction. In the face of more frequent and more intense droughts and floods due to climate change, and given accelerating post-conflict reconstruction and rehabilitation efforts; there is a critical need as well as a time-bound opportunity to promote climate-resilient development strategies, approaches and practices at different levels -- from the federal government to local, agro-pastoral production systems.

The proposed project aims to enhance the resilience and improve the adaptive capacity of vulnerable Somali communities in pilot areas and the ecosystems on which they depend to the adverse effects of climate change. The project is structured around two principal components that seek to (i) strengthen and develop policies, plans and tools to promote the integration of climate change risks and adaptation into environmental governance and natural resources management; and (ii) demonstrate locally appropriate technologies and practices to reduce the vulnerability of rural communities and ecosystems.

5603 Uganda (UNIDO): Reducing Vulnerability of Banana Producing Communities to Climate Change through Banana Value Added Activities - Enhancing Food Security and Employment Generation

Banana is the main staple in Uganda, with per capita consumption the highest in the world. The project will target banana producing districts in Western Uganda where banana is extensively cultivated, mainly by smallholder farmers (in the Bushenyi district in Western Uganda, banana is cultivated on 40% of the total area, predominantly by smallholder farmers). The banana's ability to

produce fruits all year round makes it an important food security crop and cash crop. The bananas are mainly sold fresh and the farmers receive very little from sales, and waste due to an inefficient supply and value chain is significant. Furthermore, scientists predict that CC will decrease availability of other annual staple crops such as maize, rice and wheat, further increasing demand for banana.

In line with the NAPA identified key coping strategies of food preservation, alternative livelihood systems and changes in agriculture practices, the project will develop capacities for communities to engage in livelihood diversification value addition activities such as: vacuum packing and solar drying of fresh bananas; banana juice and wine making. It will provide additional income to build adaptive capacity and resiliency to the effects of climate change, in that the resulting wealth created will enable further CCA coping strategies through: changes in agriculture practice, construction of reservoirs for water harvesting and soil conservation strategies. In addition the project will support: the use of banana waste for biofuel to power the processing facilities as well as domestic use; development of the banana tissue culture industry for the benefit of the communities and promote investment and access to finance to support the cottage industries that this project will develop

5632 Madagascar (UNDP): Enhancing the adaptation capacities and resilience to climate change in rural communities in Analamanga, Atsinanana, Androy, Anosy, and Atsimo Andrefana

Rural communities in Madagascar's southern, central and eastern regions suffer adverse impacts of climatic extremes such as cyclones and droughts, which affect health (especially through impacts on water supply and sanitation) and livelihoods and subsistence (through adverse impacts on agriculture, livestock and fishing).

This LDCF project will help communities in these regions adapt to impacts of climate change in the above-mentioned sectors by providing technical assistance and concrete investments to integrate climate resilience in rural water and sanitation infrastructure and agriculture, as well as advisory support. Additionally, hydromet equipment will be provided to selected project areas to assist with early warning. Key policy frameworks and sector plans will also integrate climate resilience aspects, and a climate resilient agricultural input supply chain will be established. The project is in alignment with Madagascar's NAPA.

5651 Sudan (IFAD): Livestock and Rangeland Resilience Program

With climate change, mean annual temperatures in Sudan could increase by 2.7°C by 2050. The combined effects of rising temperatures and reduced precipitation and water retention will increase the frequency and magnitude of extreme events, while adding to existing pressures on scarce natural resources. The effects of climate change present a severe threat to Sudan's livestock systems, which contribute some 20 per cent of GDP and accounted for 56% of agricultural exports in 2012. The proposed project aims to reduce the vulnerability of rural populations, their livelihoods and productive assets to the adverse effects of climate change in the semi-arid livestock producing areas in the south of Sudan. The project is structured around three principal components that seek to (i) develop 300 community adaptation plans and build local capacities for their implementation; (ii) reduce the vulnerability of nomadic and sedentary pastoral systems and communities through community-based investments in climate-resilient natural resources management; and (iii) put in

place a Drought Monitoring, Preparedness and Early Response System and a National Adaptation Strategy for the Livestock Sector.

The proposed project adopts an innovative and comprehensive approach to reducing the vulnerability of rural populations, their livelihoods and productive assets in the semi-arid livestock producing areas in the south of Sudan. With a view to achieving sustainable outcomes, the project will invest in the capacity and skills of community-based organizations as well as local and state-level officials to develop and implement appropriate adaptation strategies; and it will facilitate policy and regulatory development to promote scaled-up adaptation at the national level. The project is fully integrated within a seven-year baseline investment by IFAD, which will further enhance the potential for scaling up.

5664 Afghanistan (UNEP): Building Resilience of Communities Living around the Northern Pistachio Belt (NPB) and Eastern Forest Complex (EFC) of Afghanistan through an EbA approach

Afghanistan is a least-developed country that is highly vulnerable to environmental and developmental risks, including climate change. Changes in rainfall are unfavorable, with overall annual rainfall in decline, and heavy rainfall events on the increase. Drought is becoming more frequent and intense. Climatic variability is exacerbating degradation of natural resources, notably forests, from factors such as over-exploitation, tree-felling for construction, poor management and logging.

The project will apply a broad range of measures, including policy, investment, capacity and awareness-related, to create sustainable solutions with impact. The project will support on ground initiatives that include planting of site-specific, climate-resilient plant species and trees; measures to maintain soil accretion; community-managed nurseries; small-scale freshwater reservoirs; and other measures to effectively generate ecosystem services. The project will also support the establishment of a national committee to facilitate cross-cutting approaches such as EbA; generate guidelines on EbA for policy and decision-makers; develop training modules for (i) local authorities and community groups, and (ii) school and university curricula; and further the base of scientific knowledge on native forest restoration as an EbA approach.

5694 Comoros (UNEP): Building Climate Resilience through Rehabilitated Watersheds, Forests and Adaptive Livelihoods

Comoros needs to address the rapid degradation of watersheds and river basins, as well as the livelihood of communities who depend on them. The project introduces an integrated watershed management through ecosystem-based adaptation approaches, as a means of adapting to climate change, to be implemented through three major components: 1) Capacity building to address climate change risks in water management; 2) Pilot demonstrations of resilient watersheds and ecosystem-based adaptation; and 3) Alternative livelihood strategies for targeted communities, in order to support sustainable land and water use.

To strengthen natural resource planning at the local level, the project is also piloting innovative technologies such as GIS and crowd-sourcing platforms. Furthermore, developing a more thorough knowledge-base on the state of watersheds through community-based approaches will ensure overall project sustainability. The project will also work closely with local stakeholders, including

local organizations, NGOs, and women's groups as to encourage ownership and buy-in of project activities.

Finally, project aims to scale-up reforestation and watershed rehabilitation activities to other sites, as well as seek coordination with other GEF-funded initiatives in Comoros. The project also includes strong private sector collaboration through component 3. Alternative livelihood production strategies explored with private sector partners, including niche products such as pharmaco-cosmetic uses of agro-forestry products, will promote increased income and will support project scale-up through the enhancement of economic activity.

5695 Tanzania (UNEP): Ecosystem-Based Adaptation for Rural Resilience

Climate change, particularly through more frequent and more intense floods and drought, presents a major risk to food and water security in rural Tanzania. When faced with climate change -induced extreme events, rural populations in the country's central plateau and Zanzibar resort to traditional coping mechanisms that often rely on increasing consumption of scarce natural resources. Beyond the near-term relief they provide, these coping strategies are leaving people and productive assets more vulnerable to climate change. Tanzania has embarked on two ambitious, sector-wide investment programs to enhance agricultural productivity as well as food and water security at the national level, with tangible investments being carried out by rural communities and local authorities. Without due consideration of the future impacts of climate change, however, these investments and their beneficiaries will remain at risk.

The proposed project aims to strengthen climate resilience in rural communities in Tanzania's central plateau and Zanzibar through institutional and technical capacity building, ecosystem-based adaptation measures and diversified, resilient livelihood options. The project is structured around three components that would aim to (i) enhance stakeholders' capacity to plan and implement adaptation measures at the national and sub-national levels; (ii) carry out tangible, ecosystem-based adaptation measures and livelihood diversification strategies to reduce vulnerability in four rural districts; and (iii) disseminate lessons and best practices to promote scaling up. The proposed project would contribute towards the implementation of Tanzania's NAPA priorities in the areas of food security, natural resources management and human settlements. The project is also aligned with Tanzania's Climate Change Strategy, the National Strategy for Poverty Reduction and Economic Growth, the Agriculture Sector Development Strategy and the Water Sector Development Strategy and Policy

5703 Sudan (UNEP): Enhancing the resilience of communities living in climate change vulnerable areas of Sudan using Ecosystem Based approaches to Adaptation (EbA)

In the Southern Sudan's White Nile state seventy percent of this region's population of 1.7 million lives in rural areas and depends on rain-fed agriculture and livestock rearing for the livelihood. The area's ecological zones range from semi-desert to sub-humid, and adverse climatic conditions that include low and decreasing rainfall, drought, heatwaves and dust storms. Climate change is expected to exacerbate these conditions and possibly introduce new stresses. The project will support a multi-stakeholder platform for dialogue on climate change adaptation and EbA in Sudan, build capacity at various levels for EbA policy and implementation, and will actively engage vulnerable stakeholder groups, including women, through consultations.

The LDCF project will employ an ecosystems-based approach to adaptation by supporting additional adaptation measures in 6 baseline projects in water resources, rangeland management, forestry, rainfed agriculture and environmental management. On-the-ground EbA measures will focus on regeneration of critical ecosystem services to enable resilience to increasingly dry and droughtlike conditions. Community livelihoods will be diversified through climate resilient activities that may include fish production, bee keeping, vegetables gardens, etc.

5710 Regional (AFDB): Rural livelihoods' adaptation to climate change in the Horn of Africa -Phase II (RLACC II)

The arid and semi-arid lands of East Africa are among the regions expected to be the most adversely affected by the effects of climate change. A continued temperature rise is likely to severely affect water resources, food security, natural resources, human health, settlements, and infrastructure, notably through a growing risk of drought and extreme events, and increasingly unpredictable rainfall patterns. The program will carry out investments in enhanced natural resources management, access to markets, and livelihood support. Without additional resources to strengthen the climate-resilience of its infrastructure investments and without targeted capacity building for climate change adaptation, DRSLP would risk falling short in the face of the projected, adverse effects of climate change.

The proposed program aims to enhance pastoralist livelihoods through climate-resilient infrastructure in arid and semi-arid rural areas across Sudan and Somalia. The program would help expand a previously approved program in Djibouti and Kenya. The program is structured around three principal components, aiming to (i) raise awareness of climate change -induced risks and appropriate adaptation measures, and integrated adaptation into local development planning processes; (ii) reduce the vulnerability of the livestock sector through targeted, small-scale infrastructure investments and diversified rural livelihood options; and (iii) promote learning and knowledge exchange. The project will also enhance the design and implementation of large-scale baseline investments across the region. As a result, the proposed project is well placed to achieve sustainable adaptation benefits for a large number of beneficiaries, with a viable pathway to scaling up.

5782 Gambia (FAO): Adapting Agriculture to Climate Change in the Gambia

Climate change in Gambia is expected to result in greater variability, decline in rainfall, shorter growing season, and increased inter-annual variability. These effects will adversely impact farmers, putting rural livelihoods at risk and undermining food security. The proposed project attempts to reduce vulnerability to the adverse impacts of climate change, and increase adaptive capacity to respond to the impacts of climate change, by promoting sustainable and diversified livelihood strategies for reducing the impacts of climate variability and change in agriculture and livestock sector.

It will do so through (i) strengthening institutional and technical capacity for adaptation to climate change in agriculture, (ii) dissemination of timely risk information to users at all levels, (iii) promoting diversification of livelihood strategies and intensification of agriculture production, processing and marketing, and (iv) improving livestock production and management practices for sustaining livelihoods of local communities.

6923 Eritrea (UNDP): Mainstreaming climate risk considerations in food security and IWRM in Tsilima Plain

Eritrea is highly vulnerable to climate-induced hazards such as droughts, which occur more frequently and with higher magnitude due to climate change. About 80% of the population is dependent on agriculture, livestock rearing and fishing, contributing less than 20% to GDP in 2012. This project aims to mainstream climate risk considerations into agricultural production to enhance food security in the Tsilima Plain. This will be achieved by: (i) integrating information on ecosystem vulnerability to climate change into key decision-making processes, including through enhanced research and extension service capacities; (ii) improving the security of tenure of over 9000 ha of plains; (iii) increasing water availability for irrigation by 30%; and (iv) ensuring that at least 75% of farmers take up climate-smart technologies, increasing food production by 30%. The project is innovative in its approach to knowledge based adaptation planning for increasing water availability via increased groundwater infiltration; and it utilizes "soft" adaptation measures that provide a practical, locally appropriate and cost-effective solution to coping with the impacts of climate change.

Projects with Activities in Production Landscapes Approved under LDCF in FY2013 and FY2014

5685 Morocco (IFAD): Increasing Productivity and Adaptive Capacities in Mountain Areas of Morocco (IPAC-MAM)

In spite of relative stability and positive human development over recent years, Morocco remains highly reliant on agriculture for income and employment. At the same time, the country struggles with the combined, adverse effects of inefficient natural resources management practices, poor post-harvest processing and storage technologies and infrastructure, as well as environmental degradation. Agriculture is coming under increasing stress due to the effects of climate change. Morocco is expected to suffer from a considerable decline in rainfall, rising temperatures, and more frequent extreme events, such as heatwaves. Smallholder farmers are particularly vulnerable to these adverse trends. This proposed project will address in an integrated manner the factors that leave rural populations in Morocco's mountain areas vulnerable in the face of climate change, including through enhanced natural resources management, post-harvest storage and processing practices, and enhanced opportunities for rural enterprise development.

The project aims to strengthen the resilience of vulnerable rural communities in the provinces of Sefrou and Azilal by promoting climate-resilient agricultural value chains and livelihood options; including more efficient use of agricultural inputs and natural resources, reduced post-harvest losses, and more diverse rural livelihoods and agricultural production systems. The project is structured around three principal components, aiming to (i) empower natural resource users' associations and cooperatives to adapt to the adverse effects of climate change; (ii) optimize the use of land and water resources and restore vital ecosystem services; and (iii) promote the transfer and adoption of technologies and practices for more resilient, diversified agricultural value chains and rural livelihoods.

6927 Egypt (IFAD): Integrated Management and Innovation in Rural Settlements

Egypt is highly dependent on agriculture, representing 15% of GDP and directly employing 32% of the population. The main source of water supply is the Nile. Climate change is already impacting the agricultural sector and future trends reflect a further decrease in wheat and maize yields, threatening food security.

This project will enhance the resilience of poor and vulnerable households in Egypt, including women and men farmers, by supporting investments relating to water scarcity, soil and water salinity, increasing temperature, decreasing rainfall and other climate change impacts on the agriculture sector. The project's three main components include: (i) mainstreaming adaptive strategic planning into Egypt's land reclamation strategies; (ii) ensuring efficient irrigation technology and accessible energy at the farm level; and (iii) climate-proofing of the value chains and diversification of livelihoods at local levels. Tailor-made solutions will ensure that vulnerability of on-farm irrigation in agricultural regions is decreased by adapting to climate change specific to local conditions. The project is innovative as it ensures the full integration of private sector and cooperatives in supporting climate resilient and diversified agriculture.

6945 Costa Rica (UNDP): Strengthening Capacities of Rural Aqueduct Associations' (ASADAS) to Address Climate Change Risks in Water Stressed Communities of Northern Costa Rica

This project aims to improve water supply and promote sustainable water practices of end-users and productive sectors by advancing community-based and ecosystem-based measures in rural aqueduct associations (ASADAS) to address projected climate-related hydrological vulnerability in Northern Costa Rica.

This will be done through building community-based infrastructure and technical capacities to address projected changes in water availability and mainstreaming of ecosystem-based adaptation in to public and private sector policy and investments in the targeted area, including the development of a national model of Ecosystem-based Water Security Plans. In addition the project aims to change the purchasing and credit policies of at least 20 agricultural and livestock trading companies, and 5 financial institutions operating in the target region, so that they promote the adoption of practices that help maintain ecosystem resilience to climate change.

6960 Turkmenistan (UNDP): Supporting Climate Resilient Livelihoods in Agricultural Communities in Drought-prone Areas

Turkmenistan is an agriculture-dependent and highly water scarce country with over 80 percent of its population living in poverty. Climate models indicate that over future years, temperatures will rise and rainfall will decline, exacerbating water shortages. This project aims at increasing water use efficiency by providing vulnerable small farmers with drip irrigation kits, treadle pumps, greenhouses, well, and rainwater harvesting systems.

The project will also build capacity on adaptation issues, create enabling conditions for iterative adaptation planning, and support the government in the integration of climate resilient policies and measures in the water and agriculture sectors. This is proposed through (i) the development of legal, structural and institutional capabilities; (ii) the inclusion of adaptation considerations in sector strategies and plans; and (iii) adjustments in sectoral infrastructure investments. Additionally, the

project will address critical water scarcity issues in Turkmenistan, providing adaptation benefits to smallholder farmers in particular, who might not be able to avail of the improvements to irrigation infrastructure improvements undertaken through baseline investments.

Projects Approved under the AF in FY2013 and FY2014

Guatemala (UNDP): Climate change resilient productive landscapes and socio-economic networks advanced in Guatemala

The Project aims to increase climate resilience of production landscapes and socio-economic systems in the target municipalities threatened by the impacts of climate change and climatic variability, in particular hydro meteorological events that are increasing in frequency and intensity. The Project achieves this through achievement of a set of key outcomes that range from enhancement of institutional capabilities to support for building more resilient local economies, and increasing the adaptive capacity of communities.

Rwanda (Ministry of Natural Resources – MINIRENA): Reducing Vulnerability to Climate Change in North West Rwanda through Community Based Adaptation

The objective of the project is to increase the adaptive capacity of natural systems and rural communities living in exposed areas of North Western Rwanda to climate change impacts. The strategy of the project is to manage the risks and effects from recurring floods, landslides and erosion through an integrated natural resource management and alternative livelihoods programme in one of the most climate sensitive and vulnerable areas of Rwanda. The project addresses factors that exacerbate the effects of intense rainfall and lead to flooding and landslides. These include erosion and unsustainable farming practices linked to demographic pressure on natural resources. By introducing erosion and flood control measures, building the capacity of farmers to adapt to climate variability and supporting the development of off-farm livelihoods to reduce the pressure on natural resources, the project restores the ecosystem functions necessary to reduce the incidence and severity of flooding and landslides on local communities and resources. For example, the absorption capacity of local watersheds are being increased by improved farming practices, restoration and protection of steep slopes through improved flood control, soil, land and water management measures.

Uzbekistan (UNDP): Developing climate resilience of farming communities in the drought prone parts of Uzbekistan

This project aims to develop climate resilience in farming and pastoral communities in the drought-prone Karakalpakstan region of Uzbekistan. The project will develop institutional and technical capacity for drought management and early warning, establish climate resilient farming practices on subsistence Dekhkan farms, effect landscape level adaptation measures for soil conservation and moisture retention, and widely foster knowledge of climate resilient agricultural and pastoral production systems in arid lands. The project will improve climate resilience of more than an estimated 1,000,000 ha of land.

The frequent occurrence of drought, an overall trend of desertification of Uzbekistan's poorest region, Karakalpakstan, places serious strain on water availability, and is causing a decline in land productivity and thus the ability of rural poor to withstand the current and future impacts of climate change. There have been considerable infrastructure investments in the agricultural sector and progressive reforms socially, but vulnerable farmers and pastoralists who reside in arid and marginal lands don't benefit directly from these improvements. This project is designed to propel positive reform processes in climate adaptation, while also reaching out to the poorest and most marginal to provide urgent adaptation solutions.

Seychelles (UNDP): Ecosystem Based Adaptation to Climate Change in Seychelles

Today, much of the precipitation in the Seychelles is falling in sharp bursts, creating heavy flooding in the wet season, while imposing extended period of drought during the dry season. As the country does not have a large water storage capacity, and the topography of the islands constrains such infrastructure, water supplies are heavily dependent on rainfall. Furthermore, the coastal zone is vulnerable to flooding as a consequence of rising sea surface levels, and increased storm surges from cyclonic activity in the Western Indian Ocean. The project will reduce these vulnerabilities by spearheading ecosystem-based adaptation as climate change risk management—restoring ecosystem functionality, and enhancing ecosystem resilience and sustaining watershed and coastal processes in order to secure critical water provisioning and flood attenuation ecosystem services from watersheds and coastal areas. This project seeks to reduce the vulnerability of the Seychelles to climate change, focusing on two key issues—water scarcity and flooding. The climate change projections in the Seychelles show that rainfall, while increasing in overall terms, will become even more irregular.

Myanmar (UNDP): Addressing Climate Change Risks on Water and Food Security in the Dry Zone of Myanmar

This project seeks to minimize the increasing impacts of climate change on agricultural and livestock production cycles in the Myanmar Dry Zone. From increasing temperature and water evaporation, to declining water availability, more frequent droughts, and intensifying weather events especially flash floods and cyclones, the local economies of this region are expected to be impacted by climate change. Analysis of drought occurrence over the past few decades has confirmed that the Dry Zone has turned into the most food insecure region in the country. The adaptation activities of this UNDP project will be implemented in five townships in the Sagaing, Mandalay and Magway Regions –Shwebo and Moneywa townships in the Sagaing region, Myingyan and Nyaung Oo townships in the Mandalay Region, and Chauk Township in the Magway Region.

Projects Approved under the AF in FY2014 and FY2015

South Africa (South African National Biodiversity Institute - SANBI): Building Resilience in the Greater uMngeni Catchment

The majority of the population in the province of KwaZulu-Natal lives in rural or peri-urban areas, often in informal settlements; UMDM has a population of one million people, with a high

percentage of poverty, HIV/AIDS prevalence and a very high proportion of female-headed households.

This project aims to reduce climate vulnerability and increase the resilience and adaptive capacity in rural and peri-urban settlements and small-scale farmers in productive landscapes in the uMgungundlovu District Municipality (UMDM), KwaZulu Natal Province, South Africa, that are threatened by climate variability and change, through an integrated adaptation approach. Areas of interventions include the: early warning and ward-based disaster response systems; ecological and engineering infrastructure solutions specifically focused on vulnerable communities, including women; integrating the use of climate-resilient crops and climate-smart techniques into new and existing farming systems; and disseminating adaptation lessons learned and policy recommendations, to facilitate scaling up and replication.

Kenya (National Environment Management Authority-NEMA): Integrated Programme To Build Resilience To Climate Change & Adaptive Capacity Of Vulnerable Communities

Kenya comprises 83% of arid and semi-arid land and has an economy and livelihoods that are heavily reliable on rain-fed agriculture, which is in turn vulnerable to extreme droughts exacerbated by climate change and variability. This programme seeks to enhance resilience and adaptive capacity to climate change for selected communities in various Counties in Kenya in order to increase food security and environmental management. Hence, the programme develops and implements integrated adaptive mechanisms to increase community livelihood resilience to climate change.

Specifically, the programme addresses the following objectives: enhancing Climate resilient agricultural, agro-forestry, pastoral and agro-pastoral production systems to improve food security in selected Counties in Kenya; improving climate resilient water management systems to enhance food security in selected Counties in Kenya; increasing resilience to the effects of rise in sea level and shoreline changes through Integrated Shoreline and Mangrove Ecosystem Management at Vanga and Gazi in the Coastal region of Kenya; disaster risk reduction among targeted vulnerable communities for climate related risks in Kenya; and strengthening institutional capacity, knowledge management, awareness raising and promotion of adaptation mechanisms to improve resilience on climate change to selected vulnerable communities in Kenya

Costa-Rica (Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible): Reducing the vulnerability by focusing on critical sectors (agriculture, water resources, and coastlines) in order to reduce the negative impacts of climate change and improve the resilience of these sectors

Costa Rica is experiencing the effects of increasing temperatures and intensity of extreme rainfall. These effects, due to climate change, are increasing the vulnerability of the water resources of the country, threatening the sustainable production of agricultural resources that promote food security and livelihoods, as well as negatively affecting mangroves and coral reefs, which serve as protective barriers to coastal communities.

The objective of this programme is to reduce climate vulnerability by focusing on critical sectors (agriculture, water resources, and coastal zones) in order to reduce the negative impacts of climate change, and improve the resilience of those populations. This program will seek to increase climate resilience by working directly with local stakeholders and anticipated beneficiaries through the

implementation of adaptation projects in each of the geographical areas selected. Projects submitted by local organizations have been screened and the preselected proposals went through an in-depth assessment of their potential for the enhancement of climate resilience, which involves an analysis of the actions' appropriateness, based on the local biophysical and socioeconomic context. The support will consist of investment in interventions, technical assistance, and training related to this plan.

India (National Bank for Agriculture and Rural Development – NABARD): Enhancing Adaptive Capacity and Increasing Resilience of Small and Marginal Farmers in Purulia and Bankura Districts of West Bengal

The proposed project aims at developing climate adaptive and resilient livelihood systems through diversification, technology adoption and natural resource management for rural small and marginal farmers associated with agriculture and allied sector in Lateritic Zone of West Bengal, India. Specifically, it would seek to enhance adaptive capacity of vulnerable farm families in semi-arid regions of Purulia and Bankura districts of West Bengal by introducing measures to tide over the adverse impacts of climate change on their food and livelihood security.

The project would focus on 5,000 households covering about 22,596 beneficiaries who belong to vulnerable small and marginal farming communities and communities dependent on natural resources as livelihood option. The project would be executed by Development Research Communication and Services Centre (DRCSC), which has been operating in the semi-arid region of West Bengal for the last 15 years. It would build on earlier work done by DRCSC such as the project "Diversifying livelihood options through integrated production system for climate change adaptation and food & livelihood security of the small and marginal farmers in water logged flood plain of West Bengal (CCA IFS)" supported by GIZ and the Indian Ministry of Environment and Forests, and the project "Collective Action to Reduce Climate Disaster Risks and enhancing Resilience of Vulnerable Coastal Communities around the Sundarbans in Bangladesh and India", supported by the European Union.

Ghana (UNDP): Increased resilience to climate change in Northern Ghana through the management of water resources and diversification of livelihoods

Water is highly relevant to the thematic priorities and cross-cutting issues of Ghana's Development agenda and rural livelihood activities. An integrated management of water resources that takes into consideration climate change, especially in river basin and other sources of water supply for rural communities is therefore a pre-requisite for any water-related intervention in addressing climate change impacts and vulnerability of communities. Therefore, cross-sectoral and inter-community coordination is highly essential in addressing climate impacts on multiple sectors and sections of Ghana society and to improve the efficiency and effectiveness of water capture and distribution and reduce losses and wastefulness of water.

The main objective of the programme is to enhance the resilience and adaptive capacity of rural livelihoods to climate impacts and risks on water resources in the northern region of Ghana. The objective will be achieved through key results centered on the improvement of water access and also increase institutional capacity and coordination for integrated water management to support other uses of water resources especially for the diversification of livelihoods by rural communities.

Mali (UNDP): Programme Support for Climate Change Adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbuktu

The main objective of the programme is to increase the resilience of vulnerable communities and their adaptive capacity to climate change in the regions of Mopti and Timbuktu including the Faguibine system zone. This programme is framed around the key national priorities identified by the National Policy, Strategy and Action Plan for Climate Change in Mali. This AF financed programme is designed as a holistic approach to climate change adaptation in the Mopti and Timbuktu regions including the Faguibine System. The programme is focusing on the implementation of on-the ground adaptation measures at the community level, integrated with sustainable development processes and supported through enhanced national institutional and knowledge management capacities.

Jordan (Ministry of Planning and International Cooperation – MOPIC): Increasing the resilience of poor and vulnerable communities to climate change impacts in Jordan through Implementing Innovative projects in water and agriculture in support of adaptation to climate change

Studies suggest that climate change will exacerbate current aridity and conditions of water shortage in Jordan. This will directly impact food security, where around 67% of all water withdrawals are for agriculture. Introducing affordable technologies will definitely assist the agriculture sector in reducing water losses which may also benefit from technologies that recycle, harvest and conserve water, thus relieving the saved water for industrial and municipal consumers. Farmers should be encouraged to plant higher-value (cash crops) crops and adopt simple changes in operation and maintenance of on-farm irrigation systems to reduce water consumption. The overall objective of the proposed programme is to adapt the agricultural sector in Jordan to climate change induced water shortages and stresses on food security through piloting innovative technology transfer, policy support linked to community livelihoods and resilience. The programme presents six projects divided under two main components, with component 1 presenting four projects related to concrete adaptation solutions to address water scarcity and agriculture in vulnerable regions in Jordan, and component 2 presenting two projects related to policy reforms, training and knowledge management.

Morocco (Agence pour le Développement Agricole – ADA): Climate changes adaptation project in oasis zones – PACC-ZO

Moroccan oases experience degradation due in particular to climate change, compounded by population and urban pressure. This deterioration, in recent years, has taken alarming proportions and is leading to an increasingly threatening desertification. A dozen of southern Morocco Oases has already lost more than 40% of their crop area: 208 ha of agricultural land were silted in Errachidia area. The gradual disappearance of favorable farming conditions of oases, led to the decline in the income of the population, which is a big issue for the majority of the southernmost oasis societies.

The objective of the proposed project is to help reduce the vulnerability of people and oasis agro ecosystems in Morocco to climate change by increasing the adaptive capacity of local actors, increasing the resilience of the target ecosystem and by disseminating knowledge management. Actions will include improved management of soil and water resources, as well as the use of resistant varieties of palm trees and training sessions for the stakeholders.